

**Direction des bibliothèques**

**AVIS**

Ce document a été numérisé par la Division de la gestion des documents et des archives de l'Université de Montréal.

L'auteur a autorisé l'Université de Montréal à reproduire et diffuser, en totalité ou en partie, par quelque moyen que ce soit et sur quelque support que ce soit, et exclusivement à des fins non lucratives d'enseignement et de recherche, des copies de ce mémoire ou de cette thèse.

L'auteur et les coauteurs le cas échéant conservent la propriété du droit d'auteur et des droits moraux qui protègent ce document. Ni la thèse ou le mémoire, ni des extraits substantiels de ce document, ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans l'autorisation de l'auteur.

Afin de se conformer à la Loi canadienne sur la protection des renseignements personnels, quelques formulaires secondaires, coordonnées ou signatures intégrées au texte ont pu être enlevés de ce document. Bien que cela ait pu affecter la pagination, il n'y a aucun contenu manquant.

**NOTICE**

This document was digitized by the Records Management & Archives Division of Université de Montréal.

The author of this thesis or dissertation has granted a nonexclusive license allowing Université de Montréal to reproduce and publish the document, in part or in whole, and in any format, solely for noncommercial educational and research purposes.

The author and co-authors if applicable retain copyright ownership and moral rights in this document. Neither the whole thesis or dissertation, nor substantial extracts from it, may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

In compliance with the Canadian Privacy Act some supporting forms, contact information or signatures may have been removed from the document. While this may affect the document page count, it does not represent any loss of content from the document.

Université de Montréal

**1933 : les circonstances expliquant la mise au pas de  
l'Allemagne**

par

Nicolas Fournier

Département d'Histoire

Faculté des Arts et des sciences

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures  
en vue de l'obtention du grade de  
Maître ès arts (M.A.)  
en Histoire

Mai 2008



© Nicolas Fournier, 2008

Université de Montréal  
Faculté des études supérieures

Ce mémoire intitulé :

**1933 : les circonstances expliquant  
la mise au pas de l'Allemagne**

présenté par :

Nicolas Fournier

a été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

Paul Létourneau  
directeur de recherche

Carl Bouchard  
membre du jury

Samir Saul  
membre du jury

**17 JUIN 2008**

## Résumé :

Le 30 janvier 1933, Adolf Hitler et le NSDAP parvinrent au pouvoir en Allemagne après plus d'une décennie de lutte acharnée. Cette victoire nazie est à la fois surprenante et curieuse. Comment un petit parti d'extrême droite formé dans les tavernes de Munich au début des années 1920 a-t-il pu s'imposer et finalement prendre les rênes du gouvernement d'un pays démocratique réputé pour sa culture et ses intellectuels ? Beaucoup d'historiens ont tenté de répondre à cette question en apportant chacun leurs hypothèses. Les mois qui suivirent le fameux mois de janvier 1933 sont malheureusement beaucoup moins étudiés. Pourtant, les événements qui s'y déroulèrent et qui virent la mise sur pied du III<sup>e</sup> Reich demandent tout autant d'attention. Lorsque Hitler fut nommé chancelier du pays, il était encore loin de détenir l'exclusivité du pouvoir politique. Au début du régime nazi, Hitler se retrouva dans une situation dans laquelle il était vulnérable : comme il avait été nommé par le président du Reich, il pouvait être congédié à tout moment. De plus, le NSDAP ne détenait pas la majorité au parlement allemand et ne pouvait donc pas imposer unilatéralement ses volontés. Toutefois, en quelques mois à peine, Hitler et son mouvement réussirent à mettre sur pied une dictature implacable et à s'emparer de l'essentiel du pouvoir politique en Allemagne. À compter de l'été 1933, il n'y eut plus d'organisations en mesure de s'opposer au NSDAP. Pourtant, la mise au pas de la société allemande sembla s'être déroulée sans grande opposition de la part de la population. Comment un peuple tout entier a-t-il pu se soumettre ainsi en quelques mois et tolérer, voire accepter, le nouveau régime nazi ? Pour tenter d'apporter une réponse à cette problématique, le présent travail s'attarde sur les impressions et l'atmosphère vécues par les « Allemands ordinaires ». Si l'ensemble des masses allemandes n'a pas voté pour Hitler lors des dernières élections libres, il n'en demeure pas moins que la quasi-totalité de la population ne s'est pas opposée à la mise en place de la dictature hitlérienne. Il semble donc que si la mise au pas (*Gleichschaltung*) du Reich fut si rapide et si aisée à accomplir, cela en bonne partie attribuable au soutien ou du moins à la tolérance de l'ensemble de la population à l'égard du nouveau régime.

**Mots-clés :** Gleichschaltung, mise au pas de l'Allemagne, nazisme, Troisième Reich, Adolf Hitler, République de Weimar, histoire de l'Allemagne

**Abstract :**

On the 30th of January 1933, Adolf Hitler and the NSDAP came to power in Germany after more than a decade of heated struggle. This Nazi victory is as surprising as it is peculiar. How did this rather small extreme right wing party born in Munich taverns in the 1920's manage to impose itself and ultimately take control of the government of a democratic country renowned for its culture and intellectuals? Many historians have brought forth their hypothesis in an attempt to answer this question. However, the months following the infamous month of January 1933 have unfortunately been considerably less studied. The events that unfolded in this period and allowed the establishment of the Third Reich therefore require equivalent attention. Upon his appointment to the title of chancellor of Germany, Hitler was far from possessing exclusive political power. In the beginning of the regime's existence, the new leader found himself in a vulnerable position: as president of the III<sup>rd</sup> Reich, he could have been fired at any moment. Moreover, the NSDAP did not possess the majority in the German parliament and could therefore not unilaterally impose its will. Nonetheless, Hitler and his party succeeded in establishing a solid dictatorship and in gaining the essential of the political power in a matter of months. From the summer of 1933 on, no organization was able to oppose the NSDAP. But yet, the falling in line (*Gleichschaltung*) of German society occurred without much opposition on the part of the population. How did an entire nation come to tolerate, even accept the Nazi regime in such a short time? In an attempt to bring forth an explanation, this work aims to present an in depth analysis of the atmosphere surrounding the lives of «ordinary Germans», as well as their perceptions. Even though the majority of the population did not vote for Hitler, it remains that there was little or no opposition to his dictatorship. It seems plausible to assume that if the *Gleichschaltung* of the Reich took place rapidly and was accomplished with such ease, it was at least in part due to the support or tolerance of the Germans regarding this new regime.

**Keyword :** Gleichschaltung, Nazism, Third Reich, Adolf Hitler, Republic of Weimar, German history

## Table des matières

Résumé.....	p.ii
Abstract.....	p.iii
Table des matières.....	p.iv
Liste des sigles et des abréviations.....	p.vi
Glossaire des termes allemands.....	p.vii
Dédicace.....	p.viii
Remerciements.....	p.ix
<b>Introduction.....</b>	<b>p.1</b>
<b>Partie I : Les facteurs extérieurs.....</b>	<b>p.9</b>
Chapitre I : Les humiliations nationales.....	p.9
Chapitre II : Les mésententes et les hésitations des Alliés.....	p.21
Chapitre III : Le révisionnisme allemand.....	p.27
<b>Partie II : Les facteurs intérieurs.....</b>	<b>p.34</b>
Chapitre IV : L'exacerbation du nationalisme allemand.....	p.34
Chapitre V : L'antirépublicanisme.....	p.40
Chapitre VI : L'antibolchevisme.....	p.48
Chapitre VII : La crise économique.....	p.53
Chapitre VIII : La crise politique : la route vers la dictature.....	p.62

Chapitre IX : Les charmes du NSDAP.....	p.71
<b>Partie III : La mise au pas de l'Allemagne.....</b>	<b>p.80</b>
Chapitre X : La nomination de Hitler : le dernier recours.....	p.80
Chapitre XI : La terreur et le nouveau régime.....	p.90
Chapitre XII : Un semblant de consensus.....	p.98
Chapitre XIII : La division et l'effondrement de l'opposition.....	p.105
Chapitre XIV : Légitimité et « pseudo-légalité ».....	p.114
Chapitre XV : La respectabilité du nouveau régime.....	p.122
<b>Conclusion.....</b>	<b>p.130</b>
Bibliographie.....	p.137
Annexes.....	p.147

## Liste des sigles et des abréviations

BVP : Bayerische Volkspartei, Parti populaire bavarois

DAF : Deutsche Arbeitsfront, Front allemand du travail

DDP : Deutsche Demokratische Partei, Parti démocrate allemand

DNVP : Deutschnationale Volkspartei, Parti national populaire allemand

DVP : Deutsche Volkspartei, Parti populaire allemand

GESTAPO : Geheime Staatspolizei, Police secrète d'État

KPD : Kommunistische Partei Deutschlands, Parti communiste d'Allemagne

NSDAP : Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei, Parti national-socialiste des ouvriers allemands

SA : Sturmabteilung, Section d'assaut

SOPADE : Sozialdemokratische Partei Deutschlands, Parti social-démocrate d'Allemagne<sup>1</sup>

SPD : Sozialdemokratische Partei Deutschlands, Parti social-démocrate d'Allemagne

SS : Schutzstaffel, Escadron de protection

---

<sup>1</sup> Branche du SPD qui décida de s'exiler en dehors de l'Allemagne et de demeurer en activité au printemps 1933.



## Glossaire des termes allemands

Anschluss : union entre l'Allemagne et l'Autriche

Autobahn : autoroute

Erfüllungspolitik : politique de réalisation qui prônait le réalisme dans la question du révisionnisme allemand

Erfüllungspolitiker : politiciens qui défendaient l'*Erfüllungspolitik*

Gau : région administrative du Reich délimitée par le NSDAP

Gleichberechtigung : égalité des droits en matière d'armements

Gleichschaltung : mise au pas de l'Allemagne

NS Frauenschaft : Ligue des femmes nationales-socialistes

Reich : Empire allemand

Reichskommissar : commissaire du Reich

Reichsrat : sénat allemand

Reichstag : parlement allemand

Reichwehr : nom de l'armée allemande de 1919 à 1935

Sonderweg : voie particulière

Vernunftrepublikaner : républicains de raison

Volksgemeinschaft : communauté nationale

Zentrum : Parti politique catholique du centre

## **Dédicace**

Aux trop nombreuses victimes des dictatures passées, présentes et futures...

## **Remerciements**

Ce mémoire n'aurait jamais pu être réalisé sans le soutien extraordinaire de personnes tout aussi extraordinaires. Je remercie du fond du cœur tout spécialement :

Audrey, pour son aide de tous les instants et son soutien sans faille,

M. Létourneau pour ses conseils et ses commentaires aussi judicieux que nombreux,

Catherine pour ses sourires, sa bonne humeur et sa patience trop souvent mise à rude épreuve.

## Introduction

### *Considérations générales*

Plus d'un demi-siècle après sa chute, le III<sup>e</sup> Reich suscite toujours un intérêt singulier tant auprès du public que des chercheurs. Le régime nazi a marqué de façon tragique non seulement l'histoire de l'Allemagne mais aussi l'histoire du XX<sup>e</sup> siècle et ce, à plusieurs égards. Si le régime nazi fascine autant, c'est, entre autres, parce qu'il soulève bon nombre de questionnements. Comment se fait-il qu'un peuple à la fois cultivé et éduqué comme le peuple allemand ait choisi de suivre la voie hasardeuse proposée par Hitler, un extrémiste ayant commencé sa carrière politique dans les tavernes de Munich et qui n'était même pas Allemand de naissance? Bon nombre d'historiens se sont penchés sur cette problématique en y apportant diverses tentatives de réponse dont certaines se révélèrent être particulièrement controversées.

L'ensemble des historiens spécialisés sur le sujet ont cherché à expliquer les raisons qui ont amené Hitler et le NSDAP au pouvoir à la date du 30 janvier 1933. Mais cette date, bien que symbolique, cache une part de la réalité. Si Hitler accède bien au pouvoir en ce 30 janvier, il est toutefois loin à ce moment de détenir les pleins pouvoirs. Hitler a été nommé chancelier par le chef de l'État, le président Paul von Hindenburg. Mais si Hindenburg a nommé Hitler, il pouvait également le congédier à tout moment. De plus, le NSDAP, malgré son immense popularité, ne disposait pas d'une majorité parlementaire.

La situation changea considérablement en quelques mois. Hitler et ses collaborateurs parvinrent rapidement à soumettre la quasi totalité de la société allemande. En six mois à peine, les nationaux-socialistes obtinrent les pleins pouvoirs, liquidèrent les partis politiques adverses et éliminèrent l'État de droit et les libertés individuelles des citoyens allemands. Cette mise au pas (*Gleichschaltung*) de l'Allemagne fut appliquée dans toutes les sphères de la société allemande. Toutes les institutions et les organisations du pays se soumièrent de gré ou de force au III<sup>e</sup> Reich naissant. Si Hitler dut attendre la

mort de Hindenburg en août 1934 pour être officiellement reconnu comme le chef de l'État allemand, on peut affirmer qu'à compter de l'été 1933, il n'y avait plus de contre-poids réel à l'autoritarisme nazi au sein du Reich.

Étonnamment, cette mise au pas se déroula sans réelle opposition. Contrairement à ce qui se déroula en Russie lors de l'avènement du bolchevisme, il n'y eut pas de guerre civile ou même de résistance armée en Allemagne lors de la mise en place de la dictature hitlérienne. Tant les institutions politiques que la population en générale se soumièrent sans grande protestation. S'il y eut quelques gestes d'éclat posés à gauche et à droite, les nazis purent cependant consolider leur pouvoir avec une surprenante rapidité et surtout une facilité déconcertante. Pourtant, lors des dernières élections législatives en Allemagne en mars 1933, les nazis ne parvinrent pas à obtenir une majorité de voix. C'est donc dire que la majorité des Allemands n'avaient pas voté pour Hitler. Par contre, tout laisse croire que d'une façon ou d'une autre le régime nazi sut rallier l'ensemble de la population allemande.

La problématique du présent travail est de se pencher sur les circonstances entourant la mise au pas de l'Allemagne au début du régime nazi. Comment est-il possible qu'une dictature se soit installée aussi rapidement et aussi facilement en Allemagne?

### *Bref survol historiographique de la thématique du national-socialisme*

Les différents courants qui ont marqué l'historiographie du national-socialisme et du III<sup>e</sup> Reich sont intéressants à observer car ils suivent de près l'évolution politique de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Comme le mentionne Ulrich Schlie, la recherche historique ne peut être séparée complètement du contexte politique et intellectuel de son temps<sup>1</sup>. Dans le cas du national-socialisme, c'est d'autant plus vrai puisqu'il s'agit d'un

---

<sup>1</sup> Ulrich Schlie, « Today's view of the Third Reich and the Second World War in German Historiographical Discourse », *The Historical Journal*, 43, no 2 (2000), p.544.

sujet qui suscite encore les passions et les controverses plus d'un demi-siècle après l'effondrement de l'Allemagne nazie.

Au lendemain de la guerre, le traumatisme causé par le national-socialisme était encore plus percutant. À cette époque, deux grandes interprétations prévalaient pour tenter d'expliquer le nazisme. La première hypothèse mettait en cause une déviance chez les Allemands, une longue tradition antidémocratique et autoritaire en quelque sorte, qui justifiait l'avènement de Hitler<sup>2</sup>. Une seconde interprétation affirmait que le nazisme constituait une réaction brutale à la modernité dans le cadre de la société européenne<sup>3</sup>.

Quelle que soit l'interprétation empruntée, les historiens avaient tendance à faire porter l'entière responsabilité de la catastrophe nazie à Hitler<sup>4</sup>. On trouvait ainsi un coupable, responsable de tout, qui déchargeait ainsi les autres responsables potentiels. Cette « condamnation » eut pour effet de créer une sorte d'« hitlérocentrisme » de l'historiographie du national-socialisme. On racontait l'histoire du régime, du parti et de la guerre à partir de la vie et de la dictature de Hitler. On vit donc l'éclosion de bon nombre d'études portant sur le personnage. Cet « hitlérocentrisme » atteignit son apogée dans les années 1970 alors que certains chercheurs tentaient d'expliquer la Shoah à partir de la personnalité psychopathe et névrosée de Hitler<sup>5</sup>.

Conséquemment, cette tendance ne privilégiait pas l'étude en profondeur de la société allemande sous le national-socialisme. À cette époque, on évitait d'étudier le soutien populaire des nationaux-socialistes. Quiconque dans les années 1950 et même au début des années 1960 aurait affirmé que le nazisme a exercé une fascination pour les masses aurait pu être accusé de falsification historique ou même de néo-nazisme<sup>6</sup>. On préférait l'interprétation d'une dictature coercitive et répressive dominée par un despote

---

<sup>2</sup> Jean Solchany, « Le premier âge de la « maîtrise du passé » : le nazisme dans les consciences allemandes de 1945 à la fin des années cinquante », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, 32, no 2 (juillet-septembre 2000), p.383.

<sup>3</sup> *Idem.*

<sup>4</sup> Ulrich Schlie, *op. cit.*, p.549.

<sup>5</sup> Ian Kershaw, *Qu'est-ce que le nazisme? Problèmes et perspectives d'explications*, Paris, Gallimard, 1992, p.131.

<sup>6</sup> Peter Reichel, *La fascination du nazisme*, Éditions Odile Jacob, 1993, p.13.

tyrannique plutôt qu'un régime dictatorial soutenu volontairement par une partie de la population.

En 1961, les travaux de Fritz Fischer sur les objectifs allemands de la Première Guerre mondiale soutinrent qu'il y eut une continuité entre la politique étrangère de Guillaume II et celle de Hitler<sup>7</sup>. Cette thèse ouvrit la voie à un débat dans les années 1960 à savoir si le III<sup>e</sup> Reich représentait une continuité ou une discontinuité dans l'histoire allemande. Les historiens s'interrogeaient sur l'existence d'une « voie particulière allemande » (*Sonderweg*).

Au tournant des années 1970, commença un nouveau débat qui s'étira jusqu'au milieu des années 1980 concernant les structures du pouvoir. Ce débat divisa les historiens en deux camps : les intentionnalistes versus les fonctionnalistes<sup>8</sup>. Les intentionnalistes, représentés, entre autres, par Karl Dietrich Bracher et Klaus Hildebrand affirmaient que les conséquences du nazisme, comme le génocide juif ou la guerre, étaient des objectifs planifiés et voulus dès les débuts du régime. À l'opposé, les fonctionnalistes comprenant les historiens Martin Broszat et Hans Mommsen défendaient plutôt le point de vue que les crimes de l'Allemagne nazie auraient été en bonne partie l'œuvre des circonstances.

À la même époque, eut lieu une autre polémique connue sous le nom de « querelle des historiens ». L'historien à l'origine de cette discussion mondiale fut Ernst Nolte qui ramena le débat sur le fascisme à l'avant-plan de la recherche historique par le biais de son livre *Der Faschismus in seiner Epoche*. Le débat tourna autour de la question de savoir comment situer le nazisme par rapport au fascisme. Nolte déclencha une vive controverse en soutenant que le nazisme n'était pas singulier et qu'il s'inscrivait dans la même veine que le fascisme et le communisme au sein de l'idéologie totalitaire<sup>9</sup>.

---

<sup>7</sup> Jean-François Juneau et Frédéric Cyr, « Les Occidentaux et le révisionnisme allemand dans l'historiographie », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, 38, no 2 (avril-juin 2006), p.264.

<sup>8</sup> Édouard Husson, « La recherche scientifique sur le national-socialisme dans les deux dernières décennies : un « changement de paradigme » », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, 32, no 2 (juillet-septembre 2000), p.453.

<sup>9</sup> Ernst Nolte, *La guerre civile européenne 1917-1945*, Paris, Éditions des Syrtes, 2000, p.58.

D'autres historiens, comme Martin Broszat ou Hans Mommsen, affirmaient que le nazisme, par ses crimes et ses excès, était un phénomène unique en son genre.

À partir des années 1970, les historiens commencèrent à se pencher sur l'aspect presque inexploré jusque-là de l'histoire sociale. On se mit alors à s'intéresser à l'histoire des femmes, des enfants, des agriculteurs ou des artisans sous la dictature nazie. Ces nouvelles recherches permirent d'explorer de nouvelles avenues pour les travaux et les études. Par exemple, sortant du carcan biographique traditionnel de Hitler, J. P. Stern publia une biographie sur le dictateur où il traita non pas de l'homme mais du mythe et de la fascination qu'il exerça sur les masses<sup>10</sup>. Les historiens se penchèrent également sur la violence nazie et en particulier sur l'holocauste. Le débat autour de la thèse controversée de Daniel Goldhagen à propos de l'antisémitisme des masses allemandes illustra bien cette tendance<sup>11</sup>.

Dans les deux dernières décennies du XX<sup>e</sup> siècle, des avancées significatives ont été réalisées en bonne partie grâce à la publication de nouveaux documents. Entre 1980 et 1993, une masse de sources est devenue accessible au public – dont des archives concernant Hitler et son entourage – ce qui a rendu possible de nouvelles recherches<sup>12</sup>. Depuis le début des années 1980, on assiste à une floraison de publications sur les hauts dirigeants du régime comme Rudolf Hess, Hermann Göring ou encore Joseph Goebbels<sup>13</sup>. Une autre raison de cette nouvelle orientation historiographique est la chute du Mur. Avant 1989, les historiens ne pouvaient pas faire les mêmes recherches historiques qu'aujourd'hui. Par exemple, ils ne pouvaient pas étudier en toute liberté la responsabilité de la Wehrmacht dans certains crimes nazis, puisque certains anciens dirigeants de l'armée du III<sup>e</sup> Reich étaient devenus cadres dans la Bundeswehr après la

---

<sup>10</sup> Michel Fabréguet, « L'historiographie britannique et l'Allemagne nationale-socialiste », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, 32, no 2 (juillet-septembre 2000), p.491.

<sup>11</sup> Voir Daniel Jonah Goldhagen, *Les bourreaux volontaires de Hitler : les Allemands et l'Holocauste*, Éditions du Seuil, 1997, p.559.

<sup>12</sup> Pierre Ayçoberry, « Sur Hitler : avatars récents du genre biographique », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 47, no 2 (avril-juin 2000) p.309.

<sup>13</sup> Ulrich Schlie, *op. cit.*, pp.552-555.



chute du régime. Critiquer ces cadres équivalaient à critiquer et à affaiblir l'armée ouest-allemande chargée de protéger l' « Europe libre » du communisme<sup>14</sup>.

Selon Édouard Husson, il y eut un changement de paradigme dans la recherche historique sur le national-socialisme depuis la chute du Mur<sup>15</sup>. Les débats des années 1970 et 1980 sur le totalitarisme versus le fascisme ou encore la querelle opposant les intentionnalistes aux fonctionnalistes ont été des questionnements importants mais n'ont pas permis de comprendre comment la catastrophe nazie a pu être possible. Les historiens des années 1990 et du début du XXI<sup>e</sup> siècle, cherchent désormais à comprendre comment une société « développée » comme l'Allemagne a pu sombrer de cette façon dans la violence de masse. Cette nouvelle tendance vise particulièrement les « Allemands ordinaires ». Comment ceux-ci ont-ils pu laisser s'installer un régime qui ne démontrait aucun égard face à l'État de droit et qui faisait preuve d'une agressivité sans limites contre ses adversaires?

#### *État de la recherche sur le sujet*

La thématique du national-socialisme est un objet d'étude particulièrement fertile dans le cadre de l'historiographie. Les débuts du III<sup>e</sup> Reich sont toutefois amplement moins étudiés que la période 1939-1945 qui attire davantage l'attention à cause de la guerre et de la Shoah. Il n'en demeure pas moins que bon nombre d'historiens se sont penchés sur la question de savoir comment un extrémiste comme Hitler a pu surmonter toutes les embûches se trouvant sur son chemin afin de parvenir jusqu'au pouvoir en 1933.

Les principaux facteurs qui sont généralement évoqués concernent le contexte politique et économique difficile qui caractérisait l'Allemagne au cours des années 1920 et au début des années 1930. Plusieurs historiens mettent l'accent sur la crise politique quasi insoluble dans laquelle se retrouvait plongé le régime républicain au début des

---

<sup>14</sup> Édouard Husson, *op. cit.*, p.464.

<sup>15</sup> *Ibid.*, p.456.

années 1930. A. J. Nicholls résume bien cette thèse en affirmant qu'avec les ennuis de la République de Weimar, beaucoup d'Allemands se dirent que la solution consistait en un changement de régime politique<sup>16</sup>. Certains historiens dont Paul-Marie de La Gorce avancent plutôt l'hypothèse de la crise économique de la fin des années 1920 pour expliquer l'avènement du nazisme<sup>17</sup>. D'autres chercheurs soutiennent plutôt des explications à tendance idéologique comme la crainte du marxisme ou encore les liens étroits – plus ou moins fondés – entre le nazisme et le grand capital allemand.

Par contre, la période qui suivit le fameux 30 janvier 1933 est assez mal couverte par l'historiographie. Les mois qui ont vu l'installation de la dictature nazie ont été rarement l'objet de recherches exhaustives. Il est probable que bon nombre d'historiens considèrent que le régime nazi n'était pas encore suffisamment consolidé pour analyser les fondements de la société nationale-socialiste. Mais avec l'intérêt grandissant que la recherche accorde désormais aux « Allemands ordinaires » qui ont connu, soutenu ou enduré l'État nazi, de nouvelles perspectives sont désormais possibles. Ainsi des témoignages comme ceux de Sebastian Haffner ou encore Ernst Noth permettent de mettre en lumière ce qu'ont ressenti et ce qu'ont vécu les Allemands de l'époque.

### *Hypothèses du travail*

Ce travail vise tout d'abord à apporter une contribution complémentaire à l'étude des débuts de la dictature nazie. La période concernant la mise au pas de la société allemande est relativement peu couverte par l'historiographie. Comme les chercheurs s'attardent généralement à élucider les raisons entourant l'arrivée au pouvoir de Hitler ou à étudier les différents aspects de la société nazie une fois le régime bien installé, le phénomène de la *Gleichschaltung* fait office de négligé. Il s'agit pourtant d'une époque charnière puisqu'elle permet de saisir les différents mécanismes du régime qui seront en place jusqu'à la chute du III<sup>e</sup> Reich.

---

<sup>16</sup> A.J. Nicholls, *Weimar and the Rise of Hitler*, St. Martins Press, 2000, p.191.

<sup>17</sup> Paul-Marie de La Gorce, *La Prise du pouvoir par Hitler 1928-1933*, Librairie Plon, 1983, p.80.

Le présent travail propose de souligner les principaux facteurs qui expliquent la mise au pas de l'Allemagne en 1933 et 1934. Sans la fin décevante de la guerre pour les nationalistes allemands, la crise économique et les difficultés politiques rencontrées durant la période républicaine jamais Hitler et son parti n'auraient pu s'approcher du pouvoir. Autant les facteurs intérieurs que les facteurs extérieurs ont joué un rôle important dans la préparation des Allemands à tolérer voire à accepter la dictature hitlérienne.

Ce travail s'inspire de l'historiographie actuelle pour le sujet, c'est-à-dire l'intérêt pour la population en générale. Ce mémoire propose de s'attarder sur un élément généralement négligé par les historiens : l'atmosphère. Comment les « Allemands ordinaires » ont-ils vécu les années du régime weimarien et ensuite l'arrivée au pouvoir de Hitler et de ses collaborateurs? Comme l'expliqua Sebastian Haffner, un de ces « Allemands ordinaires », dans son témoignage, l'Allemand moyen de cette époque a vécu tellement d'espairs, de désillusions et de revers de fortune en si peu de temps, qu'il était fin prêt pour le nazisme ou n'importe quelle autre aventure abracadabrante<sup>18</sup>. À l'aide de témoignages de contemporains comme Haffner, ce travail vise à mettre en lumière l'atmosphère dans laquelle étaient plongés des millions d'Allemands qui pour une raison ou pour une autre, se sont massivement ralliés au nazisme. Si la mise au pas de la société allemande se révéla si facile à exécuter pour les nationaux-socialistes, ce fut sans doute en grande partie attribuable au soutien de l'ensemble de la population.

---

<sup>18</sup> Sebastian Haffner, *Histoire d'un Allemand : souvenirs 1914-1933*, Actes Sud, 2002, p.84.

## Partie I. Les facteurs extérieurs

### Chapitre I. Les humiliations nationales

#### *Le traité de Versailles*

Au cours de la période de l'entre-deux-guerres la patrie allemande subit plusieurs affronts à son honneur et à son autonomie. Pour la population allemande en général et les nationalistes allemands en particulier, ces atteintes à la fierté nationale exigeaient une réaction de la part de Berlin. Le principal élément de cette mise sous tutelle de l'Allemagne fut sans contredit le fameux traité de Versailles. Celui-ci représentait l'une des composantes incontournables de l'ordre européen de l'après-guerre et fut constamment remis en question au cours de cette période. Le Traité imputa à l'Allemagne la responsabilité du déclenchement de la Première Guerre mondiale et lui imposa diverses sanctions en guise de dédommagements et de châtiments. Les multiples désaccords et les longues tractations entre les Alliés firent en sorte que l'Allemagne ne put participer à l'élaboration du Traité et qu'elle se vit imposer *de facto* les conditions draconiennes de la paix<sup>1</sup>.

Les clauses du Traité imposaient à l'État allemand plusieurs sanctions de natures diverses. Elles rendirent tout d'abord caduques toutes les conquêtes allemandes faites aux dépens de la Russie durant la guerre<sup>2</sup>. Les gouvernements alliés dépecèrent ensuite le Reich en lui enlevant une partie non négligeable de ses territoires. En tout, l'Allemagne perdit 11% de son territoire et de sa population en plus de l'intégralité de ses colonies<sup>3</sup>. L'Allemagne dut rendre l'Alsace-Lorraine à la France, puis céder les cantons d'Eupen et de Malmédy à la Belgique en plus de voir la région de la Sarre être détachée du Reich pour être transformée temporairement en territoire autonome sous la tutelle française. L'Allemagne ne fut pas non plus épargnée à l'est où elle perdit la Posnanie et une partie

---

<sup>1</sup> Georges-Henri Soutou, « Les Occidentaux et l'Allemagne durant l'entre-deux-guerres », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, tome 38, no 2 (janvier-février 2006), p.166.

<sup>2</sup> Jacques Bariéty, « La conférence de la paix de 1919 et la nation allemande », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, tome 28, no 1 (janvier-mars 1996), p.96.

<sup>3</sup> Serge Bernstein et Pierre Milza, *L'Allemagne de 1870 à nos jours*, Paris, Armand Colin, 1999; p.63.

de la Prusse orientale au profit de l'État ressuscité de Pologne, en plus d'être séparée de Dantzig et de Memel, transformées en « villes libres ». En réaction à ces annexions territoriales des Alliés, certaines voix s'élevèrent dont celle de l'économiste John Maynard Keynes qui reprocha aux dirigeants alliés de mener une politique territoriale anachronique en ne se souciant pas des impacts sociaux et économiques<sup>4</sup>.

Par le biais de l'article 231 du traité de Versailles, l'Allemagne fut reconnue responsable d'avoir causé la guerre ainsi que des dégâts et des dommages que le conflit avait entraîné. Elle fut ainsi condamnée à payer des dédommagements aux pays alliés afin de leur permettre de reconstruire ce qui avait été détruit. L'Allemagne dut également livrer aux vainqueurs des navires marchands, des machines, du bétail et leur accorder divers avantages économiques<sup>5</sup>.

Un autre aspect des sanctions prises à l'encontre de l'Allemagne concernait les clauses militaires. À la fin de la guerre, les Alliés accordèrent beaucoup d'importance à la sécurité sur le continent européen. Convaincus que l'Allemagne avait causé la Grande Guerre, ils voulaient éviter à tout prix que cela ne se reproduise. Pour se faire, ils cherchèrent à démanteler la machine militaire la plus puissante d'Europe. La Reichswehr fut limitée à un total de 100 000 hommes dont 5 000 officiers. Le grand état-major dut aussi être supprimé. De plus, l'armée allemande ne pouvait posséder des tanks, des pièces d'artillerie lourde ainsi que des avions militaires. Elle devait aussi livrer la totalité de sa flotte de guerre aux pays vainqueurs. L'Allemagne devait de surcroît démilitariser la rive gauche du Rhin ainsi qu'une zone de 50 kilomètres sur la rive droite<sup>6</sup>. Les Alliés imposèrent également à l'Allemagne une occupation militaire en Rhénanie à ses frais qui devait en principe, s'étendre jusqu'en 1935.

En décrétant ces diverses clauses, les dirigeants alliés négligèrent cependant de se pencher sur certains aspects de l'État allemand. Au niveau territorial, la présence d'une

---

<sup>4</sup> Édouard Husson, « Keynes et Bainville à la recherche de l'équilibre perdu », préface à la réédition de John Maynard Keynes, *Les Conséquences économiques de la paix*; Jacques Bainville, *Les Conséquences politiques de la paix*, p.XIV.

<sup>5</sup> Pierre Milza, *De Versailles à Berlin 1919-1945*, Paris, Éditions Tallandier, 2001, p.18.

<sup>6</sup> Jean-Baptiste Duroselle, *Histoire diplomatique de 1919 à nos jours*, Paris, Dalloz, 1990, p.18.

Allemagne unie au centre de l'Europe fut maintenue. Certains dirigeants français comptaient sur un démantèlement du Reich allemand afin de revenir à la situation du traité de Westphalie de 1648 où une Allemagne divisée ne représentait pas une menace pour l'Europe. Mais les Anglo-Saxons parvinrent à convaincre les Français de ne pas revenir sur l'unification allemande de 1871<sup>7</sup>. Un second problème était la présence du militarisme dans la société allemande. En dépit des mesures prises pour désarmer l'Allemagne, les Alliés ne prirent guère de mesures pour empêcher que la Reichswehr ne constitue à nouveau un « État dans l'État ». Bainville mit en garde ses contemporains en écrivant que non seulement le militarisme de la société allemande allait survivre dans les années qui allaient suivre mais aussi qu'il risquait d'être l'outil utilisé à l'heure de la revanche par ceux qui avaient été choqués par le traité de Versailles<sup>8</sup>.

En Allemagne, l'imposition du Traité marqua les esprits et suscita diverses contestations. L'opinion de Lénine voulant que le Traité était effroyable pour l'Allemagne et était l'application du droit du plus fort était partagée par l'ensemble des Allemands. Beaucoup d'entre eux reprochaient aux Alliés de ne pas tenir compte des principes wilsoniens comme l'interdiction de tractations diplomatiques secrètes et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Le choc que provoqua le « diktat » était d'autant plus rude que l'Allemagne se considérait jusqu'alors comme une grande puissance, compte tenu de ses conquêtes orientales durant la guerre<sup>9</sup>.

Ce qui choqua particulièrement les Allemands, ce fut le côté moralisateur du Traité. Dans le cadre de celui-ci, les pays alliés tenaient l'Allemagne pour responsable de la guerre. L'article 231 qui portait sur la responsabilité allemande dans le déclenchement du conflit prit un caractère explosif et frappa les esprits car les soldats allemands étaient partis au front en 1914 avec la conviction qu'il s'agissait d'une guerre provoquée par l'ennemi<sup>10</sup>. Ce fameux article suscita plusieurs réactions dont la plus connue fut sans

---

<sup>7</sup> Georges-Henri Soutou, *op. cit.*, p.169.

<sup>8</sup> Jacques Bainville, *L'Allemagne*, Paris, Librairie Plon, 1939, tome 1, p.247.

<sup>9</sup> Georges-Henri Soutou, *op. cit.*, p.166.

<sup>10</sup> Detlev J. K. Peukert, *La république de Weimar*, Paris, Aubier, 1995, p.57 et Horst Möller, *La république de Weimar*, Paris, Tallandier, 2005, p.160.

doute le refus de l'Allemagne de livrer les criminels de guerre que les gouvernements alliés souhaitaient juger.

Il y avait aussi plusieurs autres irritants concernant le Traité. Par exemple, les milieux nationalistes trouvaient qu'il était humiliant et déshonorant d'imposer la démilitarisation à une nation qui avait trouvé une bonne partie de son identité dans sa puissance militaire et dans un comportement militariste<sup>11</sup>. D'autres étaient agacés par la mise sous tutelle que subissait l'Allemagne. Le constitutionnaliste Max Fleischmann, entre autres, déplora que, par le biais de Versailles, les Alliés intervenaient sans cesse dans le droit constitutionnel allemand<sup>12</sup>.

Avec tout ce qu'il contenait, le Traité a aidé à exciter davantage le nationalisme allemand. Dès 1920, Bainville soulignait le danger que représentait le Traité : « Tout est disposé pour faire sentir à 60 millions d'Allemands qu'ils subissent en commun, indivisiblement, un sort pénible. Tout est disposé pour leur donner l'idée et la faculté de s'en affranchir, et les entraves elles-mêmes serviront de stimulants »<sup>13</sup>. Bainville avait vu juste. Au cours de la génération qui suivit, le nationalisme allemand se nourrit grandement de ce que contenait le traité de Versailles. Le refus de l'ordre imposé à Versailles fut pour beaucoup dans le ralliement d'électeurs allemands à Hitler et à son parti<sup>14</sup>.

#### *Le démantèlement du Reich : pertes de territoires et plébiscites*

Dans le cadre du traité de Versailles, l'Allemagne perdit une partie non négligeable de son territoire qui fut partagée entre quelques uns de ses voisins. Plusieurs régions considérées comme allemandes furent détachées du Reich et annexées à des nations étrangères. Comme le souligne le spécialiste des relations internationales, Radha Kumar, les partitions territoriales imposées au cours de l'histoire ont généralement été

---

<sup>11</sup> Detlev J. K. Peukert, *op. cit.*, p.59.

<sup>12</sup> Horst Möller, *La République de...*, p.155.

<sup>13</sup> Jacques Bainville, *Les Conséquences politiques de la paix*, Paris, Fayard, 1920, p.42.

<sup>14</sup> Édouard Husson, « Keynes et Bainville... », p.V.

accompagnées de troubles et de violences<sup>15</sup>. En détachant ainsi des régions du Reich, les Alliés s'en prirent non seulement au nationalisme allemand mais ils ouvrirent également la porte à d'innombrables tensions qui allaient être encore d'actualité lors du déclenchement de la Deuxième Guerre mondiale.

Le premier épisode de ces partitions du Reich eut lieu autour de la question du Schleswig dont le Danemark réclamait une partie. En vertu du traité de Versailles, un plébiscite se tint en mars 1920 pour décider du sort de la région. Celui-ci donna une majorité pro-allemande des deux tiers dans le Schleswig du nord alors que dans la partie centrale, l'Allemagne obtint les trois-quarts des voix<sup>16</sup>. Malgré ces résultats, le nord du Schleswig fut rattaché au Danemark.

La majeure partie de ce qu'avait perdu l'Allemagne comme territoires alla à l'État polonais. En tout, près d'un million d'Allemands durent reconnaître la souveraineté polonaise, ce qui donna lieu à d'innombrables tensions au cours de l'entre-deux-guerres<sup>17</sup>. La région qui fit couler le plus d'encre fut la Haute-Silésie dans laquelle se tint un plébiscite pour décider si la région ferait partie de l'État allemand ou de l'État polonais. Cette région avait une importance capitale car elle comptait plus de 2,2 millions d'habitants pour ses 18 000 km<sup>2</sup> en plus de posséder un sous-sol particulièrement riche en houille et en charbon<sup>18</sup>. Le référendum se tint le 21 mars 1921 où 60% des votants se prononcèrent pour l'Allemagne alors que 40% optaient plutôt pour un rattachement à la Pologne. Les Alliés se mirent alors à envisager une partition du territoire entre les deux voisins. En octobre, ils décidèrent de trancher et d'accorder 80% du territoire industriel silésien à la Pologne dont les villes de Kattowitz et de Königshütte qui s'étaient largement prononcées en faveur de l'Allemagne lors du plébiscite<sup>19</sup>. En outre, la plus grande partie du bassin houiller revenait à la Pologne. Non seulement les Allemands critiquèrent le fait de détacher une partie allemande importante du Reich mais, en plus, ils

---

<sup>15</sup> Radha Kumar, « The Troubled History of Partition », *Foreign Affairs*, volume 76, no 1 (janvier-février 1997), p.26.

<sup>16</sup> Jean-Baptiste Duroselle, *op. cit.*, p.14.

<sup>17</sup> Detlev J. K. Peukert, *op. cit.*, p.206.

<sup>18</sup> Marc Lengerau, *Les frontières allemandes (1919-1989). Frontières d'Allemagne et en Allemagne : aspects territoriaux de la question allemande*, Berne, Éditions Peter Lang, 1990, p.24.

<sup>19</sup> Heinrich Winkler, *Histoire de l'Allemagne XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle*, Fayard, 2005, p.352.



protestaient contre le mépris affiché à l'égard du principe du droit des peuples à l'autodétermination.

La région de la Sarre représentait un cas assez particulier. Le Traité détacha temporairement ce territoire du Reich et en confia la régence à la France pour une durée de quinze ans. À la suite de cette période, un plébiscite devait être tenu afin de déterminer le statut de la région. Sous la tutelle française, une union douanière fut mise en place avec la France qui exploitait aussi les mines de la région à son profit. Durant les années passées hors du Reich, il existait en Sarre un courant profondément pro-allemand qui souhaitait par le fait même un rattachement rapide à l'Allemagne<sup>20</sup>. Beaucoup d'habitants de la région se considéraient allemands et n'hésitèrent pas à appuyer fortement un rattachement au Reich lors du plébiscite de 1935.

Le statut des « villes libres » choqua aussi l'opinion publique allemande. Le meilleur exemple fut sans doute Dantzig qui était à l'époque allemande à 99%<sup>21</sup>. La Conférence de la paix de 1919 décréta cependant que la ville devenait une « ville libre » afin d'accorder un port aux Polonais mais aussi afin de respecter le principe des nationalités puisque la ville était presque exclusivement allemande. Beaucoup d'Allemands s'élevèrent contre cette décision, arguant qu'on ne pouvait détacher une ville allemande de la nation allemande. D'ailleurs beaucoup d'entre eux étaient profondément convaincus que s'il y avait eu un plébiscite sur la question, le résultat aurait sûrement été semblable à celui sur la Haute-Silésie<sup>22</sup>. Pour la cité de Memel, les moyens employés furent différents mais le résultat fut tout aussi déconcertant. Le territoire était peuplé de 130 000 habitants très divisés : les Allemands vivaient principalement dans les villes alors que les Lituaniens peuplaient majoritairement les campagnes<sup>23</sup>. Le Traité détacha le territoire du Reich sans aucun plébiscite. En 1923, les Lituaniens firent un coup de force que la SDN sanctionna en remettant finalement le territoire à la Lituanie avec un statut spécial.

---

<sup>20</sup> Lionel Richard, *La vie quotidienne sous la république de Weimar (1919-1933)*, Hachette, 1983, p.72.

<sup>21</sup> Jacques Bariéty, « La conférence de... », p.106.

<sup>22</sup> François-Georges Dreyfus, *Le IIIe Reich*, Éditions de Fallois, 1998, p.67.

<sup>23</sup> Jean-Baptiste Duroselle, *op. cit.*, p.17.

## *L'occupation de la Ruhr*

L'occupation de la Ruhr marqua profondément les esprits allemands dans les années 1920. L'intervention franco-belge suscita un soulèvement du nationalisme allemand parce qu'elle apparaissait comme un véritable affront à la souveraineté et à l'honneur du Reich<sup>24</sup>.

L'épisode débuta lorsque le chancelier allemand Wilhelm Cuno demanda un moratoire sur les paiements des Réparations puisque l'Allemagne était en proie à de sérieux problèmes économiques. Ce fut à ce moment que se dessina l'une des principales difficultés du traité de Versailles : que faire si l'Allemagne ne respectait pas les clauses du Traité? Dès avril 1920, Jacques Bainville soulignait qu'en cas de mauvaise foi de l'Allemagne, la France n'avait pas d'autre choix que d'aller veiller elle-même sur place, par la force s'il le fallait, à la bonne exécution des clauses du Traité<sup>25</sup>. Après la demande de moratoire de Cuno, les dirigeants français commencèrent à élaborer le plan de « se payer soi-même en nature »<sup>26</sup>. Le 26 décembre 1922, la Commission des Réparations vota en faveur – seule la Grande-Bretagne s'y opposa - d'une intervention militaire qui débuta le 11 janvier 1923 avec l'avancée des troupes franco-belge en Ruhr.

L'occupation de la Ruhr ne se déroula cependant pas sans heurts. La population allemande prit très mal cette intervention et dut subir directement le poids de l'occupation. En plusieurs points, cette occupation en temps de paix ressembla à une occupation de guerre<sup>27</sup>. Les soldats français et belges étaient entretenus aux frais de l'Allemagne et devaient souvent être logés chez l'habitant. La population rhénane se trouvait renforcée dans sa conviction que la politique de la France visait à enlever le peu de pain que possédaient alors les Allemands<sup>28</sup>.

---

<sup>24</sup> Louis Dupeux, *Aspects du fondamentalisme national en Allemagne de 1890 à 1945*, Strasbourg, Presses Universitaires de Strasbourg, 2001, p.297.

<sup>25</sup> Jacques Bainville, *L'Allemagne...*, tome 2, p.63.

<sup>26</sup> Pierre Milza, *op. cit.*, p.119.

<sup>27</sup> Gerd Krumeich, « La République de Weimar et le poids de la grande guerre », *Histoire, économie et société*, no2 (2004), p.180.

<sup>28</sup> Lionel Richard, *La vie quotidienne...*, p.71.

En réaction à l'occupation, la réponse du gouvernement allemand allait plonger la région dans une profonde crise. Se sachant largement soutenu par l'opinion publique, Berlin décréta la résistance passive en interdisant aux autorités locales de collaborer avec les troupes franco-belges<sup>29</sup>. Les ouvriers et les mineurs se mirent ensuite en grève, soutenus par un secours financier de la part du gouvernement du Reich et plusieurs actes de sabotage furent commis contre l'occupant. Cette politique fonctionna jusqu'en mars 1923 puisque le boycott allemand empêcha les Français et les Belges d'obtenir la moindre réparation<sup>30</sup>. Mais le président français Poincaré réagit à cette résistance en expulsant près de 145 000 habitants de la zone occupée, en faisant venir de France des ouvriers et en confisquant des mines et des chemins de fer allemands<sup>31</sup>. La facture fut d'autant plus salée pour l'Allemagne qui devait en plus payer le salaires des ouvriers expulsés et aussi subventionner les entreprises qui fonctionnaient au ralenti afin d'éviter dans la mesure du possible une catastrophe économique.

Le bilan de l'occupation de la Ruhr fut particulièrement sombre. Il y eut 132 morts chez l'occupant et l'occupé, onze Allemands furent mis à mort par les troupes d'occupation pour sabotage et les dommages causés par cet épisode s'élevèrent à plus de 3,5 milliards de marks pour l'économie allemande<sup>32</sup>. Avec un bilan aussi désastreux, il n'est pas étonnant de constater que l'occupation de la Ruhr exacerba le nationalisme allemand. Cet épisode favorisa les extrémismes tant à gauche qu'à droite d'abord parce que l'honneur allemand semblait avoir été souillé mais aussi parce que le gouvernement n'avait pu défendre efficacement les intérêts du Reich. Plus précisément, il s'agissait d'une chance inespérée pour Hitler et son groupuscule de voir les gens leur prêter une oreille beaucoup plus attentive<sup>33</sup>.

---

<sup>29</sup> Henry Bogdan, *Histoire de l'Allemagne de la Germanie à nos jours*, Perrin, 2003, p.357.

<sup>30</sup> Heinrich Winkler, *op. cit.*, p.367.

<sup>31</sup> Jean-Baptiste Duroselle, *op. cit.*, p.71.

<sup>32</sup> Hörst Möller, *La République de...*, p.179.

<sup>33</sup> Otis Mitchell, *Hitler's Nazi State*, New York, Peter Lang, 1988, p.17 et Heinrich Brüning, *Mémoires (1918-1934)*, Gallimard, 1974, p.69.

## *L'Anschluss économique raté de 1931*

Une autre humiliation que subit la patrie allemande au début des années 1930 fut la tentative d'*Anschluss* avec l'Autriche. En 1931, le chancelier Heinrich Brüning entama des pourparlers avec son homologue autrichien Schober afin de conclure une union douanière entre les deux pays. Le projet visait à simplifier les barrières tarifaires entre les deux États et n'avait au départ aucun dessein politique. Mais à l'étranger, on s'inquiétait de ce projet, particulièrement en France, où l'on craignait que l'union douanière ne soit qu'un prélude à un *Anschluss* plus ambitieux qui aboutirait à une fusion politique<sup>34</sup>. En outre, l'inquiétude était à son comble puisque le projet survint à peine un an après le retrait des dernières troupes d'occupation françaises en Rhénanie.

Le projet d'*Anschluss* de 1931 tomba cependant à l'eau. Il rencontra tout d'abord une opposition marquée de la part de la France mais aussi de la Grande-Bretagne et de l'Italie. Ensuite, l'Autriche qui rencontrait de sérieuses difficultés économiques se vit dans l'obligation de demander l'aide financière de la France. Mais celle-ci exigeait pour adhérer à cette requête, que l'Autriche renonce au projet d'*Anschluss*<sup>35</sup>. Deux jours plus tard, soit le 5 septembre 1931, la Cour de La Haye statua que le projet était illégal en vertu du traité de Versailles, ce qui mit un terme définitif à celui-ci<sup>36</sup>.

L'opposition et le refus que suscita le projet désappointèrent au plus haut point les nationalistes allemands. Encore une fois, ceux-ci considéraient que le droit du plus fort l'avait emporté. Depuis 1918, l'Allemagne et l'Autriche se considéraient comme des républiques allemandes<sup>37</sup>. L'obstacle à leur union était incompatible avec le principe d'autodétermination des peuples et donnait plutôt l'impression de l'imposition de la volonté ferme des puissances alliées. En outre, beaucoup de nationalistes voyaient dans l'union douanière entre l'Autriche et l'Allemagne la preuve du renforcement de la

---

<sup>34</sup> Jean-Baptiste Duroselle, *op. cit.*, p.143.

<sup>35</sup> *Idem.*, p.144.

<sup>36</sup> Jacques Bariéty, « La politique extérieure allemande au début des années 30 : continuité ou rupture ? » dans Gilbert Krebs et Gérard Schneilin (dir.), *Weimar ou de la démocratie en Allemagne*, Publications de l'Institut d'Allemand, 1994, p.320.

<sup>37</sup> Heinrich Winkler, *op. cit.*, p.460.

conscience allemande<sup>38</sup>. Le refus de l'*Anschluss* allait à l'encontre des visées du nationalisme allemand.

### *Les réparations allemandes*

L'une des principales clauses du traité de Versailles concernait l'imposition à l'Allemagne de fortes compensations qu'elle devait payer aux gouvernements alliés afin de réparer les dégâts causés par la guerre. Les réparations allemandes provoquèrent de profondes tensions tant à l'extérieur qu'à l'intérieur du Reich. Dans les pays alliés, l'économiste John Maynard Keynes critiqua le principe du paiement d'indemnités en attirant l'attention sur d'éventuels bouleversements sociaux et économiques que ces indemnités risquaient de provoquer<sup>39</sup>. À l'inverse, une partie de l'opinion publique, particulièrement en France, jugeait qu'il était tout à fait justifié que l'Allemagne, en tant que « pays responsable » de la guerre selon l'article 231 du traité de paix, ait à réparer les dommages causés par ses actions<sup>40</sup>. Bien que la position conciliante de Keynes ait influencé les esprits, surtout dans les pays anglo-saxons, le principe des réparations fut imposé à l'Allemagne dès la Conférence de la paix en 1919. Après des mois de tractations et de débats pour fixer le total des sommes exigées à l'Allemagne, les Alliés établirent le montant à 132 milliards de marks-or ce qui frappa considérablement l'esprit des contemporains allemands<sup>41</sup>.

Du côté allemand, on considérait évidemment l'imposition des réparations comme étant injuste. Au même titre que le débat entourant le fameux article 231 du Traité, l'opinion allemande jugeait que la responsabilité de la guerre devait être partagée et que de ce fait, l'Allemagne ne devait pas être tenue de payer à elle seule pour la reconstruction de l'Europe. Les Allemands associèrent également rapidement les dures crises économiques dont souffrit le Reich aux fameuses Réparations<sup>42</sup>. Ils croyaient que

---

<sup>38</sup> *Ibid.*, p.418.

<sup>39</sup> Édouard Husson, « Keynes et Bainville... », p.XXXI.

<sup>40</sup> Pierre Milza, *op. cit.*, p.118.

<sup>41</sup> Detlev J. K. Peukert, *op. cit.*, p.65.

<sup>42</sup> François-Georges Dreyfus, *L'Allemagne contemporaine 1815-1990*, Paris, Presses Universitaires de France, 1991, p.385.

l'Allemagne était plongée dans la misère à cause des versements qu'elle devait faire à chaque année aux gouvernements alliés. Un autre aspect des Réparations qui choqua l'opinion allemande fut le montant astronomique exigé. Pensant que les Alliés cherchaient délibérément à appauvrir une Allemagne déjà en difficulté économique, les habitants du Reich éprouvèrent une vive répulsion envers tout ce touchait de près ou de loin aux dettes allemandes<sup>43</sup>. À partir de ce sentiment, chacune des tentatives des politiciens allemands pour réviser ou renégocier le montant des Réparations allait être perçue comme une véritable tentative pour vendre la nation allemande. Pour l'ensemble des Allemands, la seule voie acceptable était l'annulation pure et simple des Réparations.

Dès 1924, les gouvernements alliés constatèrent qu'à cause de ses difficultés économiques, l'Allemagne avait énormément de mal à payer les versements annuels. Successivement, les plan Dawes en 1925 et Young en 1929 furent mis sur pied pour permettre à l'Allemagne de respecter le plus possible ses échéanciers de paiement sans compromettre sa santé financière. Par contre, malgré les nombreux avantages du plan Young pour l'Allemagne, la ratification du plan déclencha une véritable crise politique. L'élément le plus critiqué par les opposants du plan était la durée des paiements qui devait s'étaler jusqu'en 1988. La droite nationaliste lança donc une vaste campagne de diffamation contre le plan Young avec des slogans comme : « Nous allons rester esclaves jusqu'à la troisième génération! »<sup>44</sup>. L'élément-clé de cette période de contestation fut l'appel au NSDAP lancé par les forces de la droite conservatrice. Afin de mobiliser le plus grand nombre d'Allemands contre le plan Young, la droite allemande s'appuya sur Hitler et son parti qui étaient vraisemblablement les seuls représentants de la droite radicale à pouvoir compter sur un large appui populaire. Hitler put ainsi compter à partir de ce moment sur la publicité offerte par les médias de la droite traditionnelle et sur le soutien de plusieurs personnages importants de la société allemande qui étaient opposés aux Réparations<sup>45</sup>. Représentant un boulet pour l'économie allemande, les Réparations furent finalement annulées à l'été 1932 malgré les réticences françaises. Ce que ni les

---

<sup>43</sup> Detlev J. K. Peukert, *op. cit.*, pp.66-67.

<sup>44</sup> Jean-Marie Flonneau, *Le Reich allemand. De Bismarck à Hitler 1848-1945*, Paris, Armand Colin, 2003, p.128.

<sup>45</sup> Martin Broszat, *L'État hitlérien*, Fayard, 1985, p.27; Karl Bracher, *La dictature allemande*, Éditions Privat, 1986, p.223 et Serge Bernstein et Pierre Milza, *L'Allemagne de 1870 à...*, p.130.

négociations des politiciens de Weimar et ni les revendications menaçantes des nationalistes n'avaient réussi à faire, la crise économique y parvint.

## Chapitre II. Les mésententes et les hésitations des Alliés

### *Le début de la division des Alliés*

Les tensions entre les pays vainqueurs de la Première Guerre mondiale se répercutèrent sur les relations entretenues avec l'Allemagne lors de la période de l'entre-deux-guerres. Le traité de Versailles ne pouvait être appliqué que dans la mesure où les Alliés demeuraient solidaires. Or, plusieurs querelles apparurent dès la fin de la Conférence de la paix, ce dont profita grandement l'Allemagne dans sa lutte pour obtenir une révision du Traité.

Dans l'immédiat après-guerre, les pays alliés semblèrent tous enclins à recourir à la méthode forte mais quelques points de discorde apparurent rapidement. Avant même la signature du traité de Versailles, diverses tensions étaient perceptibles chez les Alliés. Les vainqueurs du conflit ne s'entendirent pas sur les multiples sanctions à imposer à l'Allemagne, ce qui ouvrit la voie à de longues querelles. À partir de 1920, on commença à assister aux mésententes des Alliés qui durèrent pendant toute la période de l'entre-deux-guerres; la France, soucieuse de la sécurité européenne et du respect de l'ensemble des clauses du Traité s'opposa à la politique britannique qui prônait un équilibre européen et une révision progressive des sanctions imposées à l'Allemagne<sup>1</sup>. Pour leur part, les Américains se retirèrent assez rapidement de ce conflit en se repliant dans une position d'isolationnisme.

La publication des *Conséquences économiques de la paix*, un ouvrage écrit par l'économiste John Maynard Keynes, eut un certain impact en Grande-Bretagne<sup>2</sup>. Keynes attira l'attention avec son ouvrage sur les possibles difficultés économiques que pouvait avoir une mise au ban de l'Allemagne. Il prétendait qu'en perturbant l'économie allemande avec l'application des Réparations, les économies européenne et mondiale risquaient de souffrir en parallèle. Une large proportion de la classe politique britannique

---

<sup>1</sup> Jean-Baptiste Duroselle, *op. cit.*, p.19.

<sup>2</sup> Édouard Husson, « Keynes et Bainville... », p.VIII.



pensait que le mieux était de réinsérer l'Allemagne dans les circuits économiques européens, surtout avec la crise économique qui sévissait un peu partout en Europe au début des années 1920<sup>3</sup>. Certains étaient également conscients de la fragilité de la jeune République de Weimar et des nombreuses difficultés qu'elle rencontrait. Pour le bien de la démocratie allemande, les partisans d'une politique de conciliation avec l'Allemagne voulaient adoucir certaines clauses du Traité. Cette politique était la plus souhaitable aux yeux des réalistes. Les difficultés financières ne permettaient guère de soutenir une course aux armements ni une occupation militaire longue et coûteuse en Allemagne. Compte tenu du triste état de l'armée britannique au début des années 1920 et n'étant guère enthousiastes à l'idée de se lancer dans une modernisation qui s'annonçait onéreuse, les dirigeants britanniques penchaient pour le dialogue plutôt que pour la confrontation dans leurs rapports avec l'Allemagne<sup>4</sup>.

Un autre aspect essentiel dans l'explication de la position britannique fut la méfiance grandissante de la Grande-Bretagne à l'égard de la France. Dès la fin de la guerre, le gouvernement britannique ainsi que le gouvernement américain s'inquiétaient de la mainmise de plus en plus évidente de la France sur l'économie européenne. Les Anglo-Saxons constatèrent les avantages indéniables que les Français avaient retiré des clauses du Traité<sup>5</sup>. Quelques années plus tard, lors de l'épisode de l'occupation de la Ruhr, la Grande-Bretagne prit très mal l'intervention franco-belge. Durant cette crise, le gouvernement britannique fut fort désappointé de l'intransigeance de Poincaré, de l'emploi de la force par la France et s'inquiéta des opérations françaises en vue d'un possible détachement de la Rhénanie du reste du Reich<sup>6</sup>. Une autre crainte qu'avait la Grande-Bretagne à l'égard de la France était la possible hégémonie militaire française en Europe. Souvent réticente à faire des compromis dans le but d'en arriver à des ententes sur un désarmement général, la France exigeait que les clauses de la démilitarisation de l'Allemagne soient intégralement maintenues. Parfaitement au courant du réarmement

---

<sup>3</sup> Georges-Henri Soutou, *op. cit.*, p.170.

<sup>4</sup> Roland Marx, *La Grande-Bretagne et le monde au XX<sup>e</sup> siècle*, Masson, 1986, p.125.

<sup>5</sup> Pierre Milza, *op. cit.*, p.117.

<sup>6</sup> François-Georges Dreyfus, *L'engrenage 1919-1939...*, pp.174-176.

clandestin que menait le Reich, les Anglo-Saxons se méfiaient davantage de la France qui était devenue la principale puissance militaire d'Europe<sup>7</sup>.

Pendant ce temps en France, deux politiques opposées se succédèrent. La première fut menée principalement par Alexandre Millerand et Raymond Poincaré qui prônaient une fermeté implacable à l'égard de l'Allemagne ainsi qu'une application rigoureuse des traités signés. La seconde politique représentée, entre autres, par Aristide Briand proposait un rapprochement avec l'État allemand, ce qui incluait que la France devait faire certains compromis. Cette politique de rapprochement a été mise de l'avant lors de la cohabitation entre Briand et Stresemann au milieu des années 1920. Mais la France, lâchée par ses alliés anglo-saxons, éprouvait certaines inquiétudes que ces derniers n'avaient pas. À chaque transgression des clauses de désarmement par l'Allemagne, la France se sentait de moins en moins en sécurité. Comme l'écrivit Bainville en 1919, l'intérêt de la France était celui d'être payé afin de réparer les désastres de la guerre et de se sentir en sécurité vis-à-vis l'Allemagne<sup>8</sup>. Afin d'y parvenir, comme elle se sentait abandonnée par ses alliés, la France n'avait guère le choix : elle devait plaider intensivement en faveur d'un maintien des traités signés.

Les difficultés rencontrées par la Grande-Bretagne et par la France firent en sorte que naquirent des dissensions évidentes dans leurs relations entre elles ainsi que dans celles qu'elles entretenaient avec l'Allemagne. Lorsque se manifestèrent les divers questionnements entourant la révision du Traité, l'opposition fut permanente surtout que l'Allemagne se relevait progressivement et désirait retrouver ses droits perdus.

### *Un révisionnisme mal géré*

Contrairement à une idée généralement acquise, le traité de Versailles n'était pas rigide et incluait certaines modalités de révision. Dans les clauses territoriales et

---

<sup>7</sup> Benoît Lemay, « Le révisionnisme agressif de Brüning sur fond de crise », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, tome 38, no. 2 (janvier-février 2006), p.240.

<sup>8</sup> Jacques Bainville, *Les conséquences politiques de la paix*, Paris, Fayard, 1920, p.230.

militaires du Traité, il y avait de multiples possibilités de révision<sup>9</sup>. Les Alliés avaient donc prévu dès le début des négociations à la Conférence de la paix l'éventualité que les sanctions imposées à l'Allemagne puissent être progressivement atténuées. Mais ce révisionnisme, à cause des mésententes entre les Alliés, fut mal géré tout au long de la période de l'entre-deux-guerres.

Dès le début des années 1920, l'Allemagne sut profiter des dissensions qui existaient du côté des vainqueurs afin d'accélérer le processus de révision. À cause de l'intransigeance française, des erreurs diplomatiques de Lloyd George et des ouvertures des représentants russes, le ministre des Affaires étrangères allemand, Walther Rathenau, fut incité à signer le traité de Rapallo avec la Russie bolchevique<sup>10</sup>. Cette ratification permettait à l'Allemagne de trouver des appuis, ce dont elle n'avait guère depuis la fin de la guerre. En sortant partiellement de son isolement diplomatique, l'Allemagne pouvait espérer reprendre une position beaucoup plus confortable sur le plan international.

Profitant des dissensions entre les Alliés, l'Allemagne bénéficia grandement des rapports tendus entre la France et la Grande-Bretagne en jouant la carte de l'intransigeance française par opposition à la conciliation britannique, pour demander et même exiger, une révision des clauses essentielles du traité de Versailles. Cette situation rapporta rapidement des dividendes au Reich. À compter de 1925, l'Allemagne obtint plusieurs accommodements des clauses du traité de paix : réduction des pouvoirs de la Commission des Réparations, entrée à la Société des Nations et assurance que la France ne pourrait mener à nouveau des actions unilatérales du type de la Ruhr.

L'un des domaines où l'Allemagne profita le plus des désaccords et des mésententes existant entre les pays alliés fut celui du désarmement. En décembre 1927, en dépit des appels et des exhortations du gouvernement français, le Conseil de la SDN rappela la commission de contrôle militaire d'Allemagne. Cette commission qui devait

---

<sup>9</sup> Georges-Henri Soutou, *op. cit.*, p.168.

<sup>10</sup> Paul Létourneau, « « La main au collet » et le révisionnisme allemand durant la période Rathenau : l'occasion ratée? », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, tome 38, no. 2 (janvier-février 2006) p.194.

s'assurer que l'Allemagne ne se réarme pas, s'était en fait révélée inefficace et les gouvernements alliés n'avaient pas réellement tenu compte des entorses allemandes aux clauses du Traité relatives au désarmement<sup>11</sup>. À compter du printemps 1932, le réarmement allemand pouvait difficilement demeurer secret, tant les plans de reconstruction de la Reichswehr étaient ambitieux. Le gouvernement allemand entama donc des démarches en vue d'obtenir des Alliés l'égalité des droits en matière d'armement. Préoccupés par la possibilité d'une hégémonie militaire française sur le continent européen, les Anglo-Saxons étaient plutôt favorables à cette requête<sup>12</sup>. Après des semaines et des mois de tractations, Herriot dut accepter à contrecœur de ratifier une formule vague qui accordait à l'Allemagne l'égalité des droits d'armement « dans un cadre de la sécurité européenne »<sup>13</sup>. En bonne partie grâce aux discordes entre les Alliés, l'Allemagne put, en un peu plus d'une décennie, retrouver les moyens qui permirent à Hitler d'enclencher un réarmement officiel dès le milieu des années 1930.

Dans un article du journal de *L'Action française* paru en 1929, Bainville signala qu'il valait mieux un traité injuste et contesté qu'une « perpétuelle instance en révision »<sup>14</sup>. Cette réflexion visait le fait que plus le Traité était révisé, plus il alimentait les critiques à son endroit. Chaque fois que l'Allemagne obtenait gain de cause de la part des Alliés pour l'adoucissement de certains articles du Traité ou des Réparations, cela lui donnait des munitions pour critiquer les clauses qui demeuraient intactes. De plus, les Alliés ne surent gérer efficacement ce révisionnisme<sup>15</sup>. Confrontée à la politique britannique de conciliation, la France se sentait isolée devant les problèmes du continent, ce qui l'incitait à se montrer intransigeante car il en allait de sa sécurité. Ce raidissement entraînait davantage de méfiance à son égard de la part de Londres et de Washington. En 1920, Bainville fit remarquer que dans cette lutte d'après-guerre avec l'Allemagne, les Alliés devaient prouver leur solidarité et leur détermination sans quoi, le nationalisme allemand allait se nourrir de cette division<sup>16</sup>. Mais les Alliés ne tinrent pas compte de cet

---

<sup>11</sup> Jean-Baptiste Duroselle, *op. cit.*, p.92.

<sup>12</sup> Georges-Henri Soutou, *op. cit.*, p.174.

<sup>13</sup> Charles Bloch, *Le III<sup>e</sup> et le monde*, Paris, Imprimerie nationale, 1986, pp.36-37.

<sup>14</sup> Jacques Bainville, *L'Allemagne...*, tome 2, p.143.

<sup>15</sup> Georges-Henri Soutou, *op. cit.*, p.175.

<sup>16</sup> Jacques Bainville, *L'Allemagne...*, tome 2, p.60.

avertissement et, à cause de leurs mécontentes, treize ans à peine après la signature du Traité, l'Allemagne avait retrouvé l'ensemble de ses droits et fait annuler la plupart des clauses de Versailles être annulées.

### Chapitre III. Le révisionnisme allemand

#### *Le révisionnisme : un but à atteindre*

Dans l'immédiat après-guerre, en Allemagne, le Traité que la délégation allemande n'avait pas eu le choix d'accepter, ainsi que la mise sous tutelle du pays causèrent bien des remous. Pour certains, le traité de Versailles représentait la conséquence directe de la défaite allemande tandis que pour d'autres, les sanctions imposées à l'Allemagne relevaient d'une justice intraitable de la part des vainqueurs du conflit. Une chose est cependant certaine : le Traité était alors unanimement détesté à travers le pays<sup>17</sup>. L'intégralité de la société allemande, incluant les divers partis politiques, les journalistes ainsi que l'ensemble de la population était opposée à l'imposition du Traité par les gouvernements alliés. Si le révisionnisme faisait consensus à l'intérieur du Reich, on ne s'entendait cependant guère sur les voies qu'il fallait emprunter pour le concrétiser. Les méthodes à employer pour arriver au révisionnisme de l'ordre mis en place lors de la Conférence de la paix montra une profonde division de la classe politique allemande.

Pour combattre le « diktat » et enclencher le processus révisionniste, deux politiques diamétralement opposées furent mises sur pied suite à la signature du fameux Traité par les plénipotentiaires allemands. La première politique, l'*Erfüllungspolitik*, débuta sous le gouvernement du chancelier Joseph Wirth et visait à respecter autant que possible les engagements contractés dans le cadre du traité de paix<sup>18</sup>. L'objectif de cette politique de collaboration était de se plier dans la mesure du possible aux clauses du traité de Versailles en s'attirant de cette façon la bonne volonté des Alliés et d'obtenir progressivement des modifications au Traité. Il va sans dire que l'*Erfüllungspolitik* était de loin préférée par les Alliés à une politique de résistance ouverte puisque l'exécution du Traité exigeait un minimum de coopération de la part de Berlin<sup>19</sup>. Par contre, cette politique suscitait les attaques farouches de la droite nationaliste puisqu'elle devait

---

<sup>17</sup> Peter Gay, *Le suicide d'une république : Weimar 1918-1933*, Calmann-Lévy, 1933, p.31.

<sup>18</sup> Heinrich Winkler, *op. cit.*, p.353 et Detlev J. K. Peukert, *op. cit.*, p.68.

<sup>19</sup> Georges-Henri Soutou, *op. cit.*, p.165.

reconnaître à la fois la défaite allemande et l'ordre de Versailles, mais aussi coopérer avec les Alliés dans cette mise sous tutelle de l'Allemagne. Les *Erfüllungspolitiker* firent cependant le pari que la voie qu'ils empruntaient allait à terme rapporter des dividendes aux Allemands. Ils espéraient qu'en se montrant conciliants avec les pays alliés, ceux-ci démontreraient à leur égard une certaine bonne volonté. Or, la politique d'exécution devait aboutir à une impasse, dans la mesure où aucun succès notable au début des années 1920 ne vint la justifier<sup>20</sup>.

Parallèlement à cette politique d'exécution, il existait une seconde politique, beaucoup plus agressive, nationaliste et revendicatrice, soutenue en grande partie par la droite radicale. Cette seconde politique avait le même objectif que l'*Erfüllungspolitik* soit la révision des clauses du traité de Versailles et l'éventuelle annulation de celui-ci mais recourait à des moyens davantage contestataires et frondeurs<sup>21</sup>. Elle réclamait une résistance farouche et implacable à l'application du Traité et cherchait à profiter de tous les conflits diplomatiques sur la scène mondiale afin que les clauses les plus encombrantes du traité de Versailles soient déclarées caduques. Évidemment, de telles revendications rejoignaient les vœux des nationalistes les plus acharnés et des défenseurs de la légende du « coup de poignard dans le dos ». Dans son second ouvrage, Hitler exprimait le désir d'une politique révisionniste plus belliqueuse :

« Ce n'est pas avec de simples protestations que nous retrouverons les territoires perdus, mais avec l'épée de la victoire. Et celui qui souhaite aujourd'hui, au nom de l'honneur national, la libération de ces territoires, doit être prêt à s'y engager par le fer et par le sang, sinon, que ce bavard tienne sa langue »<sup>22</sup>.

#### *Les Erfüllungspolitiker et l'intransigeance des nationalistes allemands*

Réalistes et conscients du contexte d'après-guerre dans lequel se trouvait l'Allemagne, les *Erfüllungspolitiker* furent systématiquement accusés par la droite

---

<sup>20</sup> Detlev J. K. Peukert, *op. cit.*, p.71.

<sup>21</sup> *Ibid.*, p.68.

<sup>22</sup> Adolf Hitler, *L'expansion du III<sup>e</sup> Reich*, Paris, Plon, 1962, pp.112-113.

nationaliste de trahir la nation allemande et de collaborer avec l'ennemi<sup>23</sup>. Dès l'époque de Rathenau, le processus de diffamation des nationalistes était déjà bien entamé. Walter Rathenau considérait, tout comme l'ensemble de ses concitoyens, que les clauses du traité de Versailles étaient injustes et irresponsables parce qu'elles allaient servir de boulet à l'Allemagne pour plusieurs années<sup>24</sup>. Mais contrairement aux nationalistes radicaux, Rathenau comprit que même avec le Traité, l'Allemagne était en mesure de se relever. En outre, il estimait que plus la situation politique était stable en Allemagne, mieux celle-ci pourrait se relever, en remettant sur pied son économie d'une part mais aussi en gagnant la confiance des Alliés<sup>25</sup>. En tant que ministre de la Reconstruction, Rathenau était également conscient que l'Allemagne possédait certains avantages pour entreprendre son rétablissement. Il savait que grâce à son potentiel économique et démographique, l'Allemagne allait se relever tôt ou tard. Malgré ce réalisme et cette clairvoyance, Rathenau dut composer avec l'opposition menaçante des nationalistes radicaux et fut assassiné dans un attentat commandité par l'extrême droite.

Après l'assassinat de Rathenau, l'autre grand homme politique de l'époque de Weimar fut Gustav Stresemann qui eut aussi à subir les foudres de l'opposition nationaliste. À l'image de son illustre prédécesseur, Stresemann avait compris que l'affaiblissement de l'Allemagne n'était que temporaire et que le temps que prendrait le pays à retrouver sa place d'antan parmi les autres puissances serait de courte durée<sup>26</sup>. Les réalisations de la politique extérieure de Stresemann furent remarquables : l'Allemagne retrouva peu à peu sa place au sein du concert des nations notamment avec son entrée à la SDN et la signature du traité de Locarno. Par contre, ces succès n'étaient possibles qu'avec la reconnaissance de certains aspects du traité de Versailles, comme la démilitarisation de la Rhénanie ou le principe des Réparations<sup>27</sup>.

---

<sup>23</sup> Horst Möller, *La République de...*, p.173.

<sup>24</sup> Paul Létourneau, « « La main au collet » et... », p.190.

<sup>25</sup> Paul Létourneau, *Walther Rathenau 1867-1922*, Strasbourg, Presses Universitaires de Strasbourg, 1995, p.210 et Philippe Renoux, *La montée de Hitler : hasards, complaisances, complicités*, Éditions Charles Hérissey, 2004, p.43.

<sup>26</sup> Charles Bloch, *op. cit.*, p.21.

<sup>27</sup> Christian Baechler, *Gustave Stresemann (1878-1929) : De l'impérialisme à la sécurité collective*, Presses Universitaires de Strasbourg, 1996, p.652.



Les nationalistes s'en prirent à Stresemann non seulement parce que cette reconnaissance par l'un des dirigeants les plus en vue de Weimar accordait une certaine légitimité au « diktat » de Versailles mais aussi parce que les succès extérieurs de Stresemann permirent au régime républicain de se renforcer. Pourtant Stresemann, tout comme Rathenau, était loin d'accepter le traité de Versailles et cherchait ardemment à en obtenir une révision. Il partageait également bon nombre de visées avec les nationalistes radicaux; dans une lettre envoyée au Kronprinz en 1925, Stresemann exposa ses objectifs en matière de politique extérieure qui comprenaient une disparition du corridor polonais entre la Prusse occidentale et la Prusse orientale ainsi qu'un éventuel *Anschluss* avec l'Autriche<sup>28</sup>. Comme l'indiqua Bainville en octobre 1929, qu'il y ait eu des Allemands pour accuser Stresemann de trahir la patrie en dépit des succès rencontrés et de ses objectifs ambitieux, c'était le signe qu'un nationalisme exacerbé et revancharde existait<sup>29</sup>.

Devant ceux qui désiraient pratiquer une politique de conciliation avec les gouvernements alliés, la droite radicale mena de véritables campagnes de diffamation et d'accusation ponctuées à l'occasion par quelques attentats violents. Le but des nationalistes radicaux était de s'en prendre ouvertement et publiquement aux politiciens de Weimar qui tentaient de régler pacifiquement et diplomatiquement la révision des clauses du traité de paix. Les représentants de la droite radicale firent circuler une légende qui supposait que l'Allemagne avait perdu la guerre seulement après avoir été « poignardée dans le dos » par des agents révolutionnaires encouragés et payés par l'ennemi. La rhétorique voulait que puisqu'il n'y avait pas eu de véritable défaite, le traité de Versailles était une aberration et quiconque en Allemagne le reconnaissait comme étant légitime trahissait à son tour la nation<sup>30</sup>. Le révisionnisme des groupes radicaux impliquait de s'en prendre au Traité en tant que tel, jugé injuste et arbitraire, mais aussi de lutter contre les ennemis intérieurs du Reich qui « collaboraient » avec l'ennemi plutôt que de le combattre comme le montrent ces lignes de Hitler : « [...] Le peuple allemand est assailli à l'intérieur et à l'extérieur, aujourd'hui, par une meute d'ennemis acharnés à le perdre. Cette situation, si elle se prolonge, aura une fin fatale. On doit sauter sur toutes

---

<sup>28</sup> Serge Berstein et Pierre Milza, *op. cit.*, p.103.

<sup>29</sup> Jacques Bainville, *L'Allemagne...*, tome 2, p.146.

<sup>30</sup> Stefan Zweig, *Le monde d'hier : Souvenirs d'un Européen*, Paris, Belfond, 1987, p.362.

les occasions de la briser »<sup>31</sup>. La position intransigeante des nationalistes laissait donc peu de place aux politiciens de Weimar pour en arriver à des ententes réalistes et raisonnables avec les Alliés dans le but de réviser les ententes de la paix. Chaque reconnaissance du Traité, chaque geste de bonne volonté ou chaque référence à la défaite allemande de 1918 était synonyme pour la droite radicale d'acte de trahison envers la nation.

### *La surenchère nationaliste*

Au cours de la période républicaine, les Allemands virent l'essor d'un nationalisme de plus en plus marqué. Alors que Gustav Stresemann avait mené une politique extérieure globalement conciliante, il en fut tout autrement pour ses successeurs. Afin de pouvoir compter sur le soutien des forces de la droite nationaliste pour conserver le pouvoir, les successeurs de Stresemann, Heinrich Brüning en particulier, décidèrent de donner un ton plus agressif à la diplomatie allemande<sup>32</sup>. Peu attachés aux principes du dialogue et de la collaboration entre les nations, ils n'eurent aucun regret à tourner le dos à la politique de conciliation de Stresemann. Sans mener une politique extérieure ouvertement belliqueuse, Brüning se détacha du révisionnisme basé sur la coopération internationale et les garanties de paix<sup>33</sup>. Il se servit des difficultés économiques de l'Allemagne, de la poussée des partis extrémistes et de la crise politique intérieure pour pousser les Alliés à reconsidérer rapidement les différentes clauses du Traité. Profitant des multiples tensions existant entre les gouvernement alliés, Brüning haussa délibérément le ton afin d'obtenir la fin des Réparations et le *Gleichberechtigung* ou l'égalité des droits en matière d'armement. En 1932, le ton n'était plus à la conciliation comme au temps de Stresemann, étant remplacé par un discours nettement plus agressif et provocateur.

En 1932-1933, le traité de Versailles avait déjà été modifié à de multiples reprises. Que ce soit au niveau du désarmement, des Réparations ou de l'occupation militaire, l'ensemble des clauses du Traité avaient d'une façon ou d'une autre été adouci par les

---

<sup>31</sup> Adolf Hitler, *L'expansion du...*, p.56.

<sup>32</sup> Benoît Lemay, *op. cit.*, pp.224-242.

<sup>33</sup> Jean-Marie Flonneau, *op. cit.*, p.133.

Alliés afin de favoriser une meilleure entente avec l'Allemagne. Comme le traité était sans arrêt révisé, les critiques à son endroit devenaient de plus en plus abondantes. Beaucoup d'hommes d'État occidentaux crurent au début de l'entre-deux-guerres qu'en faisant des concessions à l'Allemagne, les forces républicaines allaient être renforcées et les *Erfüllungspolitiker* prendraient l'ascendant sur leurs adversaires nationalistes. Mais une grande partie de la population allemande y vit un signe de faiblesse de la part des gouvernements alliés et exigea davantage<sup>34</sup>. À ce niveau, les forces nationalistes étaient particulièrement actives pour exciter la population à demander toujours plus afin que l'Allemagne retrouve au plus vite son statut de puissance. L'ensemble de l'opinion publique au début des années 1930 était habitué à la « surenchère nationaliste » en matière de politique extérieure et jugeait insuffisantes les avancées des derniers gouvernements de la République<sup>35</sup>.

La politique extérieure des derniers dirigeants politiques de l'époque de Weimar rapporta certains succès qui ne furent cependant pas considérés à leur juste valeur. Le succès le plus spectaculaire et le plus étonnant des derniers dirigeants de la République fut sans doute l'annulation des Réparations allemandes. Lors de la conférence de Lausanne qui mit un terme aux dettes allemandes, le président français Édouard Herriot parvint à obtenir que le gouvernement allemand paie un dernier versement de 3 milliards de marks. Plutôt que de se réjouir de la conclusion hâtive des fameuses Réparations, la droite nationaliste – qui faisait pourtant de l'annulation de ces paiements l'une des ses priorités – s'en prit au chancelier Franz von Papen pour avoir consenti un dernier sacrifice financier sans obtenir en retour de concessions politiques comme la révision des frontières orientales ou le rapatriement de la Sarre<sup>36</sup>. L'ensemble du pays fut également peu enclin à considérer la fin des Réparations comme une victoire. La campagne électorale de l'été 1932 fut fort probablement la plus sanglante que le pays ait jamais connu et lors du scrutin, les électeurs ne tinrent guère compte du succès que représentait la conférence de Lausanne en votant massivement pour les deux principaux partis

---

<sup>34</sup> Charles Bloch, *op. cit.*, pp.38.

<sup>35</sup> Benoît Lemay, *op. cit.*, p.243.

<sup>36</sup> *Ibid.*, p.233.

extrémistes, le KPD et le NSDAP<sup>37</sup>. Malgré les succès remportés par les hommes politiques de Weimar, la droite nationaliste et une partie de la population allemande considéraient que ce bilan était insuffisant. Ce fut le III<sup>e</sup> Reich plutôt que le régime républicain qui profita des bénéfices des succès extérieurs des derniers dirigeants de la République.

Dans les derniers mois d'existence du régime républicain, la politique étrangère de conciliation adoptée par Rathenau et Stresemann n'était plus qu'un souvenir. Elle avait cédé le pas à une politique beaucoup plus ambitieuse et surtout plus agressive. En fait, le nationalisme occupait une place de plus en plus importante dans la société allemande et, tout comme la politique étrangère des derniers dirigeants de la République, il devenait davantage acerbe et menaçant. Si l'ensemble de l'opinion allemande souhaitait une révision complète de Versailles, certains voulaient aller beaucoup plus loin, soit réviser la fondation même du Reich de Bismarck, puisque ce dernier avait dû se contenter de la « petite Allemagne »<sup>38</sup>. L'appel au patriotisme et l'exacerbation du nationalisme furent des éléments clé dans les campagnes électorales du début des années 1930. Or, comme le souligna Sebastian Haffner, sur ce terrain de la défense de la patrie, personne en Allemagne ne pouvait battre les nationaux-socialistes<sup>39</sup>. Par leur prise de position plus modérée, leur respect de la démocratie et leur réalisme, les partis politiques républicains allemands, ne pouvaient en aucun cas se montrer aussi revendicateurs et acharnés que les nazis dans la défense de la nation allemande.

---

<sup>37</sup> Heinrich Winkler, *op. cit.*, p.428 et Henry Bogdan, *op. cit.*, pp.370-371.

<sup>38</sup> Heinrich Winkler, *op. cit.*, p.461.

<sup>39</sup> Sebastian Haffner, *De Bismarck à Hitler : une histoire du Reich allemand*, Paris, Éditions de la Découverte, 1991, p.128.

## Partie II. Les facteurs intérieurs

### Chapitre IV. L'exacerbation du nationalisme allemand

#### *Le déni de la défaite*

L'annonce de la défaite à la fin de la Grande Guerre a marqué les esprits en Allemagne. Cette expérience fut vécue comme un véritable traumatisme et eut des répercussions durant toute la période de l'entre-deux-guerres<sup>1</sup>. Pour bon nombre d'Allemands, cette conclusion désavantageuse du conflit était à maints égards frustrante, insatisfaisante et injuste. Déclenchée dans la ferveur nationaliste en 1914, la guerre ne pouvait se justifier que par un triomphe retentissant et une paix fondée et construite sur la victoire<sup>2</sup>. En 1918, la défaite n'était ni envisageable et ni acceptable, ce qui était toujours le cas quatre années plus tard. Une grande proportion de la population allemande avait directement ou indirectement contribué à l'effort de guerre. Si tous les Allemands ne se rendirent pas combattre au front, la population en entier subit cependant les contrecoups du conflit. Les privations, les rationnements ou encore la séparation ou la perte d'un fils, d'un père ou d'un cousin parti combattre toucha d'une façon ou d'une autre tous les Allemands. Or, voir la guerre se terminer par une défaite signifia pour certains que tous ces sacrifices avaient été vains et inutiles<sup>3</sup>.

Avec la nouvelle de la défaite, l'Allemagne dut vivre une immense désillusion. Pour l'ensemble de la population, l'Allemagne, malgré les sacrifices exigés, était probablement en train de gagner la guerre en 1918. Cette méprise vint en bonne partie du fait qu'aucun soldat allié ne foulait le sol allemand au moment de l'armistice<sup>4</sup>. Au cours de la Grande Guerre, il n'y eut pas non plus de bombardements alliés intensifs comme lors de la Seconde Guerre mondiale, ce qui fit en sorte que la population allemande ne vit pas directement la défaite militaire. Bien au contraire, beaucoup d'Allemands croyaient

---

<sup>1</sup> Rudolph Binion, *Hitler et l'Allemagne, l'envers de l'Histoire*, Point hors ligne, 1994, pp.164-166.

<sup>2</sup> Detlev J. K. Peukert, *op. cit.*, p.55.

<sup>3</sup> Adolf Hitler, *Mon Combat*, Paris, Nouvelles Éditions Latines, 1924, p.204.

<sup>4</sup> Ernst Nolte, *Les Fondements historiques du national-socialisme*, Éditions du Rocher, 2002, p.99.

que la victoire n'était plus très lointaine. Les gains territoriaux faits aux dépens de la Russie par le biais du traité de Brest-Litovsk ainsi que le contrôle de l'information provenant du front donnaient l'impression aux citoyens allemands que l'Allemagne allait finir par gagner la guerre<sup>5</sup>.

Bon nombre d'Allemands avaient du mal à s'expliquer comment la défaite pouvait être possible après tant d'efforts et de sacrifices alors que la victoire semblait être à portée de main. Pour tenter de justifier cette désillusion, un récit commença à être colporté<sup>6</sup>. Le but de ce récit était de reconstruire la fin de la guerre qui n'avait pas été aussi glorieuse que celle qui avait été initialement souhaitée.

Pour expliquer l'armistice, on chercha les responsables ailleurs que dans les cercles militaires. La droite nationaliste radicale s'en prit à la Révolution qui avait frappé l'armée dans le dos. Celle-ci n'avait pu ni vaincre ni résister à la poussée alliée de 1918<sup>7</sup>. Cette « légende du coup de poignard dans le dos » fut amplement soutenue et entretenue par les dirigeants militaires. Hindenburg ainsi que Ludendorff prétendirent que c'étaient les « criminels de novembre » qui étaient les véritables responsables de la défaite allemande<sup>8</sup>. Chez les plus radicaux, on s'en prenait également aux agitateurs marxistes qui avaient subverti le peuple allemand tout en étant soutenus financièrement par l'ennemi, ce qui avait causé au bout du compte la Révolution<sup>9</sup>.

Dans les faits, par contre, un tel discours était assez éloigné de la vérité. La situation militaire de 1918 était loin de celle décrite par les plus optimistes. Les troupes étaient épuisées, le ravitaillement manquait et le front menaçait de se rompre<sup>10</sup>. À l'automne 1918, les dirigeants de la Reichswehr ne s'estimaient plus capables d'offrir une résistance convenable et ils demandèrent au gouvernement civil de conclure au plus

---

<sup>5</sup> Jacques Bariéty, « La conférence de... », p.92.

<sup>6</sup> Pierre Jardin, *Aux racines du mal : 1918, le déni de la défaite*, Paris, Éditions Tallandier, 2005, p.12.

<sup>7</sup> *Ibid.*, p.464 et Francis Lachaise, *Histoire des idées politiques en Allemagne XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles*, Paris, Ellipses, 2004, p.55.

<sup>8</sup> Horst Möller, *La République de...*, p.89 et Philippe Renoux, *op. cit.*, p.60.

<sup>9</sup> Hermann Göring, *Renaissance de l'Allemagne*, Paris, Fernand Sorlot, 1939, pp.18-19.

<sup>10</sup> Pierre Jardin, *op. cit.*, p.399.

tôt un armistice avant que la situation ne s'aggrave<sup>11</sup>. Même si ces faits démontrent que l'arrière n'a pas lâché une armée sur le point de vaincre l'ennemi, il n'en demeure pas moins que, pour les Allemands, la Révolution donnait l'impression que certains milieux rendaient futiles les nombreux sacrifices demandés depuis quatre ans. Mal informée du fait de la censure, la population allemande vécut ces événements de cette façon : nous étions sur le point de gagner la guerre lorsqu'une poignée d'agitateurs sema le désordre à l'arrière et n'éclate par leur faute une révolution qui causa l'armistice<sup>12</sup>.

### *La haine de la Révolution*

Dans la dernière semaine du conflit, éclata une mutinerie de la flotte à Kiel. Cette insurrection, appuyée par les ouvriers des chantiers navals de la ville, s'étendit rapidement aux autres grands ports allemands comme Brême, Lübeck et Hambourg. Au départ, le soulèvement n'était guère politisé; il s'agissait avant tout de marins qui cherchaient à obtenir de meilleures conditions de vie et qui voulaient éviter que les dirigeants de la marine n'ordonnent des sorties-suicide alors que la guerre tirait à sa fin. Mais le mouvement prit de l'ampleur et devint de plus en plus politique avec l'écllosion des conseils ouvriers dans les grandes villes industrielles.

La simple mutinerie commencée à Kiel devint rapidement une véritable révolution et gagna Berlin. Le 9 novembre 1918, l'empereur d'Allemagne Guillaume II abdiqua et entraîna dans sa chute la fin du régime monarchique. Dans le courant de la journée, Karl Liebknecht, l'un des meneurs des spartakistes proclama la « République socialiste libre » tandis que de leur côté, les sociaux-démocrates; craignant de se voir déborder par leurs collègues de la gauche, annoncèrent à leur tour l'avènement de la République. Mais cette double proclamation était loin de faire l'unanimité; bien au contraire, c'était le début d'une véritable guerre civile. Si le SPD défendait le principe d'une république de type occidental, il en allait tout autrement pour les spartakistes qui souhaitaient la mise en place d'une république ouvrière, prenant exemple sur la Révolution bolchevique en

---

<sup>11</sup> Horst Möller, *La République de...*, p.87 et Pierre Jardin, *op. cit.*, p.461.

<sup>12</sup> Sebastian Haffner, *De Bismarck à...*, p.100.

Russie<sup>13</sup>. L'opposition tourna vite à l'affrontement armé. Le SPD s'allia avec des soldats démobilisés formant les Corps francs, qui livrèrent une véritable guerre civile aux sympathisants bolcheviques. Cette lutte donna lieu à de sanglants combats de rue et s'étira jusqu'au printemps 1919.

Même si elle avait apporté la paix et la République, la Révolution était généralement mal perçue par les Allemands<sup>14</sup>. En plus, une bonne partie de la population était farouchement opposée aux spartakistes. Les accusant d'être responsables du déclenchement de la révolte et de l'abandon de l'armée par l'arrière, beaucoup d'Allemands n'hésitèrent pas à appuyer les Corps francs dans cette lutte civile. Sebastian Haffner rapporta qu'à l'école, les enfants qui prenaient le rôle des « rouges » dans le cadre d'un jeu étaient souvent réprimandés et punis par les enseignants<sup>15</sup>. L'impression que la Révolution avait causé l'abandon du front fut suffisamment marquante pour que la Révolution allemande apparaisse pendant longtemps comme une trahison<sup>16</sup>. À partir de cette rhétorique, tout ce qui semblait provenir de la Révolution comme la paix ou encore la République apparaissaient comme le fruit de cette supposée trahison envers la patrie allemande.

#### *Le désir de corriger les « erreurs » du passé*

Dès 1919, une agitation politique se développa autour de la dénonciation du « coup de poignard dans le dos », l'armistice et le traité de Versailles, ainsi que la jeune République. Cette agitation menée essentiellement par la droite nationaliste visait à effacer les humiliations que l'Allemagne avait connues depuis la fin de la guerre. L'idée de ces nationalistes radicaux était que la défaite ainsi que l'ordre mis en place suite à la Révolution devaient être répudiés et remplacés. Pour certains, l'Allemagne devait restaurer ses valeurs traditionnelles à l'intérieur alors que pour d'autres, beaucoup plus

---

<sup>13</sup> Serge Berstein et Pierre Milza, *op. cit.*, p.72.

<sup>14</sup> A.J. Nicholls, *op. cit.*, p.26.

<sup>15</sup> Sebastian Haffner, *Histoire d'un Allemand...*, p.46.

<sup>16</sup> Sebastian Haffner, *Allemagne 1918 : Une révolution trahie*, Complexe, 2001, p.207.



ambitieux, la nation allemande devait dès que possible prendre sa revanche sur les Alliés afin d'effacer toute trace de la défaite<sup>17</sup>.

L'un des milieux phares de ce révisionnisme fut un groupe de la nouvelle droite intellectuelle allemande appelé la « révolution conservatrice ». Celle-ci avait pour objectif de combattre les idées imposées par l'Occident à l'Allemagne et servait ainsi de vecteur à une contre-révolution culturelle<sup>18</sup>. La « révolution conservatrice » proposait de faire table rase des idées libérales comme la démocratie et prônait un nationalisme exacerbé réclamant une annexion de larges territoires par une grande Allemagne<sup>19</sup>. On retrouve d'ailleurs plusieurs points communs à ce mouvement intellectuel de la droite conservatrice et l'hitlérisme : même mépris pour la doctrine libérale, même idéal d'un *Volksgemeinschaft*, mêmes ambitions territoriales démesurées ainsi qu'un militarisme avoué. Même si plusieurs nazis provinrent de ce mouvement, la « révolution conservatrice » méprisait généralement le national-socialisme naissant, s'en prenant à son côté plébéien et parvenu<sup>20</sup>.

Au milieu des années 1920, renaquit l'idée d'un grand empire germanique. Cette volonté s'opposait à la mise sous tutelle de l'Allemagne au profit de l'Occident et à la « faiblesse » de l'État de Weimar<sup>21</sup>. Après des débuts difficiles, la situation s'améliora peu à peu sous la République à compter de 1923. Néanmoins, malgré les progrès accomplis, l'économie qui se redressait et l'Allemagne qui obtenait quelques succès sur le plan extérieur, l'époque semblait manquer de grandeur comme si les gens attendaient quelque chose de plus grand. Selon Sebastian Haffner, sous la République, on ne retrouvait pas la même fierté et le même prestige que sous le régime impérial<sup>22</sup>. C'est ainsi que naquit le désir de mettre sur pied un troisième Reich, qui réussirait ce que le Deuxième Reich n'avait pas réussi à accomplir. Les nationalistes espéraient voir

---

<sup>17</sup> Christian von Krockow, *Les Allemands du XX<sup>e</sup> siècle (1890-1990). Histoire d'une identité*, Hachette, 1990, p.138.

<sup>18</sup> Louis Dupeux, *Aspects du fondamentalisme...*, p.15.

<sup>19</sup> François-Georges Dreyfus, « Heidegger en son temps », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, tome 29, no. 1 (janvier-mars 1997), p.74.

<sup>20</sup> Louis Dupeux, *Aspects du fondamentalisme...*, pp.74-75.

<sup>21</sup> Heinrich Winkler, *op. cit.*, p.438.

<sup>22</sup> Sebastian Haffner, *Histoire d'un Allemand...*, pp.118-119.

apparaître un empire allemand où toutes les populations germaniques d'Europe seraient réunies et qui redonnerait à l'Allemagne sa grandeur, qui semblait perdue dans l'État démocratique de Weimar<sup>23</sup>.

À la fin des années 1920 et au début des années 1930, une génération d'Allemands s'accrochait aux valeurs nationalistes prônées par des radicaux comme Paul Lagarde ou Arthur Moeller van den Bruck<sup>24</sup>. Tout ce que cette génération avait entendu depuis la fin de la guerre et la signature du traité de Versailles la préparait à ne pas repousser, voire à accepter Adolf Hitler<sup>25</sup>. Sur le plan du nationalisme, les nationaux-socialistes surent se montrer ambitieux. Pour l'idéologie nazie, la place de la nation était au-dessus de tout et l'Allemagne devait s'imposer face aux autres nations<sup>26</sup>. Cet enjeu du nationalisme fut utilisé par d'autres politiciens de Weimar dont Stresemann et Brüning. Par contre, sur ce terrain, les nazis surent se montrer imbattables.

La défaite militaire, la Révolution allemande et la mise en place d'une république qui déjà paraissait donner des signes de fragilité aidèrent à la montée d'un nationalisme exacerbé. Celui-ci s'en prenait à la société allemande d'après-guerre et appelait à une révision quasi complète des bouleversements survenus en Allemagne depuis l'armistice. Dès lors, quiconque allait utiliser les thèmes du patriotisme et du nationalisme risquait fort bien de trouver des millions d'oreilles attentives pour l'écouter et éventuellement l'appuyer.

---

<sup>23</sup> Gilbert Merlio, « Politique et religion : l'idée du Troisième Reich », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, tome 32, no. 2 (avril-juin 2000), p.283 et p.288.

<sup>24</sup> Stan Laurysens, *L'homme qui a inventé le Troisième Reich : l'incroyable destin d'Arthur Moeller van Bruck*, Michel Lafont, 2000, p.138.

<sup>25</sup> Fritz Stern, *Politique et désespoir : les ressentiments contre la modernité dans l'Allemagne préhitlérienne*, Paris, Armand Colin, 1990, p.302.

<sup>26</sup> Ian Kershaw, « Ideology, Propaganda and the Rise of the Nazi Party » dans Peter Stachura (dir), *The Nazi Machtergreifung*, Londres, George Allen & Unwin, 1983, p.164.

## Chapitre V. L'antirépublicanisme

### *Une « république non allemande »*

Dès sa fondation, la nouvelle république allemande dut subir l'opposition farouche de nombreux adversaires. Alors que les travaux de l'Assemblée constituante débutaient, la guerre civile n'était toujours pas terminée en Allemagne et la Constitution adoptée fut un compromis entre les divers mouvements présents après des semaines de débats et de querelles<sup>1</sup>. À peine fondée, la République faisait déjà l'expérience d'une profonde division interne entre les différentes factions qui devaient s'affronter au parlement.

Ce qui constituait un véritable boulet pour la jeune république, c'était l'impression qu'elle émanait de la fin décevante de la guerre. Pour beaucoup d'Allemands, la République de Weimar portait les « stigmates de la défaite »<sup>2</sup>. Sans la capitulation et l'armistice qui suivirent, l'Allemagne n'aurait peut-être pas, selon eux, eut à subir un changement de régime politique. De plus, la République, apparaissant comme la conséquence de la défaite militaire, était synonyme d'humiliation nationale car elle rappelait sans cesse que l'Allemagne avait été vaincue au cours du précédent conflit et qu'elle avait dû se soumettre à ses ennemis<sup>3</sup>. Weimar rappelait en quelque sorte le traumatisme de la défaite. Étant donné que ce fut le régime républicain qui dut signer – à contrecœur – le traité de Versailles et reconnaître les clauses draconiennes qui le composaient, la République de Weimar incarnait la défaite allemande. Ses opposants voyaient en elle un signe de faiblesse car elle dut dès sa naissance se plier aux exigences des ennemis de l'Allemagne.

La droite radicale associait également la République au mythe du « coup de poignard dans le dos ». Comme le souligna sans détours Hermann Göring plusieurs

---

<sup>1</sup> Henry Bogdan, *op. cit.*, pp.349-352.

<sup>2</sup> Detlev J. K. Peukert, *op. cit.*, p.277.

<sup>3</sup> Mary Fulbrook, *The Divided Nation : A History of Germany 1918-1990*, Oxford University Press, 1992, pp.31-32.

années plus tard : « La République [...] était née de la trahison »<sup>4</sup>. Pour les nationalistes allemands, reconnaître le régime de Weimar équivalait à reconnaître la défaite allemande donc à trahir la patrie<sup>5</sup>. Dans les milieux nationalistes, il existait un profond désir de révisionnisme parce qu'on ne reconnaissait pas le régime weimarien comme étant légitime. Bien au contraire, on associait volontiers la naissance de la République à tous les autres « actes de trahison » qui avaient supposément miné l'effort de guerre allemand à la fin du conflit. Pour palier à ce problème, les milieux nationalistes exigeaient que l'on change de système, c'est-à-dire de renverser le régime républicain afin de revenir à un état autoritaire<sup>6</sup>.

Certains milieux ne voulaient pas reconnaître la République de Weimar parce qu'elle n'était pas parvenue à apparaître comme étant légitime dans l'histoire allemande<sup>7</sup>. À divers égards, le régime républicain semblait rompre avec le passé. Certains déploraient la chute de la monarchie tandis que d'autres se plaignaient de l'absence d'un pouvoir autoritaire. La Révolution avait déstabilisé les références politiques et sociales et beaucoup n'étaient pas prêts à l'accepter<sup>8</sup>. Ils regrettaient l'« ancienne Allemagne », celle de 1914.

La République semblait également avoir été imposée par les vainqueurs de la guerre comme le souligna le journal *Tägliche Rundschau* en avril 1933 :

« l'État de Weimar n'est pas né de la volonté spontanée du peuple allemand; il a été fondé sous la pression de l'extérieur. Il a obligé le peuple allemand à adopter la démocratie parlementaire que l'étranger considérait comme le régime politique approprié »<sup>9</sup>.

---

<sup>4</sup> Hermann Göring, *op. cit.*, p.130.

<sup>5</sup> Christian von Krockow, *op. cit.*, p.136.

<sup>6</sup> Ian Kershaw, *Hitler*, Flammarion, 1998, tome 1, pp.454-455.

<sup>7</sup> Peter Reichel, *L'Allemagne et sa mémoire*, Paris, Éditions Odile Jacob, 1998, pp.16-17.

<sup>8</sup> Horst Möller, *La République de...*, p.280.

<sup>9</sup> Alfred Grosser, *Hitler et la naissance d'une dictature*, Paris, Armand Colin, 1985, p.163.

Ce qui était colporté en Allemagne, c'était que la République n'était pas allemande et n'avait donc aucune légitimité<sup>10</sup>. Il n'est donc guère étonnant de constater que dans une certaine proportion, la population allemande réclamait un révisionnisme intérieur, qui s'ajoutait au révisionnisme extérieur.

### *Instabilités et difficultés*

En plus des questions soulevées par ses origines et son avènement, la République dut aussi affronter une multitude de difficultés dès sa création. Pour survivre, elle dut, dans les premiers mois de son existence, combattre les partisans d'une révolution radicale et s'allier avec les Corps francs<sup>11</sup>. Cette alliance put paraître étonnante au premier abord; les Corps francs étaient issus des forces conservatrices et défendaient des valeurs souvent opposées à celles de la démocratie. La République dut aussi affronter la dure réalité de l'après-guerre qui se concrétisa par une multitude de problèmes économiques et sociaux. En 1919, la République paraissait donc bien fragile<sup>12</sup>.

Une partie de la population allemande ne vit pas d'un bon œil l'établissement de la République. Avec les tensions et les problèmes rencontrés dans l'immédiat d'après-guerre, elle y perçut une confirmation de ses soupçons, à savoir que la République n'était pas un bon régime politique pour l'Allemagne. Malgré toutes ces difficultés, les Allemands les plus optimistes se dirent qu'une fois la crise passée, la situation allait s'améliorer. Mais parce que la République ne parvint pas à régler de façon définitive certains problèmes qui semblaient récurrents, beaucoup d'Allemands qui crurent en un régime démocratique après la guerre, se détournèrent de la République, l'accusant d'être la source de tant de maux<sup>13</sup>. Durant toute son existence, la République de Weimar fut secouée par une multitude de crises économiques, politiques et sociales en dépit d'une accalmie remarquée au milieu des années 1920.

---

<sup>10</sup> Lionel Richard, *La vie quotidienne...*, p.55.

<sup>11</sup> Les Corps francs étaient des troupes paramilitaires provenant de la droite radicale nationaliste.

<sup>12</sup> Serge Berstein et Pierre Milza, *op. cit.*, p.76 et Andreas Wirsching, « Le poids des facteurs sociaux sous la République de Weimar (1919-1929) » dans Gilbert Krebs et Gérard Schneilin (dir), *Weimar ou de...*, p.223.

<sup>13</sup> Christop Gusy, « La conception de la démocratie dans la constitution de Weimar » dans Gilbert Krebs et Gérard Schneilin (dir), *Weimar ou de ...*, p.46.

Ernst Noth rapporta que beaucoup d'Allemands associaient la misère, la pauvreté et les pénuries à l'œuvre républicaine<sup>14</sup>. Toutes les classes sociales avaient une raison d'accuser la République sur le plan économique : les couches ouvrières lui reprochaient l'inflation systématique et le chômage récurrent, les classes moyennes s'en prenaient à elle pour la perte de leurs rentes et de leurs placements tandis que les élites sociales la rendaient responsable des crises économiques qui semblaient réapparaître sans arrêt<sup>15</sup>. D'autres critiquaient ouvertement les coûts de la démocratie. Habités à un parlement aux pouvoirs et à la représentation très limités sous l'Empire, les Allemands constataient avec dédain les sommes consacrées au fonctionnement du parlement et de la démocratie en Allemagne. En 1925, chaque député coûtait un montant de 8 000 marks à l'État en plus des coûts engendrés par les assemblés régionales et locales, conséquence de la décentralisation de la République<sup>16</sup>. Dans le contexte d'une économie fragile, beaucoup trouvaient que la démocratie coûtait trop chère.

La République de Weimar souffrait aussi d'un manque de crédibilité, semblant incapable de se défendre face à ses adversaires venant de l'extrême gauche comme de l'extrême droite. La population voyait dans cette incapacité une preuve flagrante de la faiblesse et de l'inefficacité de la République<sup>17</sup>. Dans ses mémoires, l'ancien président de la Reichsbank et ministre de l'Économie sous le régime de Weimar mais aussi sous le III<sup>e</sup> Reich, Hjalmar Schacht, mentionna que l'illustration la plus frappante de la faiblesse de la République est le fait que Hitler, un anti-parlementaire notable, soit parvenu à se hisser à la tête de l'État en jouant le jeu de la démocratie<sup>18</sup>.

La République devait aussi affronter divers attentats dont elle et ses défenseurs étaient régulièrement l'objet. En tout, plus de 400 attentats politiques eurent lieu en Allemagne entre 1920 et 1924 dont le plus célèbre fut sans doute l'assassinat du ministre

---

<sup>14</sup> Ernst Noth, *La tragédie de la jeunesse allemande*, Paris, Éditions Bernard Grasset, 1934, p.66 et p.93.

<sup>15</sup> Jean-Marie Flonneau, *op. cit.*, p.111.

<sup>16</sup> Lionel Richard, *La vie quotidienne...*, p.125.

<sup>17</sup> Joachim Fest, *Hitler*, Gallimard, 1973, tome 1, p.41.

<sup>18</sup> Hjalmar Schacht, *Mémoires d'un magicien*, Paris, Amiot-Dumont, 1954, tome 1, p.44.

et industriel Walter Rathenau en 1922<sup>19</sup>. Les nombreuses attaques dirigées contre le premier président de la République, Friedrich Ebert donnaient également l'impression que le régime républicain avait du mal à se défendre. Il était constamment attaqué, en particulier par les milieux de la droite nationaliste qui le critiquaient ouvertement lors de rassemblements ou d'articles dans les journaux. Pour se défendre, le président entreprit pas moins de 173 procès en diffamation en six ans de pouvoir pour tenter d'obtenir le respect dû à ses fonctions<sup>20</sup>. Mais Ebert n'obtint pas toujours gain de cause comme lors de l'affaire Rothardt. Erwin Rothardt, un fervent nationaliste, accusa publiquement le président de haute trahison. Le tribunal le reconnut coupable d'outrage envers la personne du président mais précisa que les affirmations de l'accusé n'étaient pas totalement sans fondements<sup>21</sup>. Ces procès indiquent que le président, symbole du régime républicain, avait du mal à s'imposer, un peu à l'image de l'État républicain.

Une autre difficulté majeure à laquelle dut faire face la République fut la faiblesse des forces républicaines. Il est surprenant de constater que la République put survivre jusqu'en 1933, compte tenu des nombreux appuis que les partis antiparlementaires obtinrent dans les dernières années du régime républicain<sup>22</sup>. À cette époque, les partis républicains semblaient être en véritable crise comparativement aux groupes radicaux qui souhaitaient la fin du régime weimarien. Pris en étau entre l'extrême gauche et l'extrême droite qui vouaient une haine réciproque pour le « régime de novembre », les défenseurs de la République avaient fini par se retrouver en minorité au parlement mais aussi dans la société allemande<sup>23</sup>. Il est également intéressant de noter que parmi les défenseurs républicains, beaucoup étaient des *Vernunftrepublikaner* ou des républicains de raison<sup>24</sup>. Ceux-ci avaient d'abord été des antirépublicains avant de comprendre que le retour à la prospérité de l'Allemagne passait par la survie du régime républicain. La démocratie était

---

<sup>19</sup> Henry Bogdan, *op. cit.*, p.356.

<sup>20</sup> Lionel Richard, *La vie quotidienne...*, p.59.

<sup>21</sup> Heinrich Winkler, *op. cit.*, p.383.

<sup>22</sup> William Sheridan Allen, « The Nazi Rise to Power » dans Charles S. Maier *et al.*, *The Rise of the Nazi Regime : Historical Reassessments*, Westview Press, 1986, p.10 et Jean-Marie Flonneau, *op. cit.*, p.160.

<sup>23</sup> François-Georges Dreyfus, *L'Allemagne contemporaine...*, p.107 et Karl Bracher, *La dictature allemande...*, p.78.

<sup>24</sup> Peter Gay, *op. cit.*, p.43.

donc défendue par bon nombre de politiciens qui n'étaient pas à l'origine, des démocrates convaincus.

### *Un antirépublicanisme répandu*

Pendant longtemps, une bonne partie de l'historiographie a soutenu l'affirmation voulant que Weimar ait été une république sans républicains. Mais cette image est foncièrement inexacte. S'il est vrai qu'une proportion assez élevée d'Allemands rejetaient la République et souhaitaient voir un autre régime politique s'imposer, il ne faudrait pas non plus oublier le nombre colossal d'Allemands comme Rathenau ou Stresemann qui combattirent pour que la République survive. Selon le mot de Joseph Bendersky, il serait plus exact de parler d'une « république sans majorité républicaine »<sup>25</sup>. Ce rejet d'une bonne partie de la population allemande a fortement ébranlé la solidité de la République.

Les anciens serviteurs de l'Allemagne impériale se trouvaient au premier rang de ceux qui s'en prenaient au nouveau régime. En 1918-1919, les Allemands changèrent de régime politique mais gardèrent pour l'essentiel les mêmes structures sociales. La majorité des fonctionnaires impériaux conservèrent leurs fonctions dans le nouvel État démocratique de Weimar. Dans les grands rouages de l'État, soit la justice, l'administration publique et l'armée, ce fut des hommes de l'époque impériale qui occupaient l'ensemble des postes-clés<sup>26</sup>. Ces anciens serviteurs de l'Empire servaient l'État allemand et non pas la République allemande ce qui causa des torts irréparables au régime weimarien puisque ses propres institutions démocratiques étaient dirigées en partie par des adversaires antirépublicains<sup>27</sup>.

Parmi les fonctionnaires les plus influents, il y avait les magistrats. Dans l'article 102 de la Constitution, il y était dit que les juges devaient être apolitiques, indépendants et soumis uniquement à la loi de l'État. Ce ne fut cependant pas toujours le cas. Plus

---

<sup>25</sup> Joseph Bendersky, *A History of Nazi Germany*, Chicago Burnham Publishers Inc., 2000, p.6.

<sup>26</sup> Peter Gay, *op. cit.*, p.35 et Henry Bogdan, *op. cit.*, p.355.

<sup>27</sup> Pierre Ayçoberry, *La société allemande sous le III<sup>e</sup> Reich*, Paris, Éditions du Seuil, 1998, p.117.



souvent qu'autrement, les tribunaux se montrèrent cléments envers ceux qui s'en prenaient aux institutions et aux personnages qui incarnaient la République, en particulier lorsque les accusés provenaient de l'extrême droite. Il y eut par exemple un manque évident de sévérité à l'encontre des responsables du putsch raté de Kapp ainsi que de l'assassinat de Rathenau. Sur 354 meurtres politiques commis entre 1919 et 1922 par des groupes radicaux de droite, il n'y eut que 24 condamnations à des sentences de prison et à aucune occasion la peine de mort ne fut le châtement imposé<sup>28</sup>.

Après l'assassinat de Rathenau, le Reichstag vota une loi pour veiller à la protection de la République qui prévoyait des sanctions draconiennes contre les menées antirépublicaines. Mais la magistrature affaiblit cette loi en l'appliquant de façon incohérente. Par exemple, un communiste qui avait parlé de « république de voleurs » eut quatre semaines de prison pour avoir diffamé le régime alors qu'un accusé de l'extrême droite qui s'en était pris à la « république de juifs » reçut une amende de 70 marks<sup>29</sup>!

La plus importante institution du pays, l'armée, se devait de soutenir le régime car son rôle était d'obéir aux consignes de l'État. Toutefois, la majorité des officiers de la Reichswehr avait été profondément choquée par la Révolution de novembre 1918 et n'avait guère de sympathie pour le régime républicain<sup>30</sup>. Par contre, au cours de la période républicaine, l'armée ne dirigea aucune action concrète visant directement la République. Bien au contraire, comme le montra le putsch de Kapp, la Reichswehr se rangea du côté de l'État, même si ce fut à contrecœur. Elle se contenta plutôt de demeurer statique et immobile, attendant que quelqu'un d'autre renverse l'État républicain<sup>31</sup>.

Une bonne partie de l'élite intellectuelle affichait, quant à elle, des idées clairement antirépublicaines. Beaucoup de membres du corps professoral universitaire et des recteurs provenaient de l'époque wilhelmienne. Ceux-ci restaient donc attachés à des

---

<sup>28</sup> François-Georges Dreyfus, *L'Allemagne contemporaine...*, p.108.

<sup>29</sup> Heinrich Winkler, *op. cit.*, p.360, et Jean-Marie Flonneau, *op. cit.*, pp.108-109.

<sup>30</sup> A.J. Nicholls, *op. cit.*, p.46.

<sup>31</sup> Jacques Benoist-Méchin, *Histoire de l'armée allemande*, Robert Laffont, 1984, tome 1, p.584.

principes conservateurs, voire réactionnaires<sup>32</sup>. Non seulement, ils ne défendaient pas les principes républicains mais en plus, ils se servaient des tribunes que représentaient les universités pour lancer en toute impunité des attaques contre les institutions républicaines. Il ne faudrait toutefois pas généraliser, certains universitaires défendaient ouvertement la République. En 1926, sous l'égide de l'historien Friedrich Meinecke et du théologien Ernst Troeltsch se tint un congrès réunissant les universitaires qui soutenaient la Constitution. Mais les participants à cette réunion ne furent que 70<sup>33</sup>.

À la fin de la période républicaine, l'antirépublicanisme était fortement répandu en Allemagne, à tel point que la propagande des politiciens extrémistes comme les nazis ou les communistes n'était guère nécessaire pour provoquer un rejet de la République<sup>34</sup>. Bon nombre d'Allemands repoussaient une république qu'ils jugeaient non allemande et qui connaissait passablement de difficultés. Sans cette haine antirépublicaine, Hitler et ses sbires, quels que fussent leurs talents et leurs charmes, n'auraient jamais pu s'approcher du pouvoir.

---

<sup>32</sup> Lionel Richard, *La vie quotidienne...*, pp.175-176.

<sup>33</sup> Lionel Richard, *Nazisme et barbarie*, Éditions Complexe, 2006, p.32.

<sup>34</sup> Hans Mommsen, *Le national-socialisme et la société allemande*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 1997, p.37

## Chapitre VI. L'antibolchevisme

### *La crainte du bolchevisme*

Il ne faut pas négliger la place essentielle qu'occupe la peur de l'avènement du bolchevisme en Allemagne dans l'explication de la mise en place de la dictature hitlérienne. Dès la fin de la guerre et le déclenchement de la Révolution allemande, une proportion importante de la population affichait ouvertement une méfiance et une haine tenaces aux idées et aux mouvements marxistes. Avec les difficultés de la République et la misère économique qui touchait la classe ouvrière, le parti communiste allemand, le KPD, connut une progression fulgurante de ses appuis lors des élections. Cette amélioration allait de pair avec une inquiétude et une méfiance grandissantes pour ceux qui étaient toujours opposés au marxisme. L'ensemble des adhérents à la cause du national-socialisme, dont le richissime industriel Fritz Thyssen, étaient alarmés par la progression du communisme en Allemagne et s'inquiétaient des conséquences que pourraient avoir une accession au pouvoir des marxistes<sup>1</sup>.

Sous la République de Weimar, le bolchevisme n'eut guère une bonne publicité pour une majorité d'Allemands. La haine populaire affichée contre les idées marxistes venait en grande partie du fait que la société allemande craignait ce mouvement radical. Beaucoup croyaient que les communistes pratiquaient la politique du pire et espéraient le chaos en Allemagne afin de transformer le pays en une république soviétique, à l'image de la Russie de 1917<sup>2</sup>. L'extrême droite allemande qui se voulait l'adversaire le plus coriace du marxisme, ne se gênait pas pour exciter cette peur populaire et utiliser des images aussi frappantes qu'alarmistes. Un extrait d'un ouvrage écrit par Hermann Göring illustra bien l'état d'esprit de la droite radicale : « Où le marxisme est vainqueur apparaît, au même instant, l'anéantissement de la nation. Où le communisme dresse la tête, le peuple, en définitive, est anéanti »<sup>3</sup>.

---

<sup>1</sup> Fritz Thyssen, *I paid Hitler*, Kennikat Press, 1972, p.90.

<sup>2</sup> Enrique Léon et Jean-Paul Scot, *Le nazisme des origines à 1945*, Paris, Armand Colin, 1997, p.102.

<sup>3</sup> Hermann Göring, *op. cit.*, p.23.

Le KPD lui-même alimentait les histoires d'horreur à son sujet. Le programme politique qu'il proposait dans le cadre des élections législatives et présidentielles de 1932 était un discours beaucoup plus radical que ce que suggéraient les autres mouvements politiques incluant le NSDAP<sup>4</sup>. Ce programme était démagogique et irresponsable puisqu'il promettait des réalisations qui étaient difficiles, voire impossibles, à concrétiser. Sur le plan extérieur, à l'image de l'extrême droite, ce programme visait à déclarer caduc le traité de Versailles, à annuler les réparations allemandes et à rattacher certaines régions germanophones au Reich allemand. Sur le plan intérieur, le KPD proposait aux ouvriers des journées de sept heures et des semaines de quatre jours en plus d'exiger la nationalisation de plusieurs entreprises et la confiscation des fortunes des familles les plus aisées d'Allemagne<sup>5</sup>. En tenant un tel discours, les communistes contribuèrent eux-mêmes à se forger une réputation d'extrémistes intransigeants, à tel point que les nationaux-socialistes paraissaient parfois plus modérés. Mais cette crainte était également partagée par une large partie de la population. Dans son témoignage, Sebastian Haffner raconta que beaucoup d'Allemands croyaient que les « rouges » voulaient tous les pendre, voler leur argent et mettre en place un régime de terreur en se rappelant les échos qui leur parvenaient des résistants russes au bolchevisme<sup>6</sup>.

La haine du bolchevisme s'expliquait aussi par un désir d'ordre et de stabilité pour les Allemands<sup>7</sup>. Pour l'ensemble de la population, ce qui importait le plus était que l'Allemagne redevienne prospère, que cessent les crises qui semblaient revenir sans arrêt et que les problèmes comme le chômage, l'inflation et la guerre civile soient choses du passé. Or, les communistes allemands constituaient une menace permanente à l'égard de cette tranquillité et de cette prospérité souhaitées et recherchées. Pour les Allemands de l'époque de Weimar, ce qui était le plus à redouter, c'était la possibilité d'une révolution bolchevique comme en Russie en 1917<sup>8</sup>. Au début des années 1930, cette éventualité était loin d'être erronée puisque le KPD était un parti politique important au Reichstag et se

---

<sup>4</sup> Hans Mommsen, *The Rise and Fall of Weimar Democracy*, The University of North Carolina Press, 1996, p.535.

<sup>5</sup> Ernst Nolte, *La Guerre civile...*, p.205.

<sup>6</sup> Sebastian Haffner, *Histoire d'un Allemand...*, pp.54-55.

<sup>7</sup> François-Georges Dreyfus, *L'Allemagne contemporaine...*, p.113.

<sup>8</sup> Pierre Angel, *Hitler et les Allemands*, Paris, Éditions sociales, 1982, p.185.

trouvait même à être le mouvement avec le plus grand nombre d'appuis à Berlin. Non seulement on croyait une révolution bolchevique possible, mais on la pensait imminente<sup>9</sup>. Dans ce cas, on craignait un véritable régime de terreur avec des confiscations, des nationalisations et des collectivisations<sup>10</sup>.

Le spectre communiste représentait une autre menace pour l'Allemagne. Dans le pays tout entier, la guerre civile qui avait eu lieu au début de la période républicaine avait été une expérience particulièrement traumatisante. Les combats de rue à Berlin ou à Munich ainsi que l'impression que le pays était déchiré en deux factions avaient marqué les esprits pour plusieurs années. Avec la progression du KPD, les gens crurent un retour des « rouges » révolutionnaires de 1918-1919 et surtout une possible nouvelle guerre civile<sup>11</sup>. La possibilité de revoir à nouveau des groupes armés s'affronter dans les villes allemandes était horrifiante pour plusieurs. La guerre civile semblait également de plus en plus près puisqu'à partir de 1930 les combats de rues entre les différents mouvements politiques, particulièrement entre les troupes du KPD et du NSDAP, devinrent de plus en plus fréquents et surtout, de plus en plus violents<sup>12</sup>. Pour éviter que l'Allemagne ne revive à nouveau de tels événements, beaucoup d'Allemands se dirent qu'il fallait trouver quelqu'un pour faire contrepoids au marxisme et si possible, le mettre hors d'état de nuire.

#### *À la recherche d'un rempart contre le bolchevisme*

Afin de se protéger d'une possible prise du pouvoir par les « rouges » ou du déclenchement d'une révolution bolchevique, une bonne proportion d'Allemands se cherchaient un rempart pour se protéger de la menace marxiste<sup>13</sup>. Le NSDAP, mouvement farouchement opposé à l'idéologie marxiste n'eut aucun mal à trouver des oreilles attentives à son discours visant les partis de gauche et plus précisément le KPD. Pour l'historien Ernst Nolte, l'antibolchevisme a joué un rôle essentiel et incontournable

---

<sup>9</sup> Ernst Nolte, *La Guerre civile...*, p.56.

<sup>10</sup> Hermann Rauschning, *Trompés par Hitler*, New York, Brentano's, 1942, p.79.

<sup>11</sup> Ernst Nolte, *La Guerre civile...*, p.59 et p.191.

<sup>12</sup> Gilbert Merlio, *Les résistances allemandes à Hitler*, Paris, Éditions Tallandier, 2001, p.37.

<sup>13</sup> Robert Gellately, *Avec Hitler, les Allemands et leur Führer*, Flammarion, 2003, p.26.

dans l'avènement de Hitler au pouvoir puisqu'il prétend que le nazisme fut une réaction à la progression du marxisme<sup>14</sup>. Sans en arriver à soutenir une telle thèse, il faut néanmoins éviter de négliger l'impact qu'a eu l'aversion grandement répandue en Allemagne pour le mouvement marxiste dans la popularisation du national-socialisme.

Vers 1930, le NSDAP était fort probablement le parti politique qui offrait les meilleures chances de s'opposer – politiquement et physiquement – aux bolcheviques. À cette époque, Hitler pouvait se vanter d'être à la tête du seul parti d'opposition populaire de droite<sup>15</sup>. À la droite du parti du Centre, le Zentrum, il n'y avait en effet aucun parti politique allemand qui avait suffisamment d'appuis populaires pour s'opposer aux mouvements de la gauche. Seul le NSDAP semblait en mesure de rassembler l'ensemble des Allemands désirant s'opposer à la gauche. Dans le cadre de ses rassemblements et de sa propagande, le NSDAP ne se gênait d'ailleurs nullement pour se targuer d'être « le seul et véritable contrepoids » au marxisme<sup>16</sup>. Le parti nazi pouvait également compter dans cette lutte contre le marxisme sur le soutien d'organisations et de personnalités provenant de tous les milieux. L'Église catholique par exemple devint de plus en plus favorable à Hitler, à mesure qu'il semblait devenir le principal rempart contre l'avènement du communisme en Allemagne<sup>17</sup>.

Peu de temps après que Hitler ait pris les rênes du mouvement, le parti nazi devint rapidement réputé pour ses attaques contre les communistes, tant par les harangues de ses orateurs que par les poings et les matraques de ses hommes de main. À la fin de la période républicaine, les affrontements dans les rues entre les deux groupes extrémistes devinrent de plus en plus fréquents. Ces combats causaient un grand nombre de blessés mais entraînaient aussi régulièrement quelques décès, tant chez les communistes que chez les nationaux-socialistes. Or, la violence causée par les troupes de la SA qui aurait dû

---

<sup>14</sup> Ernst Nolte, *La Guerre civile...*, p.56.

<sup>15</sup> Heinrich Winkler, *op. cit.*, pp.415-416.

<sup>16</sup> Alfred Grosser, *Hitler et la...*, p.139.

<sup>17</sup> Gilbert Merlio, *Les résistances allemandes...*, p.76 et Joseph Rovin, « Le catholicisme allemande au temps de Hitler » dans Gilbert Krebs et Gérard Schneilin (dir), *État et société en Allemagne sous le III<sup>e</sup> Reich*, Publications de l'Institut d'Allemand, 1997, p.103.

rebute une bonne partie de l'électorat « respectable » fut au contraire bien perçue<sup>18</sup>. Aux yeux des partisans des nazis, comme la menace provenait de la gauche, il était presque rassurant de voir la SA mener des actions anticomunistes même au prix de certains débordements à l'occasion. L'intellectuel suisse Denis de Rougemont souligna dans son témoignage que beaucoup de gens en Allemagne prétendaient que le nazisme valait mieux que le bolchevisme car, au moins, la prise de pouvoir n'avait pas donné lieu à des massacres et à une guerre civile, comme le craignaient ceux qui étaient farouchement opposés à l'avènement d'un pouvoir bolchevique<sup>19</sup>.

---

<sup>18</sup> Ian Kershaw, *Hitler...*, p.530.

<sup>19</sup> Denis de Rougemont, *Journal d'une époque (1926-1946)*, Gallimard, 1968, p.293.

## Chapitre VII. La crise économique

### *Les crises économiques de l'après-guerre*

La crise économique mondiale de 1929 frappa l'Allemagne de plein fouet. À cette époque, la République semblait stabilisée puisque le milieu des années 1920 avait donné lieu à une remarquable prospérité. Avec cette reprise économique, les mauvaises expériences de la Grande Guerre et de la Révolution semblaient loin derrière. Mais la crise économique de la fin des années 1920 mit un terme à cet « âge d'or weimarien ». Alors que tout semblait aller pour le mieux, la crise replongea le pays dans l'incertitude politique et dans la misère. Ce furent une Europe et une Allemagne fragilisées qui subirent le choc de cette crise<sup>1</sup>. Après avoir vécu les graves difficultés de l'après-guerre, elles n'eurent que quelques années de répit avant d'être confrontées aux effets dévastateurs du krach boursier de 1929.

La première crise économique que connut l'Allemagne de l'entre-deux-guerres s'étendit de la fin de la Première Guerre mondiale à 1923. La jeune République fut dans l'obligation de composer avec le lourd fardeau financier hérité de la guerre; elle dut s'affranchir des emprunts de guerre, accorder des pensions aux soldats blessés, venir en aide aux militaires démobilisés ainsi que subventionner les entreprises qui cherchaient à se reconvertir à l'économie de paix<sup>2</sup>. De plus, conséquemment au climat de panique qui régnait en Allemagne à cause des affrontements entre les spartakistes et les Corps francs ainsi que des attentats politiques, il y eut une fuite des capitaux étrangers, surtout après l'assassinat de Rathenau en 1922<sup>3</sup>. La résistance passive organisée pour s'opposer à l'occupation de la Ruhr en 1923 coûta près de 3,2 milliards de marks, ce qui contribua amplement à handicaper l'économie du pays. Cette situation conduisit à un phénomène important d'inflation qui toucha particulièrement la classe ouvrière et la classe moyenne. Les difficultés économiques marquèrent les débuts du régime républicain. Il n'en fallut

---

<sup>1</sup> Ernst Nolte, *Les Fondements historiques...*, p.102.

<sup>2</sup> Jean-Marie Flonneau, *op. cit.*, p.101.

<sup>3</sup> Heinrich Winkler, *op. cit.*, p.364.



pas plus pour que bon nombre d'Allemands associent la République naissante à la misère dans laquelle était plongé le Reich<sup>4</sup>.

Après ces années noires, le pays entama une reprise économique et laissa entrevoir une surprenante prospérité au milieu des années 1920, à tel point qu'à cette époque, l'économie allemande se classait au deuxième rang mondial derrière les États-Unis<sup>5</sup>. L'Allemagne fut toutefois pénalisée par sa dépendance vis-à-vis des échanges commerciaux et financiers avec l'étranger. La production de ses industries était principalement axée vers l'exportation et reposait sur des investissements massifs provenant de l'extérieur. En 1929, les créances étrangères allemandes atteignirent les quelques 25 milliards de Reichsmarks<sup>6</sup>. La conséquence de cette dépendance à l'égard de l'étranger fut l'effondrement de l'économie allemande lorsque survint la crise mondiale. La demande pour les exportations baissa dramatiquement et les capitaux étrangers furent rappelés, ce qui ruina complètement l'économie nationale. Par la suite, la situation s'envenima davantage lorsqu'en 1931 survint la crise bancaire où plusieurs banques allemandes firent faillite et furent incapables de rembourser leurs clients.

Le chômage, conséquence directe de cette terrible crise, atteignit des proportions inégalées en Allemagne : 600 000 chômeurs en 1928, 3 700 000 à la fin de 1930 et plus de 6 millions en décembre 1931<sup>7</sup>. Il faut ajouter à ces chiffres, les 8 millions de chômeurs partiels qui virent leur nombre d'heures de travail être coupé de moitié en même temps que leur salaire. Ce chômage aux proportions gigantesques accrut de façon importante les dépenses de l'État qui dut accorder un soutien financier aux travailleurs sans emploi alors que ses revenus baissaient dramatiquement. À l'automne 1932, en comptant les membres des familles des chômeurs, on constate que 36% de la population allemande dépendait de

---

<sup>4</sup> Volker Hentschel, « Inflation et Dépression : les handicaps économiques de la République de Weimar » dans Gilbert Krebs et Gérard Schneilin (dir), *Weimar ou de...*, p.233.

<sup>5</sup> Jean-Marie Flonneau, *op. cit.*, p.115.

<sup>6</sup> Horst Möller, *La République de...*, p.188.

<sup>7</sup> Serge Bernstein et Pierre Milza, *op. cit.*, p.124 et suivantes.

l'aide publique<sup>8</sup>. Ce chiffre indique l'impact du phénomène mais montre aussi le poids que représentait la crise pour les finances de l'État allemand.

L'autre conséquence majeure de la crise fut l'inflation qui prit des proportions démesurées. À chaque jour, voire à chaque heure, les prix montaient sans arrêt et le salaire hebdomadaire que recevait un ouvrier le matin ne valait pratiquement plus rien en après-midi. Les prix changeaient si souvent que dans les grands magasins de Berlin, des employés étaient embauchés uniquement pour changer les étiquettes des articles<sup>9</sup>. La valeur de l'argent diminuait sans cesse et le nombre de marks nécessaires pour acheter le moindre produit augmentait de façon démesurée. Le matin, une livre de pommes de terre pouvait coûter 50 000 marks et l'après-midi son prix était fixé à plus de 100 000 marks<sup>10</sup>. Avant longtemps, les produits valurent plus que l'argent. Par exemple, Stefan Zweig rapporta que des adolescents qui avaient trouvé une caisse remplie de savons eurent de quoi rouler en voiture pendant des mois et vivre comme des princes en vendant à chaque jour quelques uns de leurs savons<sup>11</sup>.

### *Les conditions de vie difficiles en Allemagne*

La crise économique toucha plusieurs aspects de la société allemande à la fin de la période weimarienne. Un peu à l'image de la guerre, tous les Allemands furent touchés d'une façon ou d'une autre. Pour bon nombre d'Allemands, la crise fut synonyme de misère, d'insécurité et même de famine. Pour ceux qui eurent la chance de conserver leur emploi dans ce contexte difficile, leur qualité de vie fut grandement affectée puisque leur nombre d'heures de travail était souvent coupé et leur salaire était donc conséquemment revu à la baisse. Pour les millions de travailleurs au chômage, ils devaient compter sur une aide assez restreinte de l'État. Pendant 20 semaines, ils avaient droit à une sorte d'assurance-chômage qui équivalait à environ 35% de leur salaire, montant qui tombait

---

<sup>8</sup> Sylvain Shirmann, « Aspects de la crise allemande (1929-1932) », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, tome 30, no. 1 (janvier-mars 1998), p.65.

<sup>9</sup> Lionel Richard, *La vie quotidienne...*, p.96.

<sup>10</sup> Sebastian Haffner, *Histoire d'un Allemand...*, p.89.

<sup>11</sup> Stefan Zweig, *op. cit.*, p.364.

ensuite à 20% pour 40 semaines<sup>12</sup>. Après, comme il leur était généralement impossible de trouver un nouvel emploi, les chômeurs recevaient l'aumône municipale qui leur permettait tout juste de ne pas mourir de faim. Les chômeurs devaient se contenter de tels subsides alors que les périodes sans emploi et surtout sans salaire devenaient de plus en plus longues<sup>13</sup>.

La crise s'attaquait principalement aux personnes qui paraissaient les plus vulnérables. Les gens qui perdirent le plus au cours de cette crise furent sans contredit les petits épargnants et les modestes rentiers. Pour eux, l'inflation combinée à la banqueroute des banques allemandes signifiaient une perte partielle ou parfois complète de leurs épargnes<sup>14</sup>. Certaines personnes ayant épargné toute leur vie constatèrent un beau jour que tout l'argent qu'elles avaient économisé durant leur vie n'était même pas suffisant pour acheter de quoi manger pour quelques jours. La situation fut surtout pénible pour les gens retraités qui pouvaient se retrouver du jour au lendemain sans pension. La jeunesse allemande fut également passablement touchée. Les jeunes Allemands devaient souvent abandonner leurs études, faute de pouvoir les payer et ceux qui parvenaient à obtenir leur diplôme, arrivaient difficilement à se trouver un emploi à cause du taux de chômage fort élevé<sup>15</sup>.

Dans ses mémoires, le chancelier Heinrich Brüning reconnut qu'à l'époque, tout semblait aller mal et que le pays était traversé par le désespoir et « un pessimisme sans bornes »<sup>16</sup>. La situation était en effet déconcertante. Dans les villes, aux coins des rues, des dizaines de personnes mendiaient alors que d'autres, complètement découragées et dépassées par les événements, s'enlevaient la vie<sup>17</sup>. L'atmosphère rappelait les temps durs de la guerre. Dans les quartiers populaires, les gens devaient faire la file pendant des heures devant les bureaux de l'assistance publique et les soupes populaires.

---

<sup>12</sup> Lionel Richard, *La vie quotidienne...*, p.114.

<sup>13</sup> Detlev J. K. Peukert, *op. cit.*, p.255.

<sup>14</sup> Sebastian Haffner, *Histoire d'un Allemand...*, p.88.

<sup>15</sup> Ernst Noth, *La tragédie de...*, p.113.

<sup>16</sup> Heinrich Brüning, *Mémoires (1918-1934)*, Gallimard, 1974, p.129.

<sup>17</sup> Sebastian Haffner, *Histoire d'un Allemand...*, p.90.

## *Une crise apparaissant sans fin*

La crise affecta non seulement la République de Weimar mais ses effets et ses conséquences causèrent une profonde déconsidération du régime républicain. Certains Allemands établirent une relation directe entre les difficultés économiques du pays et l'instauration de la démocratie en Allemagne. Par contre, une proportion beaucoup plus élevée de la population constata la grande faiblesse du gouvernement devant la crise<sup>18</sup>. L'État allemand se révéla incapable d'intervenir, voyant une hausse vertigineuse de ses dépenses et une chute dramatique de ses revenus.

Après quelques années de misère, les finances publiques de l'État allemand avaient de plus en plus de mal à assurer le paiement du salaire des fonctionnaires et des allocations de chômage. En juin 1931, à la demande du chancelier Heinrich Brüning, le président Paul von Hindenburg dut ordonner par décret-loi une baisse des montants de la protection sociale : les montants pour l'assurance-chômage baissèrent de 12 à 10%, les employés de l'État furent contraints d'accepter des diminutions de salaire allant jusqu'à 8% et même les pensions des invalides et des mutilés de guerre furent réduites<sup>19</sup>. Cette décision signifia que la crise ne cessait d'empirer et beaucoup de citoyens y virent un abandon de la part du gouvernement allemand.

Non seulement le gouvernement allemand ne fut pas en mesure de prévenir et de guérir le pays de la crise économique qui sévissait, mais en plus, les mesures prises par les derniers chanceliers de la période républicaine semblèrent enfoncer davantage l'État dans le gouffre<sup>20</sup>. Le meilleur exemple fut sans contredit la politique de déflation de Heinrich Brüning. Cherchant à mettre fin à la dévaluation incessante du Reichsmark, Brüning ordonna en décembre 1931 une baisse de 10% des prix, des taxes et des loyers mais aussi des salaires et des dépenses budgétaires<sup>21</sup>. Cette déflation ne relança toutefois pas la consommation tel que souhaité par le chancelier. Bien au contraire, les gens

---

<sup>18</sup> François-Georges Dreyfus, *L'Allemagne contemporaine...*, pp.122-123.

<sup>19</sup> Heinrich Winkler, *op. cit.*, p.417 et Jean-Marie Flonneau, *op. cit.*, p.135.

<sup>20</sup> Sylvain Shirmann, *op. cit.*, p.63.

<sup>21</sup> Georges Castellan, *L'Allemagne de Weimar 1918-1933*, Paris, Armand Colin, 1972, p.175.

attendaient toujours la prochaine baisse des prix pour consommer et, en plus, ils virent leur salaire ou leur montant de l'assurance-chômage diminuer, ce qui les incita à se priver davantage<sup>22</sup>. Dans un deuxième temps, Brüning mit en place une politique d'austérité qui visait à réduire au maximum les dépenses de l'État – baisses du traitement des fonctionnaires et des prestations sociales – et à augmenter les revenus en accroissant les impôts.

Par son incapacité à venir à bout de la crise, le gouvernement se rendait fort impopulaire surtout que les politiques qu'il mettait en place rendaient souvent la situation encore plus précaire. À cause de ces mesures infructueuses, le peuple allemand eut l'impression que Brüning et le gouvernement allemand n'avaient rien d'autre à offrir au pays que la misère. Il fallut d'ailleurs peu de temps pour que Brüning porte le sobriquet de « chancelier de la famine »<sup>23</sup>. Plongé dans la crise dès les années 1927-1928, l'Allemagne endurait la situation depuis trop longtemps déjà. Le pire était que la crise ne paraissait pas avoir de fin et que le gouvernement ne semblait être en mesure ni de l'arrêter ni d'en adoucir les effets.

### *La radicalisation politique*

La République souffrit énormément de la crise car les difficultés économiques radicalisèrent une proportion non négligeable de citoyens et qu'elles portèrent préjudice aux institutions républicaines. Le problème à ce niveau fut la trop grande différence entre les promesses et les accomplissements de l'État social républicain<sup>24</sup>. Celui-ci prétendait pouvoir intervenir et protéger les citoyens mais le régime se révéla dans les faits incapable de tenir ses promesses lors de la crise. Un autre aspect du discrédit de la République se situa au niveau de la prospérité économique. Pour l'ensemble des Allemands, la survie du régime de Weimar passait par la capacité de celui-ci à assurer une stabilité et une prospérité à l'ensemble de la population. Tant que les conditions de

---

<sup>22</sup> Sylvain Shirmann, *op. cit.*, pp.69-70.

<sup>23</sup> Sebastian Haffner, *Histoire d'un Allemand...*, p.135 et Henry Turner Jr., *Hitler Janvier 1933 : les trente jours qui ébranlèrent le monde*, Calmann-Lévy, 1997, p.18.

<sup>24</sup> Jean-Marie Flonneau, *op. cit.*, p.125 et René Lasserre, « Weimar : une expérience de démocratie sociale » dans Gilbert Krebs et Gérard Schneilin (dir), *Weimar ou de...*, p.215.

vie et les salaires étaient acceptables, il n'y avait aucune raison valable de rejeter la République. La crise changea cependant la donne car le régime de Weimar semblait de moins en moins capable de se montrer sous un jour favorable.

La crise entraîna la radicalisation politique d'un grand nombre de mécontents. La dépression économique mit en difficulté des gens de classes différentes comme les agriculteurs du nord qui souffraient de la crise agricole, les classes moyennes ou encore les ouvriers. Pour une bonne partie des citoyens touchés par la crise, le système démocratique était tenu responsable de leurs problèmes. Ils avaient donc peu de raisons d'aimer et de défendre la démocratie et formèrent un large bassin d'électeurs potentiels pour les deux principaux mouvements antirépublicains : le KPD et le NSDAP<sup>25</sup>.

Il y eut également un ressentiment profond contre le « système » qui désignait à la fois les défenseurs de la République et ceux qui profitaient d'une façon ou d'une autre de la crise et de la misère des autres<sup>26</sup>. La crise profita au grand capital qui possédait des valeurs solides et qui put même effacer facilement certaines dettes en raison de l'inflation. Or, parmi eux, il y avait beaucoup de financiers ou d'entrepreneurs juifs, ce qui augmenta considérablement l'antisémitisme des classes ouvrières et des classes moyennes<sup>27</sup>. Un second aspect est la méfiance de plus en plus marquée à l'égard du capitalisme. Dès la crise de 1923, certains milieux d'affaires profitèrent de la crise en plaçant des capitaux à l'étranger et en se faisant indemniser par le gouvernement à cause des pertes subies dans le cadre du traité de Versailles<sup>28</sup>. À cette même époque, les salariés virent leurs rémunérations réelles baisser du tiers voire de la moitié dans certains cas. Cette situation délicate donna l'impression aux travailleurs que la classe de la grande bourgeoisie profitait de la crise et du malheur des classes ouvrières.

De plus en plus poussés vers l'extrémisme politique, tant l'extrême gauche que l'extrême droite, les millions chômeurs allemands adhérèrent en masse à des

---

<sup>25</sup> Volker Hentschel, *op. cit.*, p.245.

<sup>26</sup> Kurt Sontheimer, « La culture politique de la république de Weimar » dans Gilbert Krebs et Gérard Schneilin (dir), *Weimar ou de...*, p.81.

<sup>27</sup> François-Georges Dreyfus, *Le III<sup>e</sup> Reich...*, p.69.

<sup>28</sup> Serge Berstein et Pierre Milza, *op. cit.*, p.89.

organisations politiques préférant souvent l'action à l'inaction<sup>29</sup>. À cause des longues journées sans travail, les chômeurs avaient beaucoup de temps à consacrer à des activités politiques, violentes ou non. L'adhésion à des mouvements politiques permettait aux Allemands sans travail de trouver une cohésion, une camaraderie et une façon d'occuper leurs journées. C'est avec ces hommes disponibles, frustrés et se sentant lésés que les milices extrémistes, autant communistes que nationales-socialistes, allaient trouver leurs hommes de main.

### *La chance de Hitler?*

Pour certains historiens dont Paul-Marie de la Gorce, la crise économique fut le facteur principal qui permit à Adolf Hitler et à son parti de sortir des bas-fonds de la politique allemande<sup>30</sup>. Il est vrai qu'en 1928, avant que la crise ne s'étende à l'ensemble du pays, le parti nazi venait de connaître des résultats électoraux désastreux avec une récolte de seulement 12 sièges au Reichstag. D'autres historiens soulignent, par contre, que la crise, bien que déterminante comme facteur, ne peut expliquer à elle seule la poussée fulgurante des nationaux-socialistes de 1928 à 1933<sup>31</sup>. Par exemple, Horst Möller mentionne que la crise économique a beaucoup plus servi les intérêts du KPD que du NSDAP parce qu'il attisait davantage les aspects antibourgeois et anticapitalistes<sup>32</sup>.

Ce qui est certain, toutefois, c'est que la crise économique nuisit considérablement aux républicains et à l'État républicain. La crise gâcha l'essentiel des réalisations de Stresemann et des autres démocrates comme la consolidation des institutions républicaines, l'ouverture internationale et le rétablissement économique et monétaire. Mais le contexte économique cauchemardesque de l'Allemagne donna à Hitler une opportunité inespérée pour sortir son parti des bas-fonds et le placer à l'avant-scène de la politique nationale. Sans cette crise, Hitler n'aurait sans doute jamais pu trouver autant d'échos dans les classes ouvrières et moyennes et jamais ses attaques

---

<sup>29</sup> Richard Evans, *The Coming of the Third Reich*, New York, The Penguin Press, 2004, p.237.

<sup>30</sup> Paul-Marie de La Gorce, *op. cit.*, p.70.

<sup>31</sup> Entre autres A.J. Nicholls, *op. cit.*, p.173; Ian Kershaw, *Hitler...*, p.450 et Detlev J. K. Peukert, *op. cit.*, p.259.

<sup>32</sup> Horst Möller, *La République de...*, pp.291-292.

antiparlementaires et antiweimariennes n'auraient eu de pareilles répercussions. La crise offrit donc à Hitler une tribune qu'il n'aurait sans doute jamais eu dans le cadre d'une prospérité économique. Mais cette tribune, Hitler sut l'utiliser à bon escient.



## Chapitre VIII. La crise politique : la route vers la dictature

### *Division politique et crise parlementaire*

Après avoir connu des débuts difficiles, la République de Weimar vécut une période d'accalmie au milieu des années 1920. Conséquence directe de la prospérité économique de cette période, de l'ouverture internationale et des efforts d'hommes politiques tels que Rathenau et Stresemann, la stabilisation donna l'impression que le pire était passé et que tout pouvait aller en s'améliorant. Mais cette image était trompeuse car certaines difficultés demeuraient : une crise ministérielle entraîna la nomination de trois gouvernements en 1924-1925 et les élections présidentielles de 1925 montrèrent que l'ordre politique risquait de déraiper<sup>1</sup>. À compter de la fin des années 1920, avec la dépression économique, le régime républicain connut une crise politique dont il ne put se relever.

La crise politique de la fin des années 1920 et du début des années 1930 fut en bonne partie causée par la multitude de partis politiques en Allemagne. Aux élections législatives de 1928, pas moins de 43 partis ou organisations se présentèrent tandis qu'au scrutin de septembre 1930, des députés de 15 groupes parlementaires différents furent élus<sup>2</sup>. Ce nombre impressionnant de regroupements politiques donnait l'image d'une société hétérogène et profondément divisée. En réalité, très peu de partis rejoignaient l'ensemble des couches sociales. La plupart d'entre eux furent mis sur pied et oeuvrèrent dans le but de représenter une classe sociale en particulier ou un groupe d'intérêt précis. En fait, les deux seuls partis qui rejoignaient la quasi totalité des grandes couches sociales, le Zentrum et le DNVP, étaient limités sur le point de vue régional et confessionnel<sup>3</sup>. Comme le nombre de partis à se présenter aux élections était fort élevé, il était à toute fin pratique utopique d'espérer qu'un parti eut été en mesure d'obtenir une majorité parlementaire. Le gouvernement devait donc regrouper autour de lui une coalition afin de pouvoir gouverner.

---

<sup>1</sup> François-Georges Dreyfus, *L'Allemagne contemporaine...*, p.115.

<sup>2</sup> Alfred Wahl, *Les forces politiques en Allemagne XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Armand Colin, 1999, p.253.

<sup>3</sup> Horst Möller. *La République de...*, pp.124-129.

La fragmentation politique fit en sorte que la situation au parlement était très laborieuse, voire impossible à gérer et ce, dès que se présentait le moindre obstacle. Pour expliquer l'intransigeance et le manque de compromis démontrés par les différents partis présents au Reichstag, il faut souligner que la démocratie était un phénomène très récent en Allemagne. Sous l'Empire, bien que le parlement existait déjà en tant qu'institution, il n'avait guère de pouvoirs, donc peu de responsabilités et de devoirs. L'Allemagne n'avait pas de tradition où les groupes politiques devaient faire des concessions, tenir leurs promesses ou assumer leurs responsabilités<sup>4</sup>. Les chefs des partis politiques de Weimar agissaient exactement comme sous l'Empire, c'est-à-dire qu'ils se montraient intraitables et qu'ils menaçaient continuellement de remettre leur démission<sup>5</sup>. Cette façon d'agir compromettait grandement la durée de vie des coalitions qui devaient à tout prix être préservées pour assurer la survie d'un gouvernement. Comme une majorité parlementaire était pratiquement impossible à obtenir lors des élections, le régime devait s'appuyer sur des coalitions de compromis. Mais en refusant tout compromis, les différents partis d'une coalition en venaient vite à se quereller, ce qui conduisait à la chute du gouvernement et à la proclamation de nouvelles élections.

Par contre, la faiblesse du système de Weimar ne signifiait pas pour autant que le régime parlementaire était forcément condamné<sup>6</sup>. Même si les défauts du régime compliquaient grandement les choses et rendaient la vie politique particulièrement ardue, la situation aurait sans doute pu s'améliorer si l'Allemagne avait retrouvé une prospérité économique plus rapidement. La République était cependant paralysée par une crise politique pratiquement insoluble à partir de 1930.

---

<sup>4</sup> Klaus P. Fischer, *Nazi Germany : A New History*, New York, Continuum, 1997, p.223.

<sup>5</sup> Christoph Gusy, « La dissolution de la constitution de Weimar » dans Gilbert Krebs et Gérard Schneilin (dir), *Weimar ou de...*, p.269.

<sup>6</sup> A. J. Nicholls, *op. cit.*, p.132 et Klaus P. Fischer, *op. cit.*, p.262,

## *Violence et affrontements*

La fin de la République de Weimar fut marquée par un climat de violence et d'affrontements entre certains groupes. Des formations paramilitaires reliées aux mouvements politiques s'affrontaient quotidiennement dans les rues des villes allemandes<sup>7</sup>. Ces groupes étaient mis sur pied pour perturber les rassemblements des partis politiques adverses, protéger les réunions de leur propre mouvement et s'en prendre physiquement aux membres des formations rivales. Souvent armés, les hommes de ces troupes démontraient une grande violence et peu de scrupules lorsqu'ils se retrouvaient devant leurs adversaires. Avec toute cette violence, la situation politique en Allemagne devenait encore plus explosive. Ce fut dans les rues, dans les cours d'usines ou encore dans les tavernes que les membres du Front rouge (KPD), de la Bannière d'Empire (SPD), des Casques d'Acier (DNVP) et de la SA (NSDAP) s'affrontaient. Les organisations paramilitaires des partis politiques ne manquaient d'ailleurs pas de candidats pour défendre leurs couleurs. Privés d'emploi et de salaire à cause de la crise économique, un nombre impressionnant de jeunes Allemands étaient pleinement disponibles pour adhérer à de tels mouvements<sup>8</sup>.

Les affrontements étaient fréquents, voire quotidiens. L'ambassadeur britannique en poste à Berlin, Sir Horace Rumbold, nota qu'il se déroulait rarement une journée en Allemagne où personne n'était blessé ou tué dans des luttes entre les nazis et les communistes<sup>9</sup>. En fait, les chiffres concernant ces bagarres démontrent à quel point la situation politique du pays était devenue instable et préoccupante. De janvier à septembre 1932 en Prusse seulement, la police dénombra pas moins de 155 décès reliés aux luttes politiques<sup>10</sup>. Lorsque le Reich était plongé dans une campagne électorale, la situation empirait. Dans les sept premières semaines de la campagne qui précéda le scrutin de juillet 1932, les autorités comptèrent 461 bagarres politiques pour un total de 400 blessés

---

<sup>7</sup> Robert Gellately, *op. cit.*, p.26.

<sup>8</sup> Ernst Noth, *La tragédie de...*, pp.120-139.

<sup>9</sup> Grande-Bretagne. Londres. *Documents on British Foreign Policy, 1919-1939*. His Majesty's Stationery Office, série 2, tome 4 (1932-1933), document 3, p.7.

<sup>10</sup> Jean-Marie Flonneau, *op. cit.*, p.149.

et 82 morts<sup>11</sup>. Ces affrontements entraînaient également des arrestations et des poursuites judiciaires. Jusqu'en 1933, on estime à 40 000 le nombre de procès impliquant des nazis ou des communistes pour des actes de violence<sup>12</sup>.

Les affrontements les plus sanglants mais aussi les plus fréquents mettaient aux prises des nationaux-socialistes et des communistes. L'exemple le plus frappant fut sans doute l'épisode du « dimanche rouge d'Altona » du 17 juillet 1932. En dépit du risque d'affrontement élevé, la police autorisa les troupes de la SA à manifester dans un quartier majoritairement communiste à Hambourg<sup>13</sup>. La manifestation tourna vite à l'affrontement entre les hommes de la SA, les communistes et la police. Après le choc, on déplora le décès de 19 personnes. Les combats opposaient aussi les troupes sociales-démocrates aux nazis. Toujours en juillet 1932, des partisans du SPD et du NSDAP qui revenaient de deux rassemblements parallèles se croisèrent à Ohlau en Silésie<sup>14</sup>. Presque instantanément la bagarre éclata, impliquant des centaines de personnes et des coups de feu furent échangés de part et d'autre. L'affrontement fut d'une telle ampleur, que la police se révéla incapable d'intervenir et l'armée dut être appelée en renfort.

La situation politique était non seulement alarmante mais elle devenait critique. Dans ses mémoires, Heinrich Brüning admit que toute la vie politique risquait de glisser vers la guerre civile<sup>15</sup>. Brüning n'avait pas tort sur ce point puisque le danger semblait bien réel. Attaqué par l'extrême gauche comme par l'extrême droite, affaibli par la crise économique et miné par un gouvernement minoritaire au parlement, l'État démocratique de Weimar était dans une position inextricable. Le président Hindenburg devait agir de façon fort prudente pour éviter que ne se produise l'explosion tant redoutée et que n'éclate une véritable guerre civile à l'image de celle de 1918-1919.

---

<sup>11</sup> Richard Evans, *op. cit.*, p.270.

<sup>12</sup> Otis Mitchell, *op. cit.*, p.28.

<sup>13</sup> Heinrich Winkler, *op. cit.*, p.428.

<sup>14</sup> Richard Bessel, *Political Violence and the Rise of Nazism : The Storm Troopers in Eastern Germany 1925-1934*, Yale University Press, 1984, pp.85-86.

<sup>15</sup> Heinrich Brüning, *op. cit.*, p.435.

## *La route vers l'autoritarisme*

Les dernières années du régime républicain furent marquées par une tendance à l'autoritarisme. Dès 1919, la Constitution de Weimar accordait des pouvoirs relativement étendus au président de la République. Celui-ci était élu pour un long mandat de sept ans, nommait et révoquait à sa guise les hauts fonctionnaires ainsi que les ministres et pouvait dissoudre à tout moment le Reichstag. Après le décès du premier président de la République, Friedrich Ebert, en 1925, des élections présidentielles furent tenues à l'issue desquelles le feld-maréchal Paul von Hindenburg sortit vainqueur. Hindenburg était conservateur, aristocrate et monarchiste et beaucoup pensèrent que son élection sonnerait éventuellement le glas du régime démocratique. Toutefois, il accorda jusqu'à la fin de sa vie une grande importance au serment qu'il dut prêter sur la Constitution et qui faisait de lui le défenseur du régime<sup>16</sup>. Cela ne l'empêcha cependant pas de montrer sa désapprobation à l'égard de la gauche allemande ni même un certain assentiment pour un pouvoir exécutif plus fort. Au début des années 1930, Hindenburg avait plus de 80 ans et sa santé paraissait de plus en plus précaire. Dès 1930, il semble qu'il avait du mal à reconnaître certains collaborateurs et souffrait vraisemblablement de sénilité<sup>17</sup>. Affaibli par l'âge, Hindenburg s'appuyait de plus en plus lourdement sur les conseils de son entourage qui formait une véritable camarilla et qui ne se gênait nullement pour tirer les ficelles du pouvoir<sup>18</sup>.

Les plus proches conseillers de Hindenburg étaient tous conservateurs et antirépublicains. Ils souhaitaient l'instauration d'un régime plus autoritaire. Lorsque la situation politique devint quasi insoluble, l'entourage du président poussa ce dernier à mettre sur pied ce qui allait être appelé le « système présidentiel »<sup>19</sup>. Ce système favorisait l'établissement d'un pouvoir exécutif fort qui appliquait les lois grâce à une ordonnance présidentielle plutôt qu'à un vote du parlement. L'article 48 de la Constitution permettait au chancelier de gouverner par décrets-lois avec l'appui du

---

<sup>16</sup> Horst Möller, *La République de...*, p.94.

<sup>17</sup> Heinrich Brüning, *op. cit.*, p.143 et p.323.

<sup>18</sup> Martin Broszat, *op. cit.*, p.44 et Henry Turner Jr., *Hitler janvier 1933...*, pp.14-15.

<sup>19</sup> Joseph Bendersky, *op. cit.*, p.77.

président<sup>20</sup>. Grâce à ce système, les trois derniers chanceliers de l'époque weimarienne – Heinrich Brüning, Franz von Papen et Kurt von Schleicher – purent gouverner le Reich sans se soucier de l'appui ou de l'hostilité du Reichstag à l'égard de leur gouvernement respectif. Mais ce système qui se voulait une alternative afin de sortir de la crise politique et qui devait n'être que temporaire se transforma en un exercice durable. Dorénavant, les gouvernements de la République étaient composés rapidement, sans tenir compte des résultats électoraux et n'étaient en fait dépendants que de la volonté de Hindenburg et de son entourage. Une fois ce processus enclenché, jamais le clan conservateur qui entourait le président n'eut l'intention de revenir un jour à un gouvernement parlementaire<sup>21</sup>. La route de l'autoritarisme était empruntée.

L'établissement d'un régime autoritaire débuta sous le gouvernement de Heinrich Brüning. Avec l'aide et l'assentiment de Hindenburg, Brüning entama une forme de gouvernance qui se détachait du processus démocratique et de la consultation du parlement. Pour faire adopter certaines de ses mesures sociales et économiques qui étaient loin de rencontrer l'accord de l'ensemble des parlementaires – hausse des impôts, baisse du salaire des fonctionnaires et diminution de l'aide gouvernementale –, le gouvernement Brüning abandonna la voie parlementaire normale<sup>22</sup>. Usant de l'appui du président et de l'article 48 concernant l'application de décrets-lois, Brüning imposa plusieurs de ses politiques les plus contestées. Dès cette époque, l'État allemand était dirigé de façon à contourner les règles démocratiques et ce, trois longues années avant l'arrivée au pouvoir de Hitler. En outre, le gouvernement Brüning mit en place des mesures coercitives dont le but était paradoxalement la protection de la République<sup>23</sup>. Ces mesures visaient une limitation concernant la liberté de presse, les voyages à l'étranger et le droit d'association. Brüning qui fut vraisemblablement le chancelier le plus impopulaire de Weimar fut finalement renvoyé le 30 mai 1932.

---

<sup>20</sup> Hans Boldt, « Article 48 of the Weimar Constitution, its Historical and Political Implications » dans Anthony Nicholls et Erich Mathias (dir), *German Democracy and the Triumph of Hitler*, Londres, George Allen & Unwin, 1971, p.96.

<sup>21</sup> Ian Kershaw, *Hitler...*, p.548.

<sup>22</sup> Christoph Gusy, « La dissolution de... », p.274 et François-Georges Dreyfus, *L'Allemagne contemporaine...*, p.123.

<sup>23</sup> Sebastian Haffner, *Histoire d'un Allemand...*, pp.133-134.

Le renvoi de Brüning marqua la fin de la première phase du « système présidentiel ». La seconde phase fut ouvertement autoritaire et antiparlementaire alors que Hindenburg nomma comme chanceliers des hommes qui avaient très peu de chance d'obtenir un quelconque soutien de la part du Reichstag<sup>24</sup>. Après avoir congédié Brüning qui était le représentant de l'un des principaux partis du Reichstag, le Zentrum, Hindenburg nomma Franz von Papen, un aristocrate à l'expérience limitée en politique intérieure et qui n'était qu'un politicien secondaire sur l'échiquier politique allemand. Comme prévu, Papen ne parvint pas à obtenir une majorité parlementaire et son gouvernement, surnommé le « cabinet des barons » fut à la fois impopulaire et contesté. Papen ne cherchait aucunement à maintenir un semblant de régime parlementaire et dépendait uniquement des décrets présidentiels.

Pour justifier la démarche d'axer son gouvernement sur l'autoritarisme, Papen argua que les Allemands avaient perdu foi dans le système des partis et que, pour que l'État parvienne à sortir de la crise dans laquelle il était embourbé, il fallait un gouvernement fort<sup>25</sup>. L'exemple le plus frappant de cette doctrine fut le célèbre coup d'État contre le gouvernement prussien. Le 20 juillet 1932, Papen avec l'aval de Hindenburg, déposa le gouvernement régional prussien et se plaça lui-même à la tête de la Prusse en se nommant *Reichkommissar*. Sans aucune légitimité, cette action entamait le processus fédératif en Allemagne et ouvrit la voie à la centralisation de l'État<sup>26</sup>. Ce véritable acte autoritariste eut pour conséquence de démoraliser à l'avance d'éventuels résistants à la future mise aux pas des Länder par les nazis et ouvrit la voie à la dictature, six mois avant l'avènement au pouvoir de ces derniers<sup>27</sup>.

Après avoir été forcé de démissionner, von Papen fut remplacé à la Chancellerie par le général von Schleicher. Celui-ci torpilla le régime républicain d'une autre façon : en menant des jeux d'intrigues en coulisse. Grâce à ses fonctions dans la Reichswehr et ses liens avec Hindenburg, Schleicher pouvait voir fréquemment le président du Reich et

---

<sup>24</sup> Heinrich Winkler, *op. cit.*, pp.426-427

<sup>25</sup> Franz von Papen, *Memoirs*, Londres, Andre Deutsch, 1952, p.253.

<sup>26</sup> Richard Evans, *op. cit.*, p.287 et Klaus P. Fischer, *op. cit.*, p.245.

<sup>27</sup> Hans Mommsen, *From Weimar to Auschwitz*, Princeton University Press, 1991, p.40 et Martin Broszat, *op. cit.*, pp.34-35.

discuter avec lui et son entourage de la situation politique<sup>28</sup>. Ambitieux et opportuniste, Schleicher rêvait d'une dictature nationale conservatrice dans laquelle l'armée retrouverait son rôle prédominant d'antan. Pour se faire, il intrigua contre l'ensemble de la classe politique allemande; en 1930, il aida à persuader Hindenburg de retirer son appui à Müller pour le donner à Brüning avant de critiquer ce dernier afin de favoriser von Papen<sup>29</sup>. Puis, à l'automne 1932, devenu hostile à Papen, il fit un rapport dévastateur à Hindenburg où il mentionnait que l'armée n'était pas en mesure de lutter à la fois contre une insurrection des communistes et des nazis tout en se défendant contre une agression étrangère<sup>30</sup>. Schleicher remplaça ensuite brièvement Papen avant de tomber à son tour sous les attaques des nombreux ennemis qu'il s'était fait au cours des derniers mois. Son action fit en sorte qu'il régnait en Allemagne « un culte de l'intrigue » qui donnait l'impression que la République n'était qu'une façade derrière laquelle étaient prises les décisions en catimini<sup>31</sup>.

À partir de 1930, le sort de la République de Weimar, sans être définitivement scellé, était décidé par un groupe de conservateurs installés au pouvoir. Sans rompre ouvertement avec le pacte républicain, Hindenburg et sa camarilla laissaient de plus en plus entrevoir un abandon du processus démocratique pour se tourner vers un régime plus autoritaire. Comme le nota Stefan Zweig, l'une des pires erreurs de l'Allemagne fut de confier sa liberté et sa république à ses ennemis<sup>32</sup>. La crise politique qui paralysait le parlement et la violence civile qui régnait dans les rues ouvrirent la voie à ces hommes pour qui la démocratie était une erreur, afin de mettre en place un régime autoritaire, comme à l'époque impériale. Avec l'affaiblissement physique et mental de Hindenburg et la volonté des derniers chanceliers, le régime de Weimar n'était, en 1932, républicain que de nom<sup>33</sup>. Et ce drame qui se joua devant les yeux du monde entier, profita au bout du compte aux nazis. Ils n'avaient, en aucun cas, créé les difficultés de la République weimarienne mais ils surent les exploiter et, ce fut eux qui en bénéficièrent. Hitler

---

<sup>28</sup> Jacques Benoist-Méchin, *op. cit.*, tome 1, p.638.

<sup>29</sup> Klaus P. Fischer, *op. cit.*, p.221 et p.240.

<sup>30</sup> Henry Turner Jr., *Hitler janvier 1933...*, p.35.

<sup>31</sup> Hermann Rauschning, *op. cit.*, p.39.

<sup>32</sup> Stefan Zweig, *op. cit.*, p.366.

<sup>33</sup> Ernst Noth, *Mémoires d'un Allemand*, Paris, Julliard, p.38.



n'instaura pas la dictature en Allemagne, la voie avait été tracée bien avant. Il ne fit qu'accélérer et rendre sans limites cette tendance qui progressait depuis les gouvernements de Brüning, Papen et Schleicher.

## Chapitre IX. Les charmes du NSDAP

### *Un parti rassembleur*

Si certains facteurs ont favorisé l'avènement des nationaux-socialistes au pouvoir, il n'en demeure pas moins que le mouvement nazi possédait certaines qualités qui lui permettaient d'attirer l'attention. Le NSDAP se fit d'abord connaître aux quatre coins du Reich à la suite du putsch manqué du 23 novembre 1923. Après avoir vainement tenté de s'emparer du pouvoir par la force, Hitler, qui fut condamné à une clémente peine d'emprisonnement, constata que ce moyen s'était révélé inefficace. Il abandonna ainsi la voie hasardeuse du coup d'État pour se tourner vers une « révolution légale ». Il imposa à son parti de jouer le jeu du parlementarisme et de parvenir au pouvoir par des fins démocratiques. À partir de ce moment, le NSDAP s'acharna à obtenir le plus grand nombre d'électeurs possible. Parmi les partis de la droite radicale, le NSDAP fut le seul en mesure d'attirer un large public de partisans<sup>1</sup>. Mais le véritable succès électoral des nazis fut sans contredit leur capacité et leur talent à attirer des électeurs provenant de toutes les couches sociales, de tous les âges et de toutes les régions de l'Allemagne<sup>2</sup>. Aucun autre parti de l'époque weimarienne ne pouvait en dire autant.

Contrairement aux autres mouvements politiques de l'époque, le NSDAP sut briser les oppositions entre les différentes catégories sociales pour attirer des électeurs. Le message nazi était construit de façon démagogique et ambiguë, ce qui attirait à la fois les conservateurs qui désiraient se débarrasser du régime républicain ainsi que les jeunes qui n'avaient rien à faire des conventions et des préoccupations bourgeoises. Selon le milieu ou le groupe social dont provenaient les électeurs nazis, le parti national-socialiste représentait une fonction différente. Pour les couches supérieures de l'Allemagne de Weimar, les nazis étaient un rempart contre le communisme tandis que pour les classes

---

<sup>1</sup> Mary Fulbrook, *op. cit.*, p.49.

<sup>2</sup> Ian Kershaw, *Hitler. Essai sur le charisme en politique*, Gallimard, 1995, p.103.

ouvrières et moyennes, Hitler et son parti incarnaient le mouvement de la contestation envers un système qui semblait les considérer comme des laissés pour compte<sup>3</sup>.

Le parti attirait les gens qui se sentaient lésés sous la République. À l'époque, ils étaient nombreux à éprouver un tel sentiment. Au premier rang de ceux qui se cherchaient un défenseur, il y avait d'abord la classe moyenne. Celle-ci ne voulait pas de révolution sociale de l'extrême gauche mais elle cherchait désespérément quelqu'un pour prendre sa défense et assurer sa revanche contre les supposés responsables de son déclin, c'est-à-dire les vainqueurs de la guerre, la République et pour certains, les juifs<sup>4</sup>. Avec une radicalisation de la sorte, le NSDAP n'eut aucune peine à y trouver un écho favorable. Les nazis profitèrent également d'un large appui de la part des nouveaux et des jeunes votants. Beaucoup de ceux-ci étaient étudiants et voyaient leurs perspectives d'avenir être bloquées par un contexte instable et difficile<sup>5</sup>. Ceux-ci ne voulaient guère être prolétarisés comme le proposait l'extrême gauche et en voulaient ouvertement au régime républicain pour la misère de l'époque et les maigres débouchés professionnels<sup>6</sup>. Le NSDAP remporta des succès convaincants dans les régions rurales allemandes parce qu'il pouvait compter sur un appui important de la part des agriculteurs. Ces derniers étaient mécontents du système à cause de la crise économique qui les touchait durement et représentaient une clientèle déjà fidèle pour quiconque tenait des discours antirépublicains<sup>7</sup>.

Même si le parti nazi était le mouvement politique le plus rassembleur du Reich, il avait toutefois certaines limites. Contrairement à ce que prétendait son nom, le Parti national-socialiste des ouvriers allemands n'était pas à proprement parler un parti de travailleurs et ce, en dépit de tous ses efforts<sup>8</sup>. Au plus fort de la crise, les ouvriers au

---

<sup>3</sup> Alfred Wahl, *Cultures et mentalités en Allemagne 1918-1960*, Paris, Sedes, 1988, p.152.

<sup>4</sup> François-Georges Dreyfus, *L'Allemagne contemporaine...*, p.110.

<sup>5</sup> Ernst Noth, *La tragédie de...*, p.69.

<sup>6</sup> Gilbert Krebs, « La jeunesse allemande entre romantisme et activisme » dans Gilbert Krebs et Gérard Schneilin (dir), *Weimar ou de...*, p.155.

<sup>7</sup> Henri Burgelin, « Les élections du 14 septembre 1930 » dans Alfred Grosser (dir), *Dix leçons sur le nazisme*, Fayard, 1976, pp.57-59.

<sup>8</sup> Detlef Mühlberger, « Conclusion to *Hitler's Followers* » dans Christian Leitz (dir), *The Third Reich*, Blackwell Publishers, 1999, p.15 et Michael H. Kater, *The Nazi Party : A Social Profile of Members and Leaders 1919-1945*, Cambridge, Harvard University Press, 1983, p.55.

chômage choisissaient généralement de rejoindre les rangs du KPD. Dans les couches très aisées, contrairement à ce que l'histoire marxiste a cherché à enseigner, Hitler ne put compter que sur des soutiens limités. Avant 1933, rares furent les personnes fortunées qui supportèrent le parti nazi tant au niveau politique que financier<sup>9</sup>. De plus, les nationaux-socialistes n'obtinrent pas les mêmes succès partout en Allemagne. Dans les régions urbaines et catholiques, le parti rencontra de sérieuses oppositions puisque dans les villes, le KPD et le SPD étaient solidement implantés alors que dans les territoires de confession catholique et en particulier en Bavière, le Zentrum et le BVP avaient des appuis importants et indéfectibles<sup>10</sup>. Mais en dépit de ces limites, le NSDAP n'en était pas moins le parti le plus rassembleur du Reich. Comme l'expliqua Sebastian Haffner, il n'y avait personne d'autre de crédible ni à gauche ni à droite, pour parler de l'union et du rassemblement de la nation<sup>11</sup>. Et après tant d'années de divisions et de querelles, beaucoup d'Allemands souhaitaient un retour de la paix social en Allemagne.

### *Le discours démagogique du national-socialisme*

Le type de discours utilisé par les nationaux-socialistes fut pour beaucoup dans leurs succès au début des années 1930. Les propagandistes nazis et Hitler en particulier, avaient recours à des slogans électoraux simples, populaires et surtout accrocheurs pour attirer l'attention d'éventuels électeurs. Ces slogans visaient des sujets qui excitaient tous ceux qui se considéraient comme des victimes du système de l'après-guerre : les réparations allemandes, le traité de Versailles, la menace marxiste ou la division nationale<sup>12</sup>. La propagande qui servait à transmettre ce discours était également très efficace. Elle exploitait un nombre limité de slogans jusqu'à ce que les masses les apprennent et les comprennent. Même si le message lancé par les nazis se voulait toujours provocant et même menaçant, il ne semble pas que cela ait choqué l'ensemble de la société allemande. Bien au contraire, les Allemands de l'époque, épuisés et découragés

---

<sup>9</sup> Henry Turner Jr., *German Big Business and the Rise of Hitler*, Oxford University Press, 1985, pp.346-347.

<sup>10</sup> Enrique Léon et Jean-Paul Scot, *op. cit.*, p.94.

<sup>11</sup> Sebastian Haffner, *Histoire d'un Allemand...*, pp.139-140.

<sup>12</sup> Philippe Bourdel, *Nous avons fait Hitler*, Paris, Éditions Ramsay, 1983, p.44.

par des années de misère, de luttes et d'instabilité, sentaient que Hitler clamait tout haut ce que beaucoup pensaient tout bas<sup>13</sup>.

Comme tout politicien, Hitler ne se gêna nullement de faire plusieurs promesses électorales à ses électeurs acquis ou potentiels. Le programme du NSDAP était théoriquement basé sur un plan de vingt-cinq points rédigé en février 1920 et qui proposait, entre autres, certaines mesures socialistes. Hitler indiqua cependant que ce programme ne devait pas être un dogme incontournable mais plutôt un modèle dont il fallait s'inspirer<sup>14</sup>. Opportuniste, il adaptait sans hésitation le programme nazi afin d'attirer le plus d'électeurs possible. Ses promesses électorales étaient faites dans le même sens. Hitler, sans se soucier des contradictions ou des paradoxes, promettait à peu près tout à presque tout le monde : augmentations de salaire aux ouvriers, garanties de profit au patronat, relèvement des prix pour les paysans ainsi qu'une maison et une voiture pour chaque famille<sup>15</sup>. Cette stratégie rapporta puisque les Allemands de tous les groupes sociaux, se voyaient offrir quelque chose. Avec toutes ces promesses, les Allemands se dirent que Hitler s'adressait directement à eux et comprenait ce qu'ils vivaient<sup>16</sup>.

Mais, au-delà des promesses, le NSDAP fut surtout remarquablement efficace dans l'utilisation du mécontentement et de la frustration populaires. Aucun autre parti, y compris le KPD, ne profita autant du contexte difficile dans lequel se trouvait l'Allemagne. Sans cette situation délicate et particulière, probablement que le NSDAP serait demeuré un groupuscule de tavernes comme il l'était au début des années 1920. Mais la situation du pays était préoccupante : les chômeurs se comptaient en millions, les affrontements dans les rues faisaient des dizaines de victimes et le gouvernement semblait incapable de réagir efficacement. Le NSDAP servit de catalyseur; les gens déçus, frustrés ou désespérés y adhérèrent en grand nombre. Hitler n'hésitait d'ailleurs

---

<sup>13</sup> Paul Simelon, *Hitler : comprendre une exception historique*, L'Harmattan, 2004, p.89.

<sup>14</sup> Michael Burleigh, *The Third Reich : A New History*, New York, Hill and Wang, 2000, p.153 et Eberhard Jäckel, *Hitler idéologue*, Calmann-Lévy, 1973, p.98.

<sup>15</sup> Philippe Renoux, *op. cit.*, p.70 et J. P. Stern, *Hitler, le Führer et le peuple*, Paris, Flammarion, 1985, pp.142-143.

<sup>16</sup> Sebastian Haffner, *Histoire d'un Allemand...*, p.139 et Sebastian Haffner, *Un certain Adolf Hitler*, Paris, Bernard Grasset, 1979, p.42.

pas à brosse le portrait le plus sombre possible de la situation car plus la situation semblait chaotique pour la République, plus le parti nazi avait le vent en poupe. Selon le mot de David Schoenbaum, le parti nazi représentait la « mobilisation du mécontentement »<sup>17</sup>.

Les termes employés par les nationaux-socialistes, bien que provocants et agressifs, étaient en fait beaucoup plus modérés que ce que l'on pourrait supposer. Hitler ne parlait pas de la guerre qu'il allait mener ou des exactions que les Juifs allaient devoir subir mais plutôt de pain, de travail et de retour à l'ordre<sup>18</sup>. Au début des années 1920 jusqu'à ce que le parti nazi devienne une énorme machine électorale, il est vrai que les propos antisémites, racistes et violents étaient fréquents dans le discours national-socialiste. Toutefois à compter de 1930, les insultes vulgaires avaient cédé le pas à des thèmes beaucoup plus acceptables comme le déshonorant « diktat » de Versailles ou encore l'inertie du parlementarisme à sortir l'Allemagne de la banqueroute économique<sup>19</sup>. Les nazis obtinrent donc l'ensemble de leurs succès électoraux en se montrant beaucoup plus modérés qu'auparavant. En fait, l'ascension du NSDAP dut bien peu à l'antisémitisme puisque le parti mit délibérément en sourdine ses attaques contre les juifs afin de se montrer plus acceptable aux yeux de la bourgeoisie conservatrice et de l'ensemble de la population<sup>20</sup>.

Un avantage indéniable pour Hitler et son entourage était d'avoir été totalement étrangers à la mise en place et la défense du régime républicain. Jamais Hitler ou l'un des autres dirigeants du parti nazi n'avaient d'une façon ou d'une autre collaboré avec les gouvernements de Weimar<sup>21</sup>. Hitler pouvait ainsi se permettre de critiquer sans broncher la République et d'attaquer tous les partis qui avaient un jour ou l'autre fait partie du gouvernement en leur reprochant de faire partie du « système ». En plus, libres de toute responsabilité gouvernementale, les nazis pouvaient à tort ou à raison proposer des

---

<sup>17</sup> David Schoenbaum, *La révolution brune : la société allemande sous le III<sup>e</sup> Reich (1933-1939)*, Gallimard, 2000, pp.42-43.

<sup>18</sup> Heinrich Winkler, *op. cit.*, p.412 et pp.462-463.

<sup>19</sup> Ian Kershaw, *Hitler...*, p.449.

<sup>20</sup> Lionel Richard, *Nazisme et barbarie...*, p.43 et Enrique Léon et Jean-Paul Scot, *op. cit.*, p.103.

<sup>21</sup> A. J. Nichols, *op. cit.*, p.146 et Ian Kershaw, *Hitler...*, p.482.

remèdes radicaux aux maux du pays sans jamais avoir à les mettre en œuvre. Ils bénéficiaient donc de leur présence continue dans l'opposition car cela signifiait qu'ils n'étaient nullement impliqués dans ce qu'ils qualifiaient de « fiasco républicain ». Avec une telle rhétorique, les nationaux-socialistes cherchaient à polariser le choix des Allemands. Selon eux, trois choix étaient possibles : les nazis qui défendaient la tradition, la nation et les citoyens, les communistes et leur révolution bolchevique ou encore les républicains qui avaient plongé l'Allemagne dans un profond marasme tant économique que politique<sup>22</sup>.

### *Une organisation de propagande efficace*

Pour rivaliser avec les autres partis politiques de la période républicaine, le NSDAP mit au point une machine électorale remarquablement efficace. Devant celle-ci, les vieux partis, notamment le SPD et le Zentrum, semblaient épuisés et incapables de sortir des sentiers battus<sup>23</sup>. À l'opposé, le parti national-socialiste paraissait dynamique et en pleine ascension. Hitler et ses collaborateurs mirent sur pied une propagande efficace qui permettait de s'adresser à de grandes masses humaines de tous les groupes sociaux et ce, durant mais aussi en dehors des campagnes électorales.

Les historiens s'attardent généralement à décrire les talents d'organisateur de Hitler après 1933. Il ne faut toutefois pas négliger le rôle incontournable qu'il joua au niveau de la propagande et de la publicité de son parti dans les années précédant son accession au pouvoir. Véritable virtuose de la propagande, Hitler sut faire en sorte que son parti marque les esprits, en bien ou en mal, afin que personne ne puisse négliger le NSDAP sur l'échiquier politique allemand. Il était très conscient de l'importance de la transmission d'un message aux masses. Ce message se devait d'être simple, concis et explicite afin que tous puissent le comprendre et s'en souvenir<sup>24</sup>. Lorsqu'il dicta *Mein Kampf* à la prison de Landsberg après le putsch manqué de 1923, Hitler affirma que

---

<sup>22</sup> Joseph Bendersky, *op. cit.*, p.82.

<sup>23</sup> Hermann Rauschning, *op. cit.*, p.43.

<sup>24</sup> Henri Burgelin, « Les succès de la propagande nazie » dans Pierre Ayçoberry *et al.*, *L'Allemagne de Hitler 1933-1945*, Paris, Éditions du Seuil, 1991, p.123.

« toute propagande [devait] être populaire et placer son niveau spirituel dans la limite des facultés d'assimilation du plus borné parmi ceux auxquels elle [devait] s'adresser »<sup>25</sup>.

L'organisation de la propagande nazie était également très bien structurée et bien régionalisée. L'Allemagne était divisée en territoires par la direction du parti et chacune de ces régions – appelées *gau* – avait sa propre organisation et son propre bureau de propagande. Une telle organisation permettait de bien connaître chaque ville et village et de savoir quelles étaient les attentes des électeurs. Le parti formait également plusieurs orateurs de qualité, qui étaient parfaitement au courant des enjeux locaux et qui allaient propager la bonne parole du parti aux quatre coins du Reich<sup>26</sup>. Chacun de ces orateurs pouvait donc tenir un discours adapté selon le public qu'il avait devant lui. Le NSDAP disposait aussi d'un nombre impressionnant d'organisations professionnelles et sociales qui lui permettait d'intégrer toutes les couches de la société. Que ce soit pour les médecins, les juristes, les enseignants ou encore les écoliers, les nationaux-socialistes étaient présents dans presque chaque palier de la société allemande et ce, avant même d'accéder au pouvoir<sup>27</sup>.

Le NSDAP possédait une machine électorale comme l'Allemagne n'en avait encore jamais vue<sup>28</sup>. Lors des nombreuses élections qui marquèrent le début des années 1930, le parti déploya une véritable machine de campagne électorale moderne. Utilisant tous les moyens de communication possibles, étant présents partout en Allemagne et tenant des dizaines de discours par jour, les nationaux-socialistes avaient des atouts qu'aucun autre mouvement politique au pays ne possédait. L'innovation la plus spectaculaire fut sans contredit l'utilisation de l'avion par Hitler lors des différentes campagnes électorales. Non seulement l'avion permettait au chef nazi de visiter plusieurs villes par jour mais en plus il donnait une image dynamique et moderne au parti<sup>29</sup>. Ces

---

<sup>25</sup> Adolf Hitler, *Mon combat...*, p.181.

<sup>26</sup> Karl Bracher, *La dictature allemande...*, p.247 et Ian Kershaw, *Hitler...*, p.462.

<sup>27</sup> François-Poncet, *De Versailles à Potsdam : la France et le problème allemand contemporain 1919-1945*, Paris, Flammarion, 1948, p.173.

<sup>28</sup> Sebastian Haffner, *Un certain Adolf...*, p.43.

<sup>29</sup> Ian Kershaw, *Hitler. Essai sur...*, pp.104-105 et Peter Reichel, *La fascination du...*, pp.110-111.



vols de Hitler au-dessus de l'Allemagne étaient fortement médiatisés et commentés par les journalistes, ce qui accordait une excellente publicité au NSDAP.

Le parti sut également profiter mieux que quiconque de l'avènement des médias modernes qu'étaient la radio et le cinéma. Avec une propagande agressive et omniprésente, l'image du parti était partout en Allemagne : sur des affiches, dans des tracts et dans des films. Mais la véritable révolution dans le domaine électoral fut la radio. En 1932, près d'un foyer allemand sur quatre possédait un émetteur, ce qui signifiait que la radio était devenue un véritable enjeu politique<sup>30</sup>. Les dirigeants nationaux-socialistes et principalement Hitler et Goebbels, tenaient fréquemment des discours à la radio.

Des rassemblements politiques étaient organisés par tous les partis politiques. Les communistes et les sociaux-démocrates tenaient des réunions gigantesques qui rassemblaient des dizaines de milliers de personnes et ce, dans plusieurs régions de l'Allemagne. Les rassemblements du NSDAP étaient cependant beaucoup plus impressionnants parce que les nazis en firent de véritables spectacles plutôt que de simples manifestations politiques<sup>31</sup>. Les séances s'ouvraient au son de la musique militaire, suivait ensuite pendant des heures le défilé de différentes organisations nazies dont la SA et la SS. Ce militarisme représentait l'ordre retrouvé, le souvenir des gloires passées et la renaissance de la patrie<sup>32</sup>. Ces rassemblements impressionnaient les foules allemandes, surtout lorsque Hitler en personne prenait la parole.

Hitler représentait probablement le principal atout du NSDAP<sup>33</sup>. Celui-ci magnétisait les foules et attirait le vote des électeurs. Pourtant, à l'époque et même durant le III<sup>e</sup> Reich, il fut à l'intérieur comme à l'extérieur de l'Allemagne largement sous-estimé. Hitler possédait pourtant un véritable talent de persuasion tant en privé que devant les foules et cette capacité à séduire et à convaincre, aucun autre politicien à

---

<sup>30</sup> Jean-Marie Flonneau, *op. cit.*, p.122 et Lionel Richard, *La vie quotidienne...*, p.229.

<sup>31</sup> J. Noakes et G. Pridham, *Nazism 1919-1945*, University of Exeter Press, 1998, tome 1, p.74.

<sup>32</sup> Philippe Renoux, *op. cit.*, pp.75-76.

<sup>33</sup> Ian Kershaw, *Hitler. Essai sur...*, p.81.

l'époque ne semblait la posséder<sup>34</sup>. Les exemples ne manquent pas pour souligner le fait que Hitler ne laissait personne indifférent; Ludendorff à qui nul n'a jamais reconnu d'élan affectif dit un jour l'aimer comme un fils; ou encore Joseph Goebbels qui après avoir ouvertement réclamé son départ de la tête du parti se rangea finalement de son côté<sup>35</sup>. Mais tout ou presque, était calculé. Hitler prit des leçons de diction, travailla sa technique oratoire et apprit ses discours par cœur. L'effet était réussi et les témoignages en ce sens ne manquent pas. Ernst Hanstaengl qui fut l'un des premiers mécènes du parti raconta que les discours de Hitler étaient très convaincants : « Jamais je n'ai entendu un orateur manier comme lui l'allusion mordante et l'ironie. [...] Il possédait, au début de sa carrière, une maîtrise de ses inflexions, de ses phrases et de ses effets qui n'a jamais été égalee »<sup>36</sup>.

---

<sup>34</sup> Sebastian Haffner, *De Bismarck à...*, p.129.

<sup>35</sup> Philippe Renoux, *op. cit.*, p.67.

<sup>36</sup> Ernst Hanstaengl, *Hitler : les années obscures*, Paris, Éditions de Trévise, 1967, p.29.

## Partie III. la mise au pas de l'Allemagne

### Chapitre X. La nomination de Hitler : le dernier recours

#### *Un jeu de coulisse*

En 1932, le NSDAP était le parti qui comptait le plus grand nombre de sièges au Reichstag. Aux élections législatives de juillet, le parti parvint à faire élire 230 députés et à obtenir plus de 37 % des suffrages, ce qui en faisait le mouvement politique le plus important et le plus populaire d'Allemagne. Néanmoins, en dépit de l'assise populaire remarquable dont jouissait Hitler, le président Hindenburg refusa de lui confier les rôles du gouvernement. Au scrutin de novembre 1932, les nazis connurent un recul remarquable en perdant 34 sièges et près de 4 % de leur électorat. Ce recul s'expliquait sans doute par une lassitude des électeurs, fatigués des élections fréquentes mais aussi de l'incapacité du parti à prendre le pouvoir<sup>1</sup>. En votant pour un parti qui semblait condamné à demeurer dans l'opposition, beaucoup d'électeurs avaient l'impression de perdre leur vote. Le parti connaissait également de graves difficultés à l'interne. À court d'argent, le NSDAP risquait d'être incapable de financer une nouvelle campagne électorale, la SA perdait sans arrêt des membres et des critiques contre les dirigeants du mouvement commençaient à se faire entendre. Dans son journal, Goebbels nota qu'à son avis, tous « les espoirs [s'étaient] envolés » et ce, en date du 23 décembre 1932, soit à peine cinq semaines avant l'avènement au pouvoir des nazis<sup>2</sup>. Mais le désespoir était également perceptible de l'extérieur. En Allemagne, en cette fin d'année 1932, le NSDAP passait pour être, malgré son statut de premier parti au Reichstag, un mouvement affaibli et en déclin<sup>3</sup>.

Mais une intervention extérieure tira les nazis de l'impasse dans laquelle ils se trouvaient. Au début du mois de janvier 1933, Franz von Papen désira prendre sa revanche sur Schleicher qui l'avait discrédité en coulisse avant de prendre sa place

---

<sup>1</sup> Ian Kershaw, *Hitler...*, p.556.

<sup>2</sup> Walther Hofer, *Le national-socialisme par les textes*, Plon, 1959, p.26

<sup>3</sup> William Sheridan Allen, *The Nazi Seizure of Power : The Experience of a Single German Town 1930-1935*, New York, New Viewpoints, 1973, p.142.

comme chancelier. Avec l'aide et l'appui du puissant banquier de Cologne Schröder, Papen conçut un plan dans lequel il pouvait faire sortir le pays de son impasse politique. Sa stratégie était de mettre sur pied une coalition qui réunirait les conservateurs ainsi que les nationaux-socialistes, faisant ainsi d'une pierre deux coups : donner un appui parlementaire substantiel à la droite tout en associant le NSDAP, le parti le plus important d'Allemagne, au pouvoir. Dans ses mémoires, Papen se justifie d'avoir ouvert une boîte de pandore en prétextant que le parti le plus important du Reich ne pouvait être éternellement ignoré<sup>4</sup>. Toutefois, lors de ses premiers contacts avec les responsables nazis, Papen ne considérait nullement la possibilité de donner la Chancellerie à Hitler. Étant parfaitement conscient de la méfiance et de l'antipathie de Hindenburg à l'égard du chef nazi, Papen comptait prendre lui-même la tête de la coalition afin de retrouver son ancien poste de chancelier<sup>5</sup>.

Cependant, c'était sans compter l'intransigeance de Hitler. En réaction aux tentatives de Papen de l'intégrer dans le gouvernement, Hitler disait ouvertement que cette coalition d'aristocrates réactionnaires ne pourrait jamais l'inclure lui, l'homme du peuple et du parti le plus populaire<sup>6</sup>. Hitler joua la carte du « tout ou rien » avec la proposition de Papen. Plutôt que d'accepter une simple association au gouvernement ou le poste de vice-chancelier comme Papen le proposait, Hitler réclama rien de moins que la fonction de chancelier. Le 18 janvier, se tint une rencontre entre Hitler et Papen au cours de laquelle le chef nazi se montra inflexible, exigeant à tout prix la Chancellerie. Papen se rendit compte que les meilleures chances pour lui de revenir au pouvoir était de concéder le poste de chancelier à Hitler mais dans des conditions qui lui permettraient d'utiliser le chef nazi à ses propres fins<sup>7</sup>.

Le problème principal était de convaincre Hindenburg de laisser la tête du gouvernement à Hitler puisque, le feld-maréchal méprisait ce dernier. En 1931, alors que le chef nazi tentait d'obtenir le pouvoir, Hindenburg affirma qu'il ne ferait guère mieux

---

<sup>4</sup> Franz von Papen, *op. cit.*, p.226 et p.251.

<sup>5</sup> Henry Turner Jr., *Hitler Janvier 1933...*, p.63.

<sup>6</sup> Richard Evans, *op. cit.*, p.298.

<sup>7</sup> Henry Turner Jr., *Hitler Janvier 1933...*, pp.154-155.

qu'un bon ministre des Postes. Aussi, Hindenburg ne se voyait pas remettre les clés du gouvernement au chef d'un parti aussi intolérant et craignait les répercussions tant nationales qu'internationales qu'une telle nomination risquait d'entraîner<sup>8</sup>. Mais l'entourage de Hindenburg se chargea de le convaincre. Le 22 janvier, Hitler, Papen et Oskar von Hindenburg, le fils du président, se réunirent à Berlin. Pendant un long moment au cours de la soirée, Hitler et Oskar von Hindenburg parlèrent en privé, seul à seul. Personne ne sut au juste ce qu'ils se dirent mais une chose est certaine : Hitler fit une forte impression sur le fils du président et parvint sans nul doute à le rallier à sa cause<sup>9</sup>. Dès lors, une partie de l'entourage de Hindenburg travailla à gagner ce dernier à la cause des nationaux-socialistes.

Du 24 au 26 janvier, Papen et l'entourage de Hindenburg proposèrent à Alfred Hugenberg, chef du DNVP et à Franz Seldte, dirigeant du groupe paramilitaire des Casques d'Acier de se joindrent à l'éventuelle coalition. Si Seldte accepta rapidement, Hugenberg se montra plus réticent. L'attitude de Hugenberg était semblable à celle de plusieurs conservateurs; il considérait les nazis comme une bande d'agitateurs populistes aux idées démagogiques et extrémistes<sup>10</sup>. Il devait toutefois reconnaître que seul le NSDAP était en mesure d'amener un soutien populaire à la droite conservatrice. De son côté, Hitler se montra également réservé à une alliance avec les forces conservatrices. Il considérait les conservateurs comme des réactionnaires incapables et élitistes mais était cependant conscient qu'il devait s'en servir comme leviers afin de prendre le pouvoir. L'alliance entre les nationaux-socialistes et les conservateurs était donc un mariage de raison. La coalition partageait néanmoins plusieurs objectifs communs, comme l'élimination des marxistes, la fin de la République et l'établissement d'un régime autoritaire<sup>11</sup>.

Entre-temps, les résistances de Hindenburg à l'égard de Hitler s'amenuisaient. Son entourage et en particulier son fils Oskar et son conseiller Otto Meissner défendaient

---

<sup>8</sup> Ian Kershaw, *Hitler...*, p.538.

<sup>9</sup> Franz von Papen, *op. cit.*, p.235.

<sup>10</sup> Henry Turner Jr., *Hitler Janvier 1933...*, p.97.

<sup>11</sup> Norbert Frei, *L'État hitlérien et la société allemande 1933-1945*, Paris, Éditions du Seuil, 1994, p.75.

désormais la candidature de Hitler. Le 28 janvier, le chancelier en poste, Kurt von Schleicher démissionna, ce qui obligea Hindenburg à le remplacer dans un délai très bref. À partir de ce moment, Papen et différents proches de Hindenburg se livrèrent à un incroyable travail de persuasion pour convaincre le président d'appeler Hitler au pouvoir. Dans la soirée du 28, Papen fit un rapport rassurant à Hindenburg, soulignant que la majorité des ministres du cabinet ne seraient pas des nationaux-socialistes et que lui-même deviendrait vice-chancelier<sup>12</sup>. Pour la première fois, Hindenburg parut disposé à donner le pouvoir à une coalition à la tête de laquelle se retrouverait Hitler. Il finit par admettre que le chef nazi pouvait représenter un choix acceptable dans la mesure où il permettrait à l'Allemagne de sortir de l'impasse politique dans laquelle elle se trouvait en rassemblant une majorité parlementaire<sup>13</sup>.

Le mois qui précéda la nomination de Hitler au pouvoir révéla l'état de la démocratie en Allemagne. Hitler ne prit pas le pouvoir, il le reçut<sup>14</sup>. Même si son parti était le plus important mouvement politique d'Allemagne et qu'il remporta plusieurs élections législatives, Hitler n'avait pu accéder jusque-là à la Chancellerie du Reich. S'il n'est pas arrivé plus tôt à la tête de l'État allemand, c'est surtout parce qu'une partie des classes dirigeantes hésitaient devant son mouvement à la fois populiste et radical. Rien ne s'est joué sur la place publique ou avec le concours des institutions démocratiques. L'avènement de Hitler a été le cheminement d'un long processus de jeux de coulisse, d'intrigues et de complots. Le fait que cela se soit passé sans résistance active démontre que le régime parlementaire, après tant d'expériences autoritaires, n'était plus en mesure de se défendre. Cependant, Hitler ne fut pas un accident et encore moins un hasard. S'il a pu compter sur le soutien d'une partie des classes dirigeantes, tout en étant à la tête du plus vaste mouvement politique d'Allemagne, c'est qu'il a été voulu<sup>15</sup>.

---

<sup>12</sup> Jean-Marie Flonneau, *op. cit.*, p.155 et Ian Kershaw, *Hitler...*, p.559.

<sup>13</sup> Hans Mommsen, *The Rise and...*, p.518.

<sup>14</sup> Albrecht Tyrell, « Towards Dictatorship : Germany 1930 to 1934 » dans Christian Leitz, *The Third Reich...*, p.29.

<sup>15</sup> Norbert Frei, *op. cit.*, p.73.

### *Une nomination en dernier recours*

La nomination d'Adolf Hitler à la tête du gouvernement était loin d'être le premier choix du président Hindenburg. Mais la situation politique en Allemagne était dans une telle impasse, que Hindenburg n'avait guère d'autres alternatives. Le dernier chancelier de Weimar, Kurt von Schleicher lui demanda de proclamer de nouvelles élections afin d'obtenir l'appui d'une majorité de députés au Reichstag. Toutefois, comme le souligna Horace Rumbold, l'ambassadeur britannique à Berlin, tout le monde savait que si Hindenburg conservait le même chancelier et qu'il ordonnait de nouvelles élections, le résultat risquait d'être le même, c'est-à-dire un gouvernement sans aucune assise parlementaire<sup>16</sup>. En fait, Hindenburg n'avait plus vraiment de marge de manœuvre. Sa première idée aurait sans doute été de renvoyer Schleicher pour redonner la Chancellerie à Franz von Papen mais sans soutien d'un parti important, comme le NSDAP, la situation risquait d'être identique.

La nomination de Hitler au poste de chancelier représentait un avantage non négligeable pour l'ensemble de la classe politique allemande. Pour la première fois depuis Hermann Müller, le chef du parti le plus important allait occuper le poste de chancelier<sup>17</sup>. Les deux derniers chanceliers de Weimar, Papen et Schleicher étaient des aristocrates conservateurs « dont personne ne savait au juste qui ils étaient »<sup>18</sup>. Les deux étaient parvenus au pouvoir en grande partie grâce à leurs liens étroits avec Hindenburg. Ils ne faisaient pas partie de l'un des partis politiques principaux et étaient peu connus du grand public. En voyant arriver Hitler à la Chancellerie, les Allemands purent se dire qu'il s'agissait de quelqu'un qu'ils connaissaient et qui ne provenaient pas de l'ancienne aristocratie régnante d'avant 1918<sup>19</sup>. Cette popularité de Hitler était également appréciable pour la droite traditionnelle et Hindenburg ainsi que son entourage en étaient bien conscients. Depuis des années, la droite conservatrice tentait d'instaurer un régime

---

<sup>16</sup> Grande-Bretagne. Londres. *Documents on British Foreign Policy, 1919-1939*. His Majesty's Stationery Office, série 2, tome 4 (1932-1933), document 231, p.400.

<sup>17</sup> Hermann Müller : chef du SPD et chancelier allemand de 1928 à 1930.

<sup>18</sup> Sebastian Haffner, *Histoire d'un Allemand...*, p.142.

<sup>19</sup> Sebastian Haffner, *De Bismarck à...*, p.140.

autoritaire en Allemagne mais ses efforts étaient freinés à cause du manque d'appuis populaires et parlementaires.

Au cours du mois de janvier 1933, Hindenburg avait presque tout tenté afin d'éviter de recourir à la nomination de Hitler<sup>20</sup>. Mais son entourage immédiat prit soudainement le parti du chef nazi. Cherchant à éviter une guerre civile et à protéger du mieux qu'il le pouvait la Constitution sur laquelle il avait jadis prêté serment, Hindenburg qui était affaibli par son âge avancé se rangea finalement aux conseils de sa camarilla. Même si c'est lui qui donna finalement les clés du pouvoir aux nazis, il faut rappeler qu'il le fit en dernier recours. En outre, dans ces semaines décisives, une rumeur se répandit à Berlin à l'effet que Schleicher et le général Hammerstein avaient contacté la garnison de Potsdam dans le but d'un éventuel coup d'État qui renverserait le feld-maréchal à la tête de l'État allemand. Cette rumeur a pu pousser Hindenburg à donner rapidement sa bénédiction à une coalition dirigée par Hitler<sup>21</sup>.

Lors de la nomination d'Adolf Hitler au poste de chancelier du Reich le 30 janvier 1933, la majorité des Allemands ne soutenaient pas le NSDAP. Avec 34 % des suffrages au dernier scrutin, le parti était loin d'avoir la majorité. Toutefois, même si un nombre impressionnant d'Allemands n'étaient pas convaincus par le chef nazi et ses sbires en janvier 1933, beaucoup étaient prêts à leur accorder une chance car les choses pouvaient difficilement être pires<sup>22</sup>. Après des années de crise économique, de misère et d'impasse politique, l'Allemagne ne semblait pas risquer grand chose. Les nationaux-socialistes affirmaient ouvertement vouloir instaurer un régime autoritaire mais cette tendance avait déjà débuté plusieurs mois auparavant sous les gouvernements de Brüning, Papen et Schleicher. Hitler désirait mettre un terme à la démocratie en Allemagne. Même ceux qui défendaient la République étaient tout à fait conscients que Hitler remplaçait un système qui avait de la difficulté à fonctionner<sup>23</sup>. Depuis près de trois ans, le pays était plongé

---

<sup>20</sup> Philippe Bourdel, *op. cit.*, p.63.

<sup>21</sup> Klaus P. Fischer, *op. cit.*, pp.257-258.

<sup>22</sup> Ian Kershaw, *The Hitler Myth : Image and Reality in the Third Reich*, Oxford, Clarendon Press, 1987, p.49.

<sup>23</sup> Horst Möller, « Structures de pouvoir dans la dictature nationale-socialiste et la transformation des élites politiques » dans Gilbert Krebs et Gérard Schneilin (dir), *État et société...*, p.32.



dans une crise politique qui ne semblait pas avoir de fin et qui amenait les différentes factions politiques à se livrer une véritable guerre civile dans les rues des villes allemandes. Sebastian Haffner écrivit que, fatigués de la misère et des crises, le peuple allemand vécut la fin de l'ère républicaine et l'avènement de Hitler comme une véritable délivrance<sup>24</sup>.

### *La tactique de l'encadrement*

L'une des principales raisons qui peuvent expliquer la décision de Hindenburg de finalement nommer Hitler au poste de chancelier fut sans doute le concept de l'encadrement. Étant parfaitement au courant des intentions autoritaristes et extrémistes de Hitler, les conservateurs mirent en place un système dans lequel Hitler et ses acolytes allaient se trouver en minorité. Le Cabinet des ministres ne devait comprendre que trois nationaux-socialistes : Hitler au poste de chancelier, Hermann Göring comme ministre de l'Air et ministre de l'Intérieur prussien ainsi que Wilhelm Frick en tant que ministre de l'Intérieur du Reich. Tous les autres membres du Cabinet n'étaient pas nationaux-socialistes et quelques uns comme Konstantin von Neurath ou Lutz von Schwerin-Krosigk avaient déjà fait partie d'un gouvernement précédent. Hindenburg était donc rassuré de voir que l'ensemble des postes du gouvernement ne seraient pas détenus par des nazis<sup>25</sup>. Le président du Reich insista également pour que le poste le plus important à ses yeux, celui de ministre de la Reichswehr, soit confié à un homme de confiance. Il désigna Werner von Blomberg pour cette fonction. Hindenburg ignorait cependant que celui-ci était un sympathisant nazi<sup>26</sup>. Un autre homme de confiance de Hindenburg, Franz von Papen rassura le vieil homme en assurant qu'il serait vice-chancelier dans le Cabinet et qu'à ce poste, il serait en mesure d'empêcher « Hitler de prendre des mesures intempestives »<sup>27</sup>. Rassuré par ses proches, Hindenburg avait confiance que le concept d'encadrement empêcherait les débordements nazis.

---

<sup>24</sup> Sebastian Haffner, *De Bismarck à...*, p.139.

<sup>25</sup> Heinrich Winkler, *op. cit.*, p.458.

<sup>26</sup> Klaus P. Fischer, *op. cit.*, p.257.

<sup>27</sup> Hans Mommsen, *Le national-socialisme et...*, p.47.

Tout laisse croire que cet excès de confiance était présent dans l'ensemble de la société allemande mais aussi à l'étranger. L'ambassadeur britannique à Berlin rappela dans une note envoyée à son ministre des Affaires étrangères que le Cabinet était largement dominé par Franz von Papen, ce qui laissait peu de marges de manœuvre à Hitler<sup>28</sup>. En dehors de l'Allemagne, le constat semblait être le même. Beaucoup d'étrangers croyaient que le concept d'encadrement fonctionnerait en bonne partie grâce à Hindenburg que l'on identifiait comme une protection contre l'établissement d'un régime autocratique<sup>29</sup>. Dans les classes politiques allemandes, on était tout aussi confiant que Hitler ne pourrait diriger le pays comme il l'entendrait et qu'il devrait faire des concessions. À Berlin, tout le monde était au courant du mot de Papen à propos de la nomination de Hitler : « Nous l'avons engagé »<sup>30</sup>. Papen tout comme son prédécesseur Heinrich Brüning, reconnurent tous les deux dans leurs mémoires respectives qu'avec le concept d'encadrement qui devait servir de mécanisme de sûreté, l'expérience nazie pouvait être tentée<sup>31</sup>. Du côté des opposants à la coalition, le KPD, le SPD et le Zentrum pensaient que Hitler allait se retrouver prisonnier de la coalition réactionnaire qui l'entourait.

Si l'immense majorité de la population allemande ne se méfia pas suffisamment de l'avènement de Hitler au pouvoir, c'était en bonne partie dû à la possibilité d'une chute rapide du nouveau régime. L'ambassadeur français en Allemagne, André François-Poncet souligna dans une note la perspective plus que probable de l'effondrement de la coalition et du régime naissant<sup>32</sup>. Beaucoup de personnes prédisaient un très court mandat aux nationaux-socialistes. En fait, les Allemands se souvenaient très bien des gouvernements éphémères des chanceliers Papen et Schleicher. On croyait donc que Hitler ne serait pas une exception et qu'il quitterait prématurément ses fonctions. Pour

---

<sup>28</sup> Grande-Bretagne. Londres. *Documents on British Foreign Policy, 1919-1939*. His Majesty's Stationery Office, série 2, tome 4 (1932-1933), document 231, p.399.

<sup>29</sup> Wolfgang Benz, *Geschichte des Drittes Reiches*, Munich, Bundeszentrale für politische Bildung, 2000, p.20 et Edward W. Bennett, « Variety in Perception : Western Views of Nazi Germany » dans Charles S. Maier *et al.*, *The Rise of...*, p.126.

<sup>30</sup> Klaus Hildebrand, *The Third Reich*, Londres, George Allen & Unwin, 1984, p.3.

<sup>31</sup> Franz von Papen, *op. cit.*, p.256 et Heinrich Brüning, *op. cit.*, p.400.

<sup>32</sup> France. Paris. *Documents diplomatiques français, 1932-1939*. Commission de publication des documents relatifs aux origines de la guerre de 1939-1945, série 1, tome 3 (17 mars-15 juillet 1933), document 449, pp.827-828.

l'ensemble de la population allemande, ce fut une véritable surprise de voir Hitler se maintenir au pouvoir plus que quelques mois<sup>33</sup>. Plusieurs personnes pensaient, qu'avec le principe de l'encadrement, il suffirait à Hindenburg et à Papen de congédier Hitler dès que celui-ci deviendrait trop encombrant. La plupart des adversaires des nazis voyaient dans la multitude de promesses contradictoires faites par le NSDAP un prélude à son effondrement. On pensait qu'à terme, le parti ne serait pas en mesure de survivre à ses nombreuses contradictions internes et qu'il quitterait le pouvoir après s'être révélé incapable de mener une politique constructive<sup>34</sup>.

La vérité la plus affreuse dans l'avènement au pouvoir d'Adolf Hitler fut la sous-estimation constante dont il fut l'objet de la part de ses adversaires comme de ses alliés. L'histoire de Hitler a sans doute été celle de sa dépréciation. Comme l'écrivit Bainville, « à chaque pas qu'il faisait, on prédisait sa chute »<sup>35</sup>. Pourtant, Hitler avait su se rendre jusqu'au pouvoir. Mais, même une fois à la tête du gouvernement, il continua à être sous-estimé par les classes dirigeantes. Les élites politiques pensaient diriger Hitler car, pour Hindenburg et son entourage, il était demeuré le simple caporal des tranchées. On sous-estima le chef nazi à un autre niveau également. Reconnu pour ses attaques racistes, antisémites et xénophobes, beaucoup ne le croyaient pas capable de reproduire ses propos belliqueux et provocateurs une fois parvenu au pouvoir<sup>36</sup>. À cause du fameux concept d'encadrement et de la présence de Hindenburg et de von Papen à ses côtés, nombreux étaient ceux qui croyaient que Hitler allait devenir plus responsable et plus posé. Peu de gens prenaient Hitler au sérieux, comme le résuma François-Poncet :

« Rarement s'est rencontré semblable aveuglement politique! Rarement ont été accumulées autant d'illusions, autant d'erreurs psychologiques! Hitler et ses partisans,

---

<sup>33</sup> Sebastian Haffner, *De Bismarck à...*, p.137.

<sup>34</sup> Horst Möller, « La prise de pouvoir par les nationaux-socialistes – une « révolution »? » dans Louis Dupeux (dir), *La révolution conservatrice allemande sous la République de Weimar*, Paris, Éditions Kimé, 1992, p.409 et Karl Bracher, *La dictature allemande...*, p.258.

<sup>35</sup> Jacques Bainville, *Les dictateurs*, Paris, Éditions Denoël et Steele, 1935, p.271.

<sup>36</sup> Francis Lachaise, *op. cit.*, p.64.

qui n'avaient pas camouflé leurs idées, n'avaient pas non plus laissé de doutes sur leur façon d'agir, leurs méthodes et leur mentalité »<sup>37</sup>.

Cet aveuglement conduisit ceux qui étaient censés gouverner Hitler à commettre deux erreurs dramatiques qui ouvrirent la voie à la dictature allemande. Dans un premier temps, le chef nazi réclama des élections en vue d'obtenir une majorité parlementaire. Malgré l'opposition de certains conservateurs, dont Hugenberg, Hindenburg acquiesça. Or, la majorité de la coalition qui se dégagea du scrutin tenu le 5 mars 1933 permit à Hitler de faire voter au Reichstag plusieurs lois antiparlementaires. La seconde erreur concerna les ministères accordés au nationaux-socialistes. Excepté Hitler, deux autres nazis seulement faisaient partie du cabinet : Göring et Frick. Mais les deux occupaient des fonctions incontournables pour quiconque souhaitait contrôler la police, soit les ministères de l'Intérieur du Reich et de la Prusse. Malgré toute la méfiance de Hindenburg et le concept de l'encadrement, Hitler et ses acolytes possédaient déjà des atouts fort utiles pour instaurer un pouvoir dictatorial.

---

<sup>37</sup> André François-Poncet, *Souvenirs d'une ambassade à Berlin (septembre 1931-octobre 1938)*, Paris, Flammarion, 1946, p.87.

## Chapitre XI. La terreur et le nouveau régime

### *La violence et la répression*

L'avènement des nationaux-socialistes et leur installation au pouvoir entraînèrent une utilisation fréquente de la violence. La répression et l'intimidation sont toutefois régulièrement sous-estimées dans l'explication de la mise au pas de l'Allemagne puisque les début du III<sup>e</sup> Reich ne furent pas marqués par le déclenchement d'une guerre mondiale ou la mise sur pied d'une politique génocidaire, comme ce fut le cas à compter des années 1940. La première moitié de l'année 1933 vit l'instauration d'un régime répressif qui n'hésitait pas à intimider, à emprisonner et même à éliminer physiquement ses adversaires.

Profitant des postes-clés qu'occupaient Göring et Frick en tant que ministres de l'intérieur de Prusse et du Reich, les nationaux-socialistes mirent rapidement la main sur les principales organisations policières du pays<sup>1</sup>. Ils purent en outre compter sur la bienveillance de certains dirigeants de l'armée comme Blomberg et Reichenau qui se gardèrent bien d'intervenir<sup>2</sup>. Sans tarder, les responsables nazis mirent au pas ces organisations policières en congédiant les personnes jugées indignes de confiance et en les remplaçant par des employés considérés comme étant plus sûrs. En février 1933, rien que sur le territoire prussien, 14 chefs de police perdirent leur poste<sup>3</sup>. Les nouveaux maîtres du Reich ne se gênèrent pas non plus pour inciter les effectifs policiers à intervenir avec plus de fermeté à l'égard de leurs adversaires politiques. Göring, entre autres, encouragea ses hommes à agir sans fléchir contre les « ennemis de l'État » en les autorisant à se servir davantage de leurs armes<sup>4</sup>. Lorsque le nombre de policiers ne suffit plus aux opérations répressives, il fit appel à la SA et à la SS pour seconder les organisations policières.

---

<sup>1</sup> Grande-Bretagne. Londres. *Documents on British Foreign Policy, 1919-1939*. His Majesty's Stationery Office, série 2, tome 4 (1932-1933), document 263, p.452.

<sup>2</sup> Richard Evans, *op. cit.*, p.317.

<sup>3</sup> Martin Broszat, *op. cit.*, p.115.

<sup>4</sup> Hans Bernd Gisevius, *Jusqu'à la lie*, Paris, Calmann-Lévy, tome 1, p.97 et Richard Bessel, *op. cit.*, p.99.

Les nazis utilisaient la même violence à laquelle ils avaient eu recours avant de prendre le pouvoir, à l'époque où leurs hommes de mains affrontaient les groupes paramilitaires communistes dans les rues. Mais à partir du 30 janvier 1933, cette violence devint « légitime et légale » puisqu'elle n'était plus l'instrument de terreur d'une formation politique mais plutôt celui de l'État allemand. Selon le mot d'André François-Poncet, il s'agissait d'un « terrorisme officiel »<sup>5</sup>. Les ennemis du NSDAP devenaient les ennemis de l'État et du peuple allemand. Dans un discours prononcé le 10 mars, Hitler mit en garde les adversaires du régime : « Lorsque nous rencontrerons une résistance, [...] cette opposition devra être immédiatement et complètement brisée »<sup>6</sup>. Les nationaux-socialistes mirent donc en œuvre un régime de répression qui s'en prenait systématiquement à ses adversaires, en utilisant les outils que leur procurait le pouvoir. À cause de cette atmosphère d'intimidation, on peut aisément comprendre que les critiques et les remarques négatives à l'égard du nouveau chancelier furent peu nombreuses.

Le nouveau régime se servit de la crainte générale à l'égard des communistes afin de consolider son pouvoir. Les dirigeants du III<sup>e</sup> Reich utilisèrent certains événements afin d'exciter davantage la peur d'un possible coup d'État communiste. Dans un premier temps, Hitler se servit d'un appel à la grève généralisée lancé le 31 janvier par le KPD – qui ne fut d'ailleurs pas suivi – pour inciter Hindenburg à signer le décret « pour la protection du peuple allemand »<sup>7</sup>. Le président et son entourage purent voir dans cet appel l'éventuel déclenchement d'un soulèvement marxiste, ce qui était, selon eux, la pire chose qui pouvait survenir en Allemagne. En février, la police perquisitionna la maison Karl Liebknecht, quartier général du KPD à Berlin. Selon la version officielle, les policiers y trouvèrent des documents – qui ne furent jamais dévoilés publiquement – qui annonçaient qu'un soulèvement communiste devait débiter avec l'assassinat de Hitler dans un avenir proche<sup>8</sup>. Par la suite, des perquisitions furent menées dans l'ensemble des locaux du KPD à travers le Reich, où la police trouva des armes et des munitions.

---

<sup>5</sup> André François-Poncet, *Souvenirs d'une ambassade...*, p.101.

<sup>6</sup> Walther Hofer, *op. cit.*, p.60.

<sup>7</sup> François-Georges Dreyfus, *Le III<sup>e</sup> Reich...*, p.112.

<sup>8</sup> William L. Shirer, *Le Troisième Reich : des origines à la chute*, New York, Stock, 1960, tome 1, p.211 et Gilbert Badia, *Ces Allemands qui ont affronté Hitler*, Paris, Les Éditions de l'Atelier, 2000, p.42.

Pour les Allemands, il semblait donc tout à fait probable qu'un putsch communiste survienne dans le but de déloger les nazis du pouvoir et de prendre leur place. Ce fut dans cette atmosphère chargée que survint le fameux incendie du Reichstag. Dans la nuit du 27 au 28 février, le parlement allemand fut la proie des flammes, sans que l'on ne sache jamais avec certitude qui fut l'incendiaire. Beaucoup y virent cependant l'œuvre du KPD, surtout qu'un jeune communiste hollandais du nom de Marinus van der Lubbe fut retrouvé dans le bâtiment en flammes. Les nazis n'attendirent pas une enquête ou un procès pour imputer la responsabilité de l'attentat aux communistes. Ils se servirent de l'incendie du Reichstag pour se débarrasser définitivement de leurs plus sérieux adversaires; pendant les jours qui suivirent l'attentat, le régime nazi exploita l'événement à fond<sup>9</sup>.

La paranoïa collective à l'égard du marxisme donna l'opportunité aux nationaux-socialistes de mettre en place un véritable régime de terreur et ce, en toute impunité. Pour se faire, le régime bénéficia d'ordonnances présidentielles sans consultation parlementaire, au même titre que les décrets-lois de la fin de l'époque weimarienne. Le 4 février, après l'appel général lancé par le KPD et quelques manifestations sans dégâts des sociaux-démocrates, Hitler convainquit Hindenburg de signer une ordonnance pour « la protection du peuple allemand » qui accordait à l'État le pouvoir de réduire les adversaires politiques au silence. Ce décret permettait au gouvernement de limiter la liberté de presse et les réunions publiques ainsi que de poursuivre ceux qui mettaient en péril les intérêts de l'État<sup>10</sup>. Ces dispositions donnaient un avantage certain aux nazis en vue des élections du 5 mars parce qu'elles permettaient au gouvernement de gêner considérablement ses adversaires lors de la campagne électorale. Le lendemain de l'incendie du Reichstag, soit le 28 février, une ordonnance beaucoup plus restrictive suspendait plusieurs droits fondamentaux. Dans le décret « pour la protection du peuple et de l'État », les nazis obtinrent la suspension des libertés individuelles accordées par la Constitution et l'autorisation pour le gouvernement du Reich de détenir les pleins pouvoirs dans les Länder – ce qui incluait les organes policiers locaux - en cas

---

<sup>9</sup> Joseph Bendersky, *op. cit.*, p.103; Hans Mommsen, *Le national-socialisme et...*, p.175 et Gilbert Badia, *Feu au Reichstag : l'acte de naissance du régime nazi*, Paris, Éditions sociales, 1983, p.44.

<sup>10</sup> François-Georges Dreyfus, *L'Allemagne contemporaine...*, p.137 et Jean-Marie Flonneau, *op. cit.*, p.158.

d'urgence<sup>11</sup>. L'ordonnance permettait aussi d'infliger des peines beaucoup plus sévères aux contrevenants. Par exemple, l'incendie de bâtiments publics pouvait entraîner la peine de mort<sup>12</sup>. Ces décrets permirent au NSDAP d'augmenter considérablement son pouvoir en Allemagne et ce, avant même que les élections du 5 mars n'accordent une majorité aux nazis et à leurs alliés.

La terreur du régime était incarnée aussi par l'appareil judiciaire. À partir de mars 1933, les nazis mirent sur pied des cours spéciales devant juger quiconque suspecté de crimes politiques. Mais les preuves devant incriminer les accusés étaient souvent minces ou sans fondements. Tout individu était susceptible d'être jugé et même condamné d'après de simples racontars ou plaisanteries. De plus, les droits de la défense étaient limités et le verdict sans appel. L'exemple de Richard Hüttig est à la fois frappant et révélateur<sup>13</sup>. Hüttig fut accusé d'avoir tué un SS lors d'une opération policière dans son quartier. Le tribunal qui le jugea dut reconnaître que l'accusé n'avait pas d'arme sur lui au moment de son arrestation et que sa culpabilité ne pouvait donc être clairement établie. Il fut malgré tout condamné à mort et exécuté le 14 juin 1933. Par le biais du décret du 28 février, la police pouvait également détenir préventivement toute personne qu'elle jugeait suspecte sans aucune forme de procès ou d'enquête. Cette situation expliqua le nombre élevé de détenus : le 31 juillet 1933, 26 789 personnes étaient détenues « préventivement » dans le Reich<sup>14</sup>.

La terreur utilisée par le régime n'était pas que judiciaire ou policière et prenait souvent un côté beaucoup plus violent. Aux quatre coins de l'Allemagne, les troupes de la SA et de la SS se livraient à de véritables actes de barbarie en volant à gauche et à droite, en vandalisant des maisons et des commerces qui appartenaient à des juifs ou à des communistes et en s'en prenant aussi bien verbalement que physiquement à leurs adversaires. Les affrontements avec les rivaux politiques étaient aussi fréquents et aussi violents qu'avant l'arrivée au pouvoir de Hitler sauf que les hommes de main nazis

---

<sup>11</sup> Serge Berstein et Pierre Milza, *op. cit.*, p.135.

<sup>12</sup> Gilbert Badia, *Feu au Reichstag...*, p.40.

<sup>13</sup> Barbara Koehn, *La résistance allemande contre Hitler 1933-1945*, Paris, Presses Universitaires de France, 2003, p.72.

<sup>14</sup> Wolfgang Sofsky, *L'organisation de la terreur : les camps de concentration*, Calmann-Lévy, 1995, p.44.



pouvaient désormais commettre leurs délits et leurs crimes en toute impunité. Les actions violentes étaient tellement fréquentes que plusieurs personnes s'interrogeaient à savoir si Hitler et les dirigeants nazis n'avaient pas perdu le contrôle de leurs troupes<sup>15</sup>. En quelques mois, voire en quelques semaines à peine, les nationaux-socialistes étaient parvenus à mettre sur pied un véritable régime de terreur où leurs adversaires ne pouvaient ni se défendre ni répliquer.

### *La violence a-t-elle indigné les Allemands ?*

Malgré la violence utilisée par le régime, il semble que l'ensemble des Allemands n'ait pas été outré par celle-ci<sup>16</sup>. Était-ce uniquement de la résignation, conséquence de l'intimidation des nouveaux maîtres de l'Allemagne ou y avait-il un certain accord avec l'État répressif que les nazis mettaient en place ? Ce qui semble certain toutefois, c'est que les actes de résistance à l'égard de cette terreur ainsi que les simples protestations furent rares<sup>17</sup>. Il y en a eu mais très peu. Devant les multiples manœuvres nazies, certains Länder et en particulier la Bavière, se plaignirent au Reichsrat mais moins dans le but de défendre les libertés individuelles et la Constitution que pour critiquer les atteintes à la structure fédérative du Reich. La critique la plus retentissante contre la mise au pas de la société allemande fut probablement la publication du *Livre Brun*. En marge du procès qui se tenait en Allemagne pour juger les accusés – tous communistes – de l'incendie du Reichstag, une assemblée anti-nazie fit un contre-procès à Londres pour démontrer d'une part l'innocence des accusés mais aussi l'instauration d'un régime de terreur en Allemagne<sup>18</sup>. Cette contestation venait cependant de l'étranger et non de l'intérieur des frontières du Reich.

Il semble qu'une bonne partie de la population accepta sans broncher la répression nazie. Pour expliquer ce phénomène, il faut naturellement tenir compte de l'intimidation

---

<sup>15</sup> Grande-Bretagne. Londres. *Documents on British Foreign Policy, 1919-1939*. His Majesty's Stationery Office, série 2, tome 4 (1932-1933), document 253, p.438.

<sup>16</sup> Jean Solchany, « Les historiens face à la violence nazie », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, volume 47, no. 2 (avril-juin 2000), p.230.

<sup>17</sup> Ian Kershaw, *Hitler. Essai sur...*, p.131.

<sup>18</sup> --- *Livre Brun sur l'incendie du Reichstag et la terreur hitlérienne*, Paris, Éditions Tristan Mage, 1992, tome 1, pp.61-117 et tome 2, pp.149-176.

du régime à l'égard de citoyens qui eurent sans doute été tentés de protester d'une façon ou d'une autre. Mais il apparaît également que l'avènement d'un régime autoritaire répondait à certaines attentes de la population allemande. La plupart des citoyens étaient fatigués des luttes incessantes de Weimar et des affrontements entre les diverses factions politiques. Hitler avait donc intérêt à prendre toutes les mesures nécessaires pour le rétablissement et le maintien de l'ordre<sup>19</sup>. Pendant toute la période républicaine, le peuple allemand avait connu les combats avec les spartakistes et les luttes entre les nazis et les communistes et il était satisfait que le désordre et la violence disparaissent enfin peu à peu des rues<sup>20</sup>. Toute la nouvelle réglementation que le gouvernement de Hitler mit en place était souvent bien accueillie parce qu'elle paraissait comme une volonté politique de rétablir l'ordre. En plus, les « bons citoyens » étaient las du chaos et de l'anarchie des dernières années de la période républicaine, et aspiraient à un retour de l'ordre public surtout que la perspective d'être eux-mêmes arrêtés et détenus dans les camps de concentration ne les concernaient guère<sup>21</sup>.

Tout porte à croire que ces citoyens étaient satisfaits de Hitler qui se comportait en chef et qui remplaçait les hésitations, les tergiversations et les incertitudes républicaines par une détermination et une volonté implacable de protéger le peuple allemand contre ceux qui voulaient causer le désordre<sup>22</sup>. Beaucoup d'Allemands soutinrent la répression nazie parce qu'elle s'abattait sur ceux qui étaient présentés comme étrangers à la communauté nationale. Le régime tâchait de réduire au silence et de mettre hors d'état de nuire des gens qui passaient pour être des criminels, des asociaux et des marginaux. Il n'y eut donc guère de protestations lorsque l'État s'attaqua à la gauche allemande et aux juifs<sup>23</sup>. Il faut également souligner qu'au début du III<sup>e</sup> Reich, les principales attaques nazies étaient portées contre leurs adversaires marxistes et non contre les gens de confession juive. Observant le cours des événements, l'ensemble des Allemands était convaincu que les communistes avaient tenté de renverser le

---

<sup>19</sup> Robert Gellately, *op. cit.*, p.15.

<sup>20</sup> Paul Simelon, *op. cit.*, p.91 et Christian von Krockow, *op. cit.*, p.163.

<sup>21</sup> Robert Gellately, *op. cit.*, p.88.

<sup>22</sup> France. Paris. *Documents diplomatiques français, 1932-1939*. Commission de publication des documents relatifs aux origines de la guerre de 1939-1945, série 1, tome 3 (17 mars-15 juillet 1933), document 143, p.254 et Ian Kershaw, *Hitler...*, pp.647-648.

<sup>23</sup> Pierre Ayçoberry, *La société allemande...*, p.76.

gouvernement en place, de prendre le pouvoir par un coup d'État et d'enclencher une révolution bolchevique. Les Allemands étaient donc reconnaissants au régime d'avoir tenu ces trouble-fêtes de l'ordre public en échec. La violence ne nuisait donc pas forcément à l'image de Hitler puisque en se montrant implacable à l'égard de ses adversaires qui étaient devenus des « ennemis de l'État », il se présentait comme le premier défenseur du peuple allemand.

Il faut également souligner qu'à l'époque, principalement à cause de la censure et de la manipulation de l'information, les Allemands n'étaient pas réellement conscients de ce qui se passait. Dès 1933, les nazis ordonnèrent la construction de camps de concentration dans le but d'emprisonner les criminels et les « ennemis de l'État ». À l'époque, les camps n'étaient pas un secret puisque les médias firent de nombreux reportages sur le sujet. Les Allemands savaient donc, en partie, ce qui s'y passait. Cependant, ce qui était écrit dans les journaux et ce qui était mentionné à la radio n'étaient qu'une image idyllique de la réalité. Plusieurs aspects de la vie quotidienne n'apparaissaient pas dans les reportages comme la torture, la sous-alimentation des détenus et le surpeuplement des cellules. Quelques mois après la consolidation du régime, le nombre de détenus dans les camps baissa considérablement. En novembre 1933, 11 000 personnes étaient enfermées dans les camps de concentration prussiens, au printemps 1934 après une amnistie de Noël, on en comptait 5000 et il n'y en avait plus que 1 243 en août 1934<sup>24</sup>. Une bonne proportion d'Allemands mal informés pouvait ainsi se dire qu'une fois les temps durs du début du régime passés, la situation revenait tranquillement à la normale.

La terreur et la répression ne venaient jamais seules. Hitler savait pertinemment bien qu'un régime axé uniquement sur la terreur pouvait se révéler fragile et il était conscient qu'il fallait « susciter un sentiment collectif d'enthousiasme en faveur du gouvernement »<sup>25</sup>. La mise au pas de l'Allemagne mais aussi des individus s'opéra de différentes façons : la terreur, l'intimidation et la séduction. La tactique des nazis a été

---

<sup>24</sup> Wolfgang Sofsky, *op. cit.*, p.44.

<sup>25</sup> Martin Broszat, *op. cit.*, p.141.

d'avoir recours à la terreur uniquement lorsqu'ils ne pouvaient atteindre leurs buts en utilisant des procédés charismatiques et pacifiques<sup>26</sup>. Le régime contrebalançait ses politiques répressives et policières par des mesures sociales et nationales. Il est évident que la terreur et la violence nazies ont joué un rôle fondamental dans l'installation et la consolidation du pouvoir des nationaux-socialistes. Toutefois, comme le note Robert Gellately, la terreur ne peut à elle seule expliquer ni la facilité avec laquelle le régime se mit en place ni la stabilité dont allait jouir le III<sup>e</sup> Reich jusqu'à sa chute<sup>27</sup>.

---

<sup>26</sup> Klaus Hildebrand, *op. cit.*, p.21.

<sup>27</sup> Robert Gellately, *op. cit.*, p.14.

## Chapitre XII. Un semblant de consensus

### *Un régime rassembleur*

Une fois parvenus au pouvoir, les nationaux-socialistes ne perdirent guère de temps à instaurer un régime autoritaire en Allemagne et à s'attaquer à tout ce qui pouvait s'apparenter de près ou de loin à de la résistance. En quelques mois à peine, les nazis parvinrent à mettre au pas la quasi totalité de la société allemande soit en réussissant à rallier à leur cause les citoyens allemands ou en ayant recours à des arguments plus répressifs pour mettre hors d'état de nuire ceux qui refusaient d'adhérer au mouvement. Ce qui est cependant déconcertant aujourd'hui et qui était également surprenant pour les contemporains, ce fut la résignation, voire l'acceptation, de l'ensemble de la population allemande à l'égard du national-socialisme. Joseph Roth s'étonna à l'époque que les Allemands semblaient accepter la transformation de leur société « avec indifférence, comme si cela allait de soi »<sup>1</sup>.

Il semble que dans bon nombre de cas, le ralliement au régime se fit sans véritable contrainte, sans que les dirigeants aient eu besoin de recourir aux armes paramilitaires et policières nazies. Selon les recherches d'Ulrich Pfeil, la ville de Heide située dans la région du Schleswig-Holstein, vit que l'assujettissement au régime était accepté de bon gré par ses citoyens et ne connut pas de réel geste d'opposition face au nouveau gouvernement<sup>2</sup>. Les témoignages en ce sens ne sont d'ailleurs pas rares. Se trouvant aux premières loges de l'instauration de la dictature nazie et du peu d'opposition que celle-ci suscita, André François-Poncet écrivit le 22 mars 1933 soit la veille du vote sur la loi pour les pleins pouvoirs, que le peuple allemand semblait se jeter « avec ardeur » dans la voie que les nouveaux maîtres de l'Allemagne lui indiquaient<sup>3</sup>. Déçue et dépitée du régime républicain, une bonne partie de la population allemande accueillit le III<sup>e</sup> Reich

---

<sup>1</sup> Joseph Roth, *Une heure avant la fin du monde*, Liana Levi, 2003, p.13.

<sup>2</sup> Ulrich Pfeil, « La « prise de pouvoir » par les nationaux-socialistes dans une petite ville de province : « mise au pas », persécutions et résistance à Heide, Schleswig-Holstein » dans Gilbert Krebs et Gérard Schneilin (dir), *État et société...*, p.187.

<sup>3</sup> France. Paris. *Documents diplomatiques français, 1932-1939*. Commission de publication des documents relatifs aux origines de la guerre de 1939-1945, série 1, tome 3 (17 mars-15 juillet 1933), document 32, p.62.

avec un certain soulagement et surtout beaucoup d'espoirs. De nos jours, plusieurs historiens abondent dans le même sens et affirment que bien qu'étant devenu rapidement une dictature, le régime nazi n'en était pas moins bien accepté par une large proportion de la population allemande<sup>4</sup>. En fait les seuls moments de doute au début du régime semblent être survenus au printemps 1934 lorsque les promesses économiques mirent du temps à se concrétiser et que les élites conservatrices craignirent que les troupes de la SA ne déclenchent une « seconde révolution ».

L'État nazi naissant contrastait avec la république weimarienne. Tandis que la société de Weimar divisait les gens en groupes distincts selon leur religion, leur classe sociale ou leur métier, le national-socialisme tâcha de réunir les Allemands<sup>5</sup>. Hitler et ses acolytes utilisèrent le mythe de la *Volksgemeinschaft* ou Communauté nationale qui visait à réconcilier les Allemands après tant de crises et à les réunir autour du grand projet de la renaissance de l'Allemagne. Il va sans dire que le régime bannit de son propre chef certaines catégories de la population notamment les juifs ou les homosexuels. Les nazis s'efforcèrent cependant de regrouper autour du régime tous ceux qu'ils considéraient comme des citoyens. Après tant d'années de luttes intérieures et de divisions nationales, beaucoup d'Allemands furent soulagés de voir enfin un gouvernement s'attarder à rassembler les citoyens autour d'un projet commun. L'ensemble de la population avait l'impression de retrouver une solidarité nationale qui faisait dramatiquement défaut sous la République<sup>6</sup>.

Le régime nazi parvint de façon inattendue et surprenante à faire ce qui avait auparavant fait le succès du NSDAP : obtenir le soutien de gens provenant de différentes régions et de différents groupes sociaux. Hitler put aussi compter dès son avènement au pouvoir sur le soutien de ceux qui auraient probablement été les mieux placés pour lui mettre des bâtons dans les roues et favoriser une chute hâtive de son gouvernement. Au premier rang de ceux-ci, se trouvaient les conservateurs qui étaient censés au départ

---

<sup>4</sup> Entre autres Robert Gellately, *op. cit.*, p.15; Ian Kershaw, *The Hitler Myth...*, p.46; Pierre Ayçoberry, *La société allemande...*, p.106 et Nibert Frei, *op. cit.*, p.126.

<sup>5</sup> Pierre Ayçoberry, *La société allemande...*, p.78.

<sup>6</sup> Gilbert Merlio, *Les résistances allemandes...*, p.26.

« encadrer » Hitler et le diriger. Toutefois, les mesures que Hitler prit dans les premiers mois de 1933 étaient en accord avec les volontés des élites traditionnelles allemandes; Hitler et ses partenaires conservateurs s'accordaient pour instaurer un régime autoritaire et mettre fin au parlementarisme<sup>7</sup>. Deuxièmement, les fonctionnaires de l'État allemand se montrèrent pour la plupart enthousiastes de servir Hitler et ses acolytes. Même si beaucoup de fonctionnaires étaient loin d'être convertis au national-socialisme, les nazis purent compter sur un appareil bureaucratique fiable pour l'essentiel puisque beaucoup des employés de l'État, fatigués des incessants changements sous la République furent conquis par les appels du régime à la stabilité et à la restauration des « valeurs nationales »<sup>8</sup>. L'armée, fut le troisième groupe qui aurait pu contrecarrer les plans de Hitler mais qui se montra, bien au contraire, disposée à collaborer avec le nouveau régime. Il fallut cependant attendre les semaines suivant la purge de la Nuit des Longs couteaux pour que Hitler obtienne officiellement le ralliement de la Reichswehr à son régime. Il put cependant compter jusqu'à ce moment sur « l'inaction sympathique des forces armées », celles-ci demeurant immobiles devant l'instauration de la dictature nazie<sup>9</sup>.

Un des aspects qui peuvent expliquer le consensus affiché par la société allemande au début du régime hitlérien est l'adhésion en masse au NSDAP ainsi qu'aux différentes organisations du parti. De nombreuses associations nazies comme les Jeunesses hitlériennes, la SA ou la NS Frauenschaft virent leurs rangs grossir de façon considérable après la nomination de Hitler<sup>10</sup>. Même si un nombre impressionnant d'Allemands devinrent membres de ces associations de bonne foi, il est important de souligner que beaucoup de ces inscriptions furent faites dans un élan opportuniste. En effet, personne ne désirait faire partie des derniers à se rallier, alors tout le monde se

---

<sup>7</sup> Martin Broszat, *op. cit.*, p.105 et Lawrence D. Stokes, « Conservative Opposition to Nazism in Eutin, Schleswig-Holstein 1932-1933 » dans Francis Nicosia et Lawrence D. Stokes (dir), *Germans against Nazism : Nonconformity, Opposition and Resistance in the Third Reich*, New York, St. Martin's Press, 1990, p.38.

<sup>8</sup> Karl Bracher, *La dictature allemande...*, pp.287-288 et p.312.

<sup>9</sup> Richard Evans, *op. cit.*, p.361.

<sup>10</sup> Robert Gellately, *op. cit.*, p.32 et Jean-Denis Lepage, *Hitler Jugend : la jeunesse hitlérienne 1922-1945*, Paris, Armand Colin, 1997, pp.30-31 et p.80.

précipita pour s'engager auprès du nouveau régime<sup>11</sup>. Comme le nota Sebastian Haffner, la meilleure façon de ne pas être frappé était celle de frapper avec les bourreaux<sup>12</sup>. Il n'en demeure pas moins que, vu de l'extérieur, le ralliement en masse aux organisations nazies donnait l'impression qu'un peuple entier rejoignait avec impatience les rangs hitlériens.

Les plébiscites organisés à la fin de l'année 1933 furent une autre occasion pour le régime de montrer qu'une majorité écrasante de citoyens l'appuyait dans ses projets et ses réalisations. En novembre, les Allemands furent appelés à se prononcer sur deux sujets à la fois : la sortie de leur pays de la Société des Nations et l'élection d'un nouveau Reichstag basé sur une liste unique de candidats. Dans les deux cas, l'appui aux nazis fut éclatant; 95,1 % des votants approuvèrent la décision de Hitler de claquer la porte de la SDN, tandis que 92,1 % des suffrages exprimés appuyaient les candidats nazis au Reichstag<sup>13</sup>. Ces plébiscites étaient cependant peu fiables puisque les nazis manipulèrent les résultats et intimidèrent ceux qui auraient pu vouloir voter contre eux. Ils donnaient toutefois l'impression, pour les contemporains comme René Capitant, que le III<sup>e</sup> Reich était un régime plébiscitaire, sanctionné et confirmé par des consultations publiques<sup>14</sup>. Les résultats des plébiscites nazis envoyaient un message clair tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Allemagne : l'immense majorité du peuple soutenait Hitler<sup>15</sup>.

### *La propagande*

Pour favoriser le ralliement des masses allemandes au nouveau régime et pouvoir afficher un relatif consensus de la société allemande à l'égard de l'État nazi, les nationaux-socialistes eurent recours à une prodigieuse utilisation de la propagande. Les nazis entendaient rallier le peuple allemand non pas uniquement par le biais de la soumission et de la peur, mais aussi et principalement en utilisant des images populaires, des idéaux communs et des phobies collectives. Cet aspect des mesures nazies entreprises

---

<sup>11</sup> Hans Bernd Gisevius, *op. cit.*, tome 1, p.105.

<sup>12</sup> Sebastian Haffner, *Histoire d'un Allemand...*, p.201.

<sup>13</sup> Heinrich Winkler, *op. cit.*, p.493.

<sup>14</sup> René Capitant, *Face au nazisme : écrits 1933-1938*, Strasbourg, Presses Universitaires de Strasbourg, 2004, p.69.

<sup>15</sup> Robert Gellately, *op. cit.*, p.31 et André François-Poncet, *De Versailles à...*, p.214.



dans le cadre de la mise au pas de l'Allemagne ne doit pas être négligé puisque les « Allemands ordinaires » recevaient quotidiennement des informations manipulées sur l'actualité politique et subissaient une publicité incessante vantant les accomplissements et les mérites du nouveau régime. En 1933, la propagande nazie n'était pas aussi présente que celle utilisée durant la guerre mais elle était cependant déjà visible au sein du Reich allemand. Rien que pour l'année 1933, pas moins de 50 discours de Hitler furent diffusés à la radio, soit en moyenne un par semaine<sup>16</sup>.

À l'image du reste de la société allemande, le domaine des communications et des arts fut progressivement mis au pas par les dirigeants nazis. Dans l'optique de contrôler l'information publique allemande, le ministère de la Propagande fut créé le 11 mars 1933 sous la direction de Joseph Goebbels. Quelques mois plus tard en septembre, la Chambre culturelle du Reich fut fondée et destinée à contrôler toutes les sphères de la vie culturelle du pays. La création de ces deux institutions permit aux nationaux-socialistes de censurer le contenu et le discours de tout média ou de toute communication. Pour Goebbels, l'élément-clé de la propagande était l'élimination de toute source d'information alternative de celle provenant du régime nazi<sup>17</sup>. Le ministère de la Propagande cherchait ainsi à poursuivre et à mettre hors d'état de nuire quiconque osait tenir un discours contradictoire à celui du gouvernement du Reich. Dans le cadre de cette politique, des centaines de journaux furent interdits et des milliers de rédacteurs et de journalistes furent poursuivis et arrêtés. Goebbels tenait toutefois à ce que soit conservé une certaine pluralité dans les médias allemands; sur les 4 700 journaux qui existaient à la fin de la République, plus de 2 500 furent conservés<sup>18</sup>. Comme le disait Goebbels lui-même : l'important était « que chacun joue de son instrument, pourvu qu'ils jouent tous la même musique »<sup>19</sup>.

Le moyen de communication qui était fort probablement le mieux contrôlé et le mieux utilisé par les nazis fut la radio. Goebbels saisit toute l'importance que pouvait

---

<sup>16</sup> Peter Reichel, *La fascination du ...*, p.155.

<sup>17</sup> Z.A.B. Zeman, *Nazi Propaganda*, Oxford University Press, 1973, p.41.

<sup>18</sup> Jean-Marie Flonneau, *op. cit.*, p.181.

<sup>19</sup> Henri Burgelin, « Les succès de... », p.129.

représenter cet outil de diffusion moderne car il était parfaitement conscient du rôle que pouvait jouer la radio dans la consolidation du pouvoir nazi. Il intégra la propagande qui vantait les mérites du régime et de Hitler à des émissions de détente et de divertissement mais aussi à des messages publicitaires. Ainsi, la programmation radiophonique contenait des messages positifs à l'égard du régime. Goebbels fit également en sorte que soit offert sur le marché un récepteur radio populaire, le Volksempfänger VE 301, que les Allemands pouvaient se procurer à un prix modique<sup>20</sup>. Les nationaux-socialistes faisaient ainsi une pierre deux coups; dans un premier temps, ils permettaient à presque n'importe quel Allemand de se doter d'un appareil de communication moderne, tout en s'assurant que le plus grand nombre de citoyens possible puisse écouter la propagande nazie.

Un autre moyen qu'utilisa le régime pour s'attacher les faveurs du peuple allemand fut la profusion de fêtes populaires et de commémorations symboliques de toute sorte. Régulièrement, à chaque date importante pour la nation allemande, mais aussi pour le parti, diverses célébrations étaient organisées dans les différentes régions du Reich. Sebastian Haffner souligna que constamment distraits et divertis par le régime, les gens étaient forcément moins enclins à y être opposés<sup>21</sup>. Le régime fit de nombreux efforts pour divertir les Allemands mais aussi pour les rallier à ses idéaux et ses volontés. Pour exciter davantage un nationalisme déjà répandu, Goebbels ordonna que le 28 juin, date de la signature du traité de Versailles, tous les bâtiments officiels mettent le drapeau allemand en berne ainsi que les établissements d'instruction donnent « une leçon sur la honte et l'humiliation infligées » à la patrie allemande<sup>22</sup>. Les célébrations pour accorder une légitimité au III<sup>e</sup> Reich en le rattachant à la tradition et à la continuité allemandes ne manquaient d'ailleurs pas. Deux jours avant le vote sur la loi des pleins pouvoirs, Goebbels organisa une remarquable mise en scène à l'église de la garnison de Potsdam. À cet endroit où avait défilé tous les rois prussiens, dont Frédéric le Grand, Hindenburg et Hitler assistèrent à une commémoration qui devait lier le régime nazi au passé allemand. L'événement fut bien sûr largement diffusé par le biais des journaux, de la

---

<sup>20</sup> Peter Reichel, *La fascination du...*, p.150.

<sup>21</sup> Sebastian Haffner, *Histoire d'un Allemand...*, p.191.

<sup>22</sup> France. Paris. *Documents diplomatiques français, 1932-1939*. Commission de publication des documents relatifs aux origines de la guerre de 1939-1945, série I, tome 3 (17 mars-15 juillet 1933), document 419, p.765.

radio mais aussi de photographies et d'affiches distribuées aux quatre coins de l'Allemagne.

Le contrôle de l'ensemble des médias et des communications fut complété avant même que les nazis ne représentent l'unique mouvement politique en Allemagne. Lors de la campagne pour les élections du 5 mars, l'ambassadeur britannique à Berlin, Sir Horace Rumbold, remarqua que Hitler possédait un avantage non négligeable sur ses adversaires puisque les nazis avaient recours à tous les moyens de communications du Reich<sup>23</sup>. Le meilleur exemple fut sans doute la mainmise sur la radio nationale qui permit aux voix des principaux orateurs nazis – en particulier celles de Hitler et de Goebbels – de se répandre allégrement dans les foyers allemands tandis que les dirigeants des partis politiques adverses furent réduits au silence<sup>24</sup>. Durant cette campagne, les nationaux-socialistes bénéficièrent également d'importants appuis financiers du grand capital allemand. S'il est vrai qu'avant la nomination de Hitler au pouvoir, le NSDAP ne put guère compter sur le soutien financier de l'ensemble des grands industriels allemands, il est en revanche établi que ceux-ci se montrèrent beaucoup plus généreux à l'égard de Hitler et de son parti à partir de février 1933<sup>25</sup>. Cette rentrée d'argent substantielle permit au parti de mener une campagne électorale telle que l'Allemagne n'en avait jamais vue. Un peu partout dans le Reich, les nazis organisèrent des défilés et des parades, des rassemblements grandioses et des fêtes populaires en grande quantité. Toutes ces célébrations du régime aidaient les Allemands à se faire une image positive du régime.

---

<sup>23</sup> Grande-Bretagne. Londres. *Documents on British Foreign Policy, 1919-1939*. His Majesty's Stationery Office, série 2, tome 4 (1932-1933), document 238, p.410.

<sup>24</sup> Georges Goriely, *1933, Hitler prend le pouvoir*, Éditions Complexe, 1999, p.133.

<sup>25</sup> Henry Rousso, « Le grand capital a-t-il soutenu Hitler? » dans Pierre Ayçoberry *et al.*, *L'Allemagne de...*, p.158.

## Chapitre XIII. La division et l'effondrement de l'opposition

### *La division de la gauche*

Il fallut relativement peu de temps aux dirigeants nationaux-socialistes pour contrôler la totalité de la vie politique en Allemagne. Nommés au pouvoir le 30 janvier 1933, Hitler et ses acolytes réussirent, par un savant mélange d'intimidation et de persuasion, à rallier ou à éliminer tous leurs adversaires politiques. Avec l'aide de leurs alliés conservateurs, les dirigeants nazis s'attaquèrent en premier à la gauche allemande, principalement aux forces communistes, discréditées et mises au ban de la nation après le fameux incendie du Reichstag. En soutenant et en appuyant Hitler dans sa lutte contre la gauche, les forces conservatrices ne se doutèrent pas que c'était le pouvoir nazi qui se renforçait. Quelques mois après, le 14 juillet, tous les partis politiques allemands, excepté le NSDAP, furent strictement interdits.

Si les nationaux-socialistes s'en prirent d'abord à la gauche allemande, outre la considération idéologique, ce fut parce qu'ils savaient qu'elle pouvait potentiellement devenir une sérieuse menace pour leur régime. Les deux principaux partis de la gauche, le KPD et le SPD étaient deux organisations populaires et bien structurées, qui ne manquaient ni de moyens et ni d'appuis. Dans les faits cependant, la gauche allemande ne représenta pas une réelle menace pour le gouvernement nazi parce qu'elle était trop divisée. Le SPD et le KPD étaient à ce moment aux antipodes, avaient des stratégies différentes pour faire face au nazisme et se méprisaient mutuellement. Les communistes reprochaient aux socialistes leur long soutien au chancelier Brüning lorsque celui-ci avait imposé des mesures d'austérité aux Allemands, ce qui leur valut le sobriquet de « sociaux-fascistes ». En 1931, le chef du KPD, Ernst Thälmann, affirma même qu'une dictature fasciste ne pouvait être pire qu'un gouvernement social-démocrate<sup>1</sup>. Le SPD de son côté critiquait l'attitude ouvertement antiparlementaire des communistes, ainsi que leur intransigeance à se maintenir systématiquement dans une position d'isolement<sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> Gilbert Badia, *Ces Allemands qui...*, p.40.

<sup>2</sup> Philippe Bourdel, *op. cit.*, p.59.

Plutôt que de s'entraider et de faire front commun devant le danger nazi, les deux principaux partis de gauche s'en prenaient l'un à l'autre. L'avènement des nazis au pouvoir ne plongea pas l'Allemagne dans une guerre civile comme certains le craignaient. Toutefois, si tel eut été le cas, la gauche allemande n'aurait eu guère de chance de l'emporter; elle était beaucoup trop divisée pour affronter efficacement les organisations paramilitaires nazies ainsi que les organisations policières du Reich qui se soumirent rapidement aux nouveaux maîtres de l'Allemagne<sup>3</sup>.

En plus d'être profondément divisée, la gauche allemande ne comprit pas l'ampleur réelle de la menace nazie. Jusqu'à ce qu'il soit officieusement interdit à la fin février 1933, le KPD se méprit totalement sur les intentions du régime nazi. Jusqu'à la fin novembre 1932, le parti communiste fit souvent front commun avec le NSDAP pour protester contre les gouvernements de la République dans diverses grèves ou manifestations politiques<sup>4</sup>. Lorsqu'ils virent les nazis parvenir au pouvoir, les communistes allemands crurent que le règne du gouvernement national-socialiste serait de courte durée. En raison de la crise économique qui sévissait, le KPD pensait que Hitler ne réussirait pas à améliorer la situation et même qu'elle empirerait, ce qui causerait inévitablement sa chute<sup>5</sup>. Les communistes sous-estimèrent également la volonté et la capacité de répression du gouvernement nazi à leur endroit. Suite à l'incendie du Reichstag, le parti fut officieusement interdit mais ses dirigeants ne parvinrent pas à réagir efficacement, comme le montre l'arrestation de Thälmann le 3 mars. En fait, le KPD n'était probablement pas préparé à poursuivre ses activités dans la clandestinité<sup>6</sup>. Dès que le régime nazi entreprit de briser le mouvement communiste, celui-ci perdit toute son importance et son efficacité. Malgré la répression, certains militants demeurèrent actifs en ramassant des cotisations, en imprimant des tracts et en essayant de recruter de

---

<sup>3</sup> Heinrich Winkler, *op. cit.*, p.457.

<sup>4</sup> Karl Bracher, *La dictature allemande...*, p.271.

<sup>5</sup> Gilbert Badia, « Panorama des résistances allemandes 1933-1945 » dans Françoise Knopper et Alain Ruiz (dir), *Les résistants au III<sup>e</sup> Reich en Allemagne et en exil*, Toulouse, Presses Universitaires du Mirail, 1997, p.21 et Pierre Ayçoberry, *La question nazie : essai sur les interprétations du national-socialisme (1922-1975)*, Éditions du Seuil, 1979, p.81.

<sup>6</sup> Hartmut Mehringer, « La résistance du mouvement ouvrier et son échec » dans Christine Levisse-Touzé et Stefans Martens, *Des Allemands contre le nazisme : Opposition et résistances 1933-1945 : Actes du colloque franco-allemand organisé à Paris du 27 au 29 mai 1996*, Paris, Albin Michel, 1997, p.35.

nouveaux membres<sup>7</sup>. Par contre, les quelques dizaines de milliers de partisans communistes toujours en activité ne représentaient plus qu'une poignée d'opposants dans la masse de 60 millions d'Allemands.

Pendant les années du « système présidentiel » à la fin de la période républicaine, le SPD apparaissait comme le défenseur de la Constitution et de la République<sup>8</sup>. Il était donc normal qu'au moment où les nazis établirent leur dictature, les espoirs républicains se tournent vers les sociaux-démocrates. Mais, à l'image de son adversaire communiste, le SPD évalua mal la portée de la menace nationale-socialiste. Pour le SPD, il était hors de question de se lancer dans une résistance illégale pour combattre le nazisme tant que le Reichstag fonctionnait<sup>9</sup>. Dans le cadre de la campagne électorale précédant le scrutin du 5 mars, le SPD joua le jeu démocratique en escomptant battre les nazis à la régulière et affaiblir ainsi le Cabinet de Hitler. Les élections ne donnèrent toutefois pas les résultats voulus aux sociaux-démocrates. En outre, avec l'application du décret du 28 février et la mainmise nazie sur les organisations policières, il apparut vite que le SPD n'avait plus guère de marge de manœuvre. Un autre problème de taille pour le parti fut sa division interne<sup>10</sup>. Certains de ses dirigeants comme Otto Wels et Kurt Schumacher s'exilèrent, publièrent des journaux antinazis comme le *Neuer Vorwärts* et fondèrent la SOPADE<sup>11</sup>. D'autres dirigeants sociaux-démocrates, comme Karl Severing, étaient plus résignés et se retirèrent volontairement de la vie politique active. Mais ceux qui se firent le plus d'illusions étaient les dirigeants du parti qui crurent qu'en amadouant Hitler, on pouvait éviter les foudres du régime. Le 17 mai, la cinquantaine de députés restant du SPD se prononcèrent en faveur d'une résolution de confiance envers Hitler et sa « politique de paix », ce qui n'empêcha pas pour autant l'interdiction du parti.

---

<sup>7</sup> Michel Fabréguet, « Oppositions, dissensions et résistances sous le régime national-socialiste (1933-1945) », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, tome 29, no. 1 (janvier-mars 1997), p.22.

<sup>8</sup> Hans Mommsen, *From Weimar to...*, p.39.

<sup>9</sup> Peter Hoffman, *German Resistance to Hitler*, Harvard University Press, 1988, p.52.

<sup>10</sup> Erich Matthias, « German Social Democracy in Weimar Republic » dans Anthony Nicholls et Erich Matthias (dir), *German Democracy and...*, p.56.

<sup>11</sup> Françoise Knopper, « Paramètres de la résistance de la Sopade » dans Françoise Knopper et Alain Ruiz (dir), *Les résistants au...*, pp.189-190.

Si la gauche allemande sous-estima le danger réel que représentait le nazisme en Allemagne et qu'elle se montra divisée, la réaction des autres mouvements politiques fut, somme toute, assez similaire. Dans les six premiers mois de 1933, on put assister à une véritable désolidarisation des groupes politiques entre eux<sup>12</sup>. Les socialistes ne réagirent pas à la persécution des communistes. Lorsque vint le tour du SPD de subir les mauvais traitements de l'État, les libéraux et le Zentrum demeurèrent tout aussi inactifs. De leur côté, les Églises allemandes ne se préoccupèrent guère de la persécution que vivaient les milieux ouvriers. Ainsi la classe politique allemande au complet ne se révéla pas en mesure de faire front commun pour s'opposer à la mise en place de la dictature hitlérienne. Dans une lettre du 4 juillet 1933, André François-Poncet indiqua que l'effondrement des adversaires du régime était dû dans une large mesure, « à leurs divisions intestines »<sup>13</sup>. Devant un gouvernement nazi de plus en plus fort, se trouvaient des adversaires affaiblis et incapables de s'allier. Un peu comme sous le régime républicain, les conflits et les divisions de la classe politique allemande empêchèrent toute entraide.

#### *La mise au pas des possibles mouvements d'opposition*

Après avoir mené une véritable répression à l'égard des communistes allemands, Hitler et ses sbires entreprirent de s'attaquer à tous les groupes politiques du Reich afin de détenir l'exclusivité du pouvoir. Dans l'esprit d'Adolf Hitler, les différents partis politiques permettaient une division de l'opinion publique et de la solidarité allemande. À maintes reprises avant de parvenir à la Chancellerie, Hitler affirma que « les partis de la division des classes » devaient être détruits<sup>14</sup>. Et c'est effectivement ce qui arriva entre la fin février et la mi-juillet 1933. En quelques mois à peine, toute la classe politique allemande de la gauche à la droite, des mouvements protestants aux groupes catholiques, fut mise au pas et hors d'état de nuire. Les contemporains furent tout aussi surpris de la

---

<sup>12</sup> Alfred Grosser, « Hitler chancelier : vers le pouvoir total » dans Alfred Grosser (dir), *Dix leçons sur...*, p.87.

<sup>13</sup> France. Paris. *Documents diplomatiques français, 1932-1939*. Commission de publication des documents relatifs aux origines de la guerre de 1939-1945, série 1, tome 3 (17 mars-15 juillet 1933), document 449, p.823.

<sup>14</sup> Ian Kershaw, *Hitler...*, p.644.

rapidité avec laquelle ces possibles mouvements d'opposition au nazisme s'effondrèrent comme l'indique cette phrase d'André François-Poncet : « On est obligé de constater que toutes ces digues qui devaient contenir la marée hitlérienne se sont aplanies à la première vague »<sup>15</sup>.

Pour venir à bout de ses adversaires, le régime nazi utilisa un savant mélange de séduction et de brutalité. Les nazis eurent recours à ce procédé pour éliminer la menace que pouvait potentiellement représenter les différents partis politiques du Reich mais aussi les syndicats allemands. Au début des années 1930, les regroupements des travailleurs allemands étaient importants puisqu'ils comptaient des millions de membres dans leurs rangs et qu'un appel à la grève de leur part représentait une menace sérieuse. Pour rallier le maximum de travailleurs au régime, Hitler et Goebbels décrétèrent que la journée du travail du 1<sup>er</sup> mai devenait une fête nationale. Pour l'occasion, le régime nazi organisa des célébrations grandioses pour fêter les travailleurs allemands. Le principal lieu de réunion fut à Tempelhof, en banlieue de Berlin, où se rassemblèrent plus de 100 000 ouvriers, incluant tous les chefs des principaux mouvements syndicaux<sup>16</sup>. Ce rassemblement s'avéra aussi grandiose que convaincant pour les milliers d'Allemands qui y assistèrent comme le rapporte ce témoignage de l'ambassadeur français à Berlin, André François-Poncet :

« [Hitler] est salué par une longue clameur, un grondement puissant, qui s'échappe de milliers de poitrines. [...] On respire une atmosphère de bonne humeur et d'allégresse générale. Rien ne sent la contrainte. Cette masse est, évidemment, contente d'être là et fière du spectacle qu'elle offre »<sup>17</sup>.

Les résultats de la journée ferrière et du rassemblement de Templehof ne se firent pas attendre : les dirigeants syndicaux furent rassurés et entrevirent l'avenir avec confiance.

---

<sup>15</sup> France. Paris. *Documents diplomatiques français, 1932-1939*. Commission de publication des documents relatifs aux origines de la guerre de 1939-1945, série 1, tome 3 (17 mars-15 juillet 1933), document 93, p.169.

<sup>16</sup> William L. Shirer, *op. cit.*, tome 1, pp.222-223.

<sup>17</sup> André François-Poncet, *Souvenirs d'une ambassade...*, p.111.



Après la séduction et la ruse, les nazis utilisèrent la force pour venir à bout du danger que pouvait représenter les syndicats. Dès le lendemain, soit le 2 mai 1933, la police allemande frappa dans la matinée les syndicats étiquetés comme étant marxistes. Avec cette démonstration de force, la plupart des autres syndicats se soumirent à leur tour dans les jours qui suivirent et à la fin juin, il n'y avait plus de regroupements ouvriers indépendants. Les syndicats furent remplacés par le DAF qui allait servir d'association à tous les ouvriers allemands. En principe, l'adhésion au DAF n'était pas obligatoire mais il devint vite évident que seuls ses membres pouvaient trouver du travail<sup>18</sup>. Le DAF permit au régime de surveiller et de contrôler plus étroitement les travailleurs en interdisant par exemple la grève mais aussi en introduisant des agents et des mouchards de la Gestapo dans les usines. En contrepartie, Hitler et Robert Ley, le dirigeant du DAF, accordèrent des avantages non négligeables aux ouvriers : des activités sportives, des expéditions touristiques à bas prix et des représentations musicales furent organisées pour satisfaire la classe ouvrière allemande<sup>19</sup>.

En même temps que la mise au pas des syndicats, Hitler s'en prit aux partis politiques. Les dirigeants nazis utilisèrent la peur et la répression ainsi que l'espoir d'éviter le pire pour dissoudre les partis. Cette façon de faire influença sans doute l'attitude des dirigeants politiques allemands puisque la plupart des partis se sabordèrent eux-mêmes. Hésitants et résignés, beaucoup espéraient obtenir la clémence du gouvernement en collaborant<sup>20</sup>. Cette tactique s'illustra par exemple dans la conduite des partis catholiques allemands, le Zentrum et le BVP. En pleine négociation avec l'État allemand pour conclure un concordat, le clergé allemand conseilla à ses mouvements politiques de ne pas opposer de résistance et de se dissoudre<sup>21</sup>. À la fin juin et au début juillet 1933 tous les partis politiques allemands disparurent, à l'exception bien sûr du NSDAP; le 22 juin, le SPD fut dissous, suivi par le DDP qui se saborda lui-même six jours plus tard, imité peu de temps après par le DVP.

---

<sup>18</sup> Thierry Feral, *Anatomie d'un crépuscule*, Éditions Tarmeve, 1990, p.132.

<sup>19</sup> Georges Goriely, *op. cit.*, p.141.

<sup>20</sup> Klaus Hildebrand, *op. cit.*, p.5.

<sup>21</sup> Serge Berstein et Pierre Milza, *op. cit.*, p.137.

L'élimination des partis politiques toucha également les membres de la coalition du gouvernement du Reich, les mêmes qui étaient censés « encadrer » et diriger Hitler. De moins en moins convoqués et écoutés par le Chancelier, les ministres du Cabinet n'osèrent toutefois pas entrer en confrontation directe avec Hitler. La résistance offerte par ceux-ci en réaction aux mesures dictatoriales prises par le chef nazi fut mince, voire insignifiante parce qu'ils ne voulaient pas diviser ouvertement le Cabinet avec une opposition trop marquée<sup>22</sup>. Certains ministres conservateurs qui se montrèrent particulièrement serviables au nouveau régime comme Konstantin von Neurath purent conserver leur poste. D'autres en revanche, comme Alfred Hugenberg, furent écartés en dépit d'appels à l'aide lancés à Hindenburg. Après le départ de Hugenberg du Cabinet, Hitler n'eut aucun remord à faire occuper les bureaux du DNVP. Résigné et conscient de sa situation, le parti de Hugenberg accepta de se saborder le 27 juin.

La clé de voûte de l'élimination du système multipartite allemand fut la loi du 14 juillet 1933 qui autorisait l'existence d'un seul parti, le NSDAP. Sans surprise, la loi empêchait la création de toute nouvelle formation politique ainsi que la reconstruction des partis dissous sous peine de lourdes sanctions<sup>23</sup>. La loi ne faisait toutefois que confirmer la réalité. En date du 14 juillet, il n'y avait déjà plus d'activité politique légale en dehors du NSDAP et il n'existait déjà plus aucune force organisée pour freiner la mise en place de la dictature. En fait, cette date consacra le fait que tous les mouvements politiques sur lesquels aurait pu reposer le déclenchement d'une résistance allemande en réaction à la jeune dictature hitlérienne avaient d'une façon ou d'une autre été mis hors d'état de nuire.

### *Peu de place à une résistance*

En dépit du consensus qui semblait accompagner la mise en place du III<sup>e</sup> Reich, quelques manifestations de désapprobation à l'égard du nouveau régime eurent lieu dans

---

<sup>22</sup> Peter Hoffman, *The History of the German Resistance 1933-1945*, McGill-Queen's University Press, 1996, p.11.

<sup>23</sup> Karl Bracher, *La dictature allemande...*, p.305.

divers endroits en Allemagne. Le 19 février, plus de 1 000 scientifiques et écrivains se rassemblèrent à l'Opéra Kroll de Berlin afin de rédiger un manifeste antinazi qui n'eut cependant pas de suite<sup>24</sup>. Un groupe nommé le *Schwarze Jungmannschaft* constitué dès janvier 1933 se consacra à la publication et à la distribution de tracts et d'écrits anti-hitlériens, sans toutefois obtenir un grand impact<sup>25</sup>. Les deux actes d'opposition les plus spectaculaires à la mise au pas de l'Allemagne furent sans doute la déclaration d'Otto Wels juste avant le vote pour les pleins pouvoirs et le refus du ministre bavarois Heinrich Held de se soumettre à l'autorité du Reich. Mais, en dehors de ces coups d'éclat, il n'y eut pas de résistance significative à l'installation du régime nazi en Allemagne en 1933.

Organiser une résistance en 1933 en Allemagne se révéla être un acte pratiquement impossible. La mainmise nazie sur l'ensemble des organisations policières du pays et l'utilisation de la répression la plus implacable pour punir la moindre opposition rendaient l'objection au nazisme particulièrement risquée<sup>26</sup>. Les Allemands étaient bien au courant des dangers que pouvaient représenter tout acte de résistance. Et, comme l'indiqua Sebastian Haffner, l'Allemand de l'époque n'avait rien d'extraordinaire; il n'avait pas l'étoffe d'un héros et encore moins celle d'un martyr<sup>27</sup>. L'Allemand de 1933 ne souhaitait pas être emprisonné ou mourir en commettant un geste d'éclat; ce qu'il voulait, c'était trouver un travail et vivre avec sa famille dans une société stable et pacifiée. Or, ce désir représentait exactement ce que le nazisme prétendait offrir.

En outre, les actions qu'un résistant allemand aurait pu poser n'aurait probablement eu qu'un effet minime sur le cours des événements. Les centaines de milliers d'hommes de main de la SA contrôlaient les rues, évitant ainsi tout « débordement » et les télégrammes d'appel à l'aide envoyés à Hindenburg, notamment par Heinrich Held, demeurèrent sans réponse. Le contexte de l'époque ne favorisait pas non plus une résistance au régime. Non seulement l'Occident, bien que préoccupé, demeura somme toute assez détaché devant l'avènement du nazisme en Allemagne mais,

---

<sup>24</sup> Thierry Feral, *Le national-socialisme*, Paris, Ellipses, 1999, pp.78-79.

<sup>25</sup> Barbara Koehn, *op. cit.*, p.73.

<sup>26</sup> Hélène Roussel, « Réflexions sur l'exil politique allemand des années trente et la question de l'accès aux médias » dans Françoise Knopper et Alain Ruiz (dir), *Les résistants au...*, p.161.

<sup>27</sup> Sebastian Haffner, *Histoire d'un Allemand...*, p.16.

en plus, Hitler semblait profiter d'un large soutien populaire<sup>28</sup>. Quiconque désirait s'opposer ouvertement au régime devait être conscient que son geste avait peu de chance d'avoir un réel impact.

La résistance vis-à-vis de l'État allemand présentait également une autre difficulté. Comme la marche vers la dictature sembla s'être passée de façon apparemment légale, l'opposition au régime devenait beaucoup plus difficile. Contrairement aux autres résistants en Europe durant la Deuxième Guerre mondiale et en Europe de l'Est durant la Guerre froide, être résistant en Allemagne sous le III<sup>e</sup> Reich signifiait passer pour un traître à la patrie<sup>29</sup>. Si certains individus pouvaient être tentés de s'opposer ouvertement au nazisme, très peu d'entre eux désiraient être désignés comme traîtres surtout après avoir vécu les années 1920 marquées par le traumatisme de la légende du « coup de poignard dans le dos ». En somme, beaucoup d'Allemands qui auraient pu être tentés de résister d'une façon ou d'une autre ont trouvé très peu de moyens et de motivations pour poser des gestes d'éclat.

---

<sup>28</sup> Ian Kershaw, *Hitler...*, p.181.

<sup>29</sup> Gilbert Merlio, *Les résistances allemandes...*, p.12 et Karl Bracher, *Turning Points in Modern Times : Essays on German and European History*, Harvard University Press, 1995, p.154.

## Chapitre XIV. Légitimité et « pseudo-légalité »

### *Une légitimité apparente*

La naissance du III<sup>e</sup> Reich ne fut la conséquence ni d'un putsch armé ni la conclusion d'une guerre civile. Il n'y eut donc pas de prise du pouvoir au sens strict du terme mais plutôt une accession des nazis à la tête du gouvernement. Les nationaux-socialistes purent compter sur la bienveillance et la collaboration d'une partie de la classe politique allemande ainsi que des institutions traditionnelles de l'État. L'arrivée de Hitler à la Chancellerie ne constitua donc pas une véritable rupture avec le régime qu'il remplaçait. Le chef nazi avait été appelé au pouvoir par le président Hindenburg, se trouvait à la tête du parti le plus populaire d'Allemagne et remporta les dernières élections avant 1945 lors du scrutin du 5 mars 1933. Tout en s'en prenant farouchement au système démocratique, Hitler ne s'en servait pas moins pour se donner de la crédibilité en se félicitant de la position de force du NSDAP au Reichstag et en célébrant les succès nazis aux élections comme de grands triomphes. Les Allemands pouvaient ainsi constater qu'il n'y avait pas eu de « cassure » avec le passé. Hitler avait été nommé de la même façon que ses prédécesseurs et représentait même un choix logique comme chancelier puisqu'il était à la tête du parti le plus populaire.

Afin de donner à son gouvernement une aura de légitimité dans les premiers de pouvoir, Hitler eut recours à la haine tenace vis-à-vis des « ennemis de l'État ». En dénonçant les trahisons, les intrigues et les fourberies de ces « traîtres à la patrie », c'est-à-dire les républicains, les juifs, les marxistes et bien d'autres encore, le nouveau chancelier cherchait à démontrer le bien-fondé des actions et des politiques de son gouvernement. Hitler utilisa le mythe de l'« usurpation nationale » qui prétendait que le Reich avait été gouverné par ses ennemis à la solde des gouvernements étrangers durant la période républicaine<sup>1</sup>. Cette image renvoyait aux légendes du déni de la défaite militaire de 1918 et du « coup de poignard dans le dos ». Les nationaux-socialistes se servirent de l'impression que donnait la Révolution allemande d'être en rupture avec la

---

<sup>1</sup> J. Noakes et G. Pridham, *op. cit.*, tome 1, pp.124-125.

tradition du Reich pour souligner l'illégitimité de la République<sup>2</sup>. En discréditant ainsi le régime de Weimar, les nazis se donnaient de la crédibilité puisqu'ils faisaient tout pour renverser l'État républicain.

Dès leur avènement au pouvoir et jusqu'à la chute du III<sup>e</sup> Reich, les dirigeants nationaux-socialistes tâchèrent avec beaucoup d'application d'ancrer le régime nazi dans la tradition allemande. Contrairement au régime républicain dont les nazis prétendaient qu'il avait été une anomalie dans l'histoire allemande, le III<sup>e</sup> Reich devait se rattacher au passé allemand. En 1933 et 1934, Goebbels en tant que ministre de la Propagande fut particulièrement attentif à cette tâche en ordonnant la publication d'ouvrages et d'articles sur l'histoire allemande ainsi que la diffusion d'émissions radiophoniques sur les grands compositeurs allemands<sup>3</sup>. Plusieurs mises en scène furent également organisées pour célébrer l'histoire allemande. Le 4 mars 1933, afin de commémorer la victoire de Frédéric II sur les Autrichiens à Leuthen, Hitler prononça un discours à Königsberg qui fut radiodiffusé dans toute l'Allemagne<sup>4</sup>. Une semaine après cette célébration, se tint une cérémonie en souvenir des victimes de la Première Guerre mondiale à l'Opéra de Berlin. À cette occasion, Hitler, ancien caporal de l'armée impériale, apparut aux côtés de Hindenburg, le feld-maréchal. Les Allemands attachaient beaucoup d'importance à de telles cérémonies, d'où l'application des nazis à s'ancrer le plus profondément possible dans la tradition allemande<sup>5</sup>.

Afin d'obtenir les pleins pouvoirs, Hitler et ses acolytes durent faire des efforts considérables pour montrer que le national-socialisme respectait les traditions et les valeurs allemandes. Deux jours avant le fameux vote qui allait accorder au régime nazi les pleins pouvoirs dans le domaine politique, une cérémonie fut organisée à Potsdam. Lors de cette journée, tout fut fait en vue de marquer l'union entre l'ancienne Allemagne et la nouvelle génération : l'endroit rappelait l'héritage prussien, tous les anciens dignitaires de l'Empire étaient présents, y compris les quatre fils de Guillaume II, ainsi

---

<sup>2</sup> Joachim Fest, *op. cit.*, p.38.

<sup>3</sup> Peter Reichel, *La fascination du...*, pp.156-157.

<sup>4</sup> Ian Kershaw, *Hitler...*, p.654.

<sup>5</sup> François-Georges Dreyfus, *Le III<sup>e</sup> Reich...*, p.117.

que la totalité des généraux<sup>6</sup>. Comme le mentionne Heinrich Winkler, la Prusse ne renaquit pas en ce 21 mars mais on se servit de son mythe pour accorder au nouveau régime « l'apparence d'une légitimité supérieure »<sup>7</sup>. L'attitude à la fois respectueuse et soumise des nazis au cours de la cérémonie servit à montrer l'union entre le nouveau chancelier révolutionnaire et les traditions allemandes. À l'arrivée d'Hindenburg, Hitler inclina solennellement la tête en lui serrant la main. André François-Poncet, présent à la cérémonie, souligna cet ancrage avec le passé : « l'impression s'impose aux plus réfractaires qu'une loyale et intime alliance associe la génération d'hier et la génération d'aujourd'hui et que celle-ci n'aspire qu'à suivre les exemples et les conseils de sa devancière »<sup>8</sup>.

### *La « pseudo-légalité »*

Dans la mise en place de la dictature hitlérienne, les nazis furent extrêmement prudents. Plutôt que d'entreprendre une véritable révolution en imposant un raz-de-marée de lois contraignantes et répressives qui aurait effrayé l'ensemble des Allemands, le régime nazi installa sa dictature étape par étape<sup>9</sup>. Ce qui rassura le plus la population du pays, ce fut l'apparence que toutes les mesures prises par le nouveau régime étaient légales. Le fait que les politiques nazies paraissaient conformes et ne semblaient pas en violation avec la Constitution et l'État de droit facilita grandement l'approbation des Allemands vis-à-vis de la naissance du III<sup>e</sup> Reich<sup>10</sup>. Par exemple, peu de gens contestèrent la légitimité de Hitler comme chancelier. Puisqu'il avait été nommé de façon tout à fait légale et en règle avec la Constitution par le président du Reich, personne ne pouvait dire que les nazis avaient conquis le pouvoir de l'État de façon illégale<sup>11</sup>.

Au début des années 1920, la stratégie de Hitler et de son parti pour accéder à la tête de l'État, était de suivre l'exemple de Mussolini en Italie, soit de marcher vers la

---

<sup>6</sup> Georges Goriely, *op. cit.*, p.135.

<sup>7</sup> Heinrich Winkler, *op. cit.*, p.478.

<sup>8</sup> André François-Poncet, *Souvenirs d'une ambassade...*, pp.105-106.

<sup>9</sup> Robert Gellately, *op. cit.*, p.335.

<sup>10</sup> Horst Möller, « Structures de pouvoir... », p.35.

<sup>11</sup> Grande-Bretagne. Londres. *Documents on British Foreign Policy, 1919-1939*. His Majesty's Stationery Office, série 2, tome 4 (1932-1933), document 231, p.398.

capitale en rassemblant des sympathisants avant de s'emparer du pouvoir. Mais après l'échec du putsch de Munich en 1923 et son incarcération à la prison de Landsberg, Hitler devint conscient que cette stratégie radicale ne pouvait mener qu'à un cul-de-sac. À sa sortie de prison, il imposa à son parti la tactique de la légalité qui visait à jouer le jeu du parlementarisme et du système électoral. Cette tactique se révéla fructueuse, d'abord parce qu'elle donnait un caractère légal à l'avènement de Hitler au pouvoir mais aussi parce que le NSDAP put se montrer garant de la stabilité et des valeurs allemandes, contrairement au KPD<sup>12</sup>. En préconisant la guerre civile, les communistes permettaient aux nazis de donner l'impression d'être les protecteurs de la nation. Un article du 1<sup>er</sup> mars 1933 du journal nationaliste *Kreuzzeitung* refléta cette situation : « Le projet de révolution communiste prévoyait la capture des femmes et des enfants. [...] Au dernier moment, nous avons été sauvés de l'anéantissement par le ministre de l'Intérieur prussien Göring »<sup>13</sup>.

Un moyen ingénieux utilisé par les dirigeants nazis fut de faire paraître légales toutes les actions illégales<sup>14</sup>. Les nazis se servirent de toutes les dérogations, de toutes les lois et de tous les prétextes pour mettre en place leur régime autoritaire de la façon la plus régulière et la plus constitutionnelle possible. De cette façon, la mise en place de la dictature apparaissait comme étant populaire, voulue et légitime. Le meilleur exemple fut sans doute le décret « pour la protection du peuple et de l'État » du 28 février 1933. Ce texte qui permettait aux nazis de recourir aux arrestations arbitraires et aux détentions préventives était légal en vertu de l'état d'urgence décrété par le président du Reich<sup>15</sup>. Par contre, les actions d'intimidation et de répression lancées par les nationaux-socialistes dataient de bien avant le décret du 28 février. En fait, dès leur accession au pouvoir, les nazis commencèrent à s'en prendre à leurs adversaires avec l'aide des moyens de l'État. Mais l'attentat contre le Reichstag et les élections du 5 mars donnèrent un caractère légal à cette mise au pas de l'Allemagne.

---

<sup>12</sup> Heinrich Winkler, *op. cit.*, p.459.

<sup>13</sup> Alfred Grosser, *Hitler et la...*, p.139.

<sup>14</sup> Jean-Marie Flonneau, *op. cit.*, p.161 et Nibert Frei, *op. cit.*, pp.78-90.

<sup>15</sup> Martin Broszat, *op. cit.*, pp.127-132.



L'acte décisif qui permit à Hitler et ses sbires de consolider leur pouvoir et de mettre hors d'état de nuire leurs adversaires fut la loi sur les pleins pouvoirs. Le vote qui se tint le 23 mars 1933 au parlement allemand illustre bien que la légalité était respectée, du moins au niveau de la forme. Pour que le gouvernement obtienne les pleins pouvoirs, il fallait l'appui des deux tiers des députés du Reichstag ce qui signifiait que le nombre de parlementaires nazis et leurs alliés du DNVP n'était pas suffisant. Hitler et les dirigeants nationaux-socialistes usèrent donc de tromperie, de ruse et d'intimidation pour convaincre les autres députés d'appuyer le projet de loi. Personne n'ignorait non plus qu'en cas d'opposition marquée à ce projet, Hitler risquait de s'octroyer les pleins pouvoirs par la force<sup>16</sup>. Les dirigeants nazis eurent également recours à un stratagème pour s'assurer d'avoir le nombre requis de parlementaires. Alors que les députés du KPD n'avaient plus le droit de siéger au Reichstag et qu'ils devaient vivre dans la clandestinité pour éviter d'être arrêtés, on les compta pour le vote en considérant leur absence comme une abstention<sup>17</sup>. Finalement, les nazis obtinrent les pleins pouvoirs puisque seuls les membres du SPD votèrent contre. Malgré le stratagème de la comptabilisation de l'absence des députés communistes et le recours au chantage et à l'intimidation, le vote pour les pleins pouvoirs donnait l'apparence de respecter la légalité. Cette impression signifiait que quiconque désirait s'opposer aux pouvoirs dictatoriaux accordés à Hitler le 23 mars se retrouvait dans l'obligation d'agir illégalement<sup>18</sup>.

Malgré les apparences, c'est un mythe de croire que la mise en place de la dictature nazie respectait la Constitution allemande<sup>19</sup>. Sur de nombreux points et en de multiples occasions, les dirigeants nazis agirent de façon illégale du point de vue du droit constitutionnel allemand. En empêchant les députés communistes de voter, en intimidant les représentants des autres formations politiques et en mettant sur pied des organisations policières parallèles, notamment la sinistre Gestapo, les nationaux-socialistes allèrent à l'encontre de l'esprit de la Constitution<sup>20</sup>. L'apparente légalité accordait cependant une

---

<sup>16</sup> Martin Broszat, *op. cit.*, p.145.

<sup>17</sup> Robert Frei, *op. cit.*, p.92.

<sup>18</sup> Robert Kellately, *op. cit.*, p.28.

<sup>19</sup> Yannis Thanassekos, « Les responsabilités historiques à l'aube de 1933 », *Revue de l'Institut de Sociologie*, no. 3-4 (1995), pp.202-203.

<sup>20</sup> Horst Möller, « Le système des... », p.310.

certaine légitimité au régime, ce qui lui assurait la loyauté d'une majorité de fonctionnaires ainsi que la tolérance de l'ensemble de la population<sup>21</sup>. Peu d'Allemands étaient prêts à s'engager dans la voie de l'illégalité pour combattre une dictature qui donnait l'impression de s'être installée au pouvoir de façon légale et consensuelle.

### *La continuité de la vie quotidienne*

L'avènement du régime nazi ne bouleversa pas en profondeur l'existence des Allemands puisque la vie quotidienne s'en trouva peu affectée. Contrairement aux idées reçues, principalement véhiculée par la propagande nazie, le 30 janvier 1933, journée de la naissance du III<sup>e</sup> Reich, ne suscita ni de vives réactions de la part des opposants ni d'immense enthousiasme chez l'ensemble des Allemands. En fait, en dehors des cercles politiques, tout porte à croire que la majorité de la population du Reich fit preuve d'indifférence à l'annonce de la nomination de Hitler<sup>22</sup>. Ce détachement de l'actualité politique est explicable par les fréquents changements de chancelier à la tête de l'État. On pensait que Hitler subirait probablement le même sort que ses prédécesseurs et qu'il serait remercié avant longtemps. Il n'y avait donc aucune raison de s'étonner de l'arrivée d'un nouveau chancelier qui pouvait quitter le pouvoir prématurément. Le 30 janvier ne fut pas non plus une journée de célébration nationale puisque une grande proportion d'Allemands était convaincue que le changement de gouvernement ne changerait rien au sort de la population<sup>23</sup>. En trois ans, trois chancelliers s'étaient succédé sans que les choses ne s'améliorent de façon concrète. La fameuse journée du 30 janvier, sauf pour le célèbre cortège aux flambeaux de milliers d'hommes de la SA sur la Wilhelmstrasse et quelques escarmouches en banlieue berlinoise, ne représenta pas un réel bouleversement pour les millions d'Allemands du Reich<sup>24</sup>.

La vie quotidienne ne fut pas radicalement transformée dans les mois qui suivirent la naissance du III<sup>e</sup> Reich. Pour l'ensemble des citoyens, la vie poursuivit son cours

---

<sup>21</sup> Heinrich Winkler, *op. cit.*, p.479.

<sup>22</sup> Henry Turner Jr., *Hitler janvier 1933...*, p.211.

<sup>23</sup> Ian Kershaw, *Hitler...*, p.614.

<sup>24</sup> Sebastian Haffner, *Histoire d'un Allemand...*, pp.160-161.

normal, de façon moins trouble toutefois que sous la République<sup>25</sup>. S'il est vrai que la gauche allemande et les juifs vécurent les affres du système répressif nazi, l'existence quotidienne de l'ensemble des Allemands ne fut guère transformée. Lors d'un séjour en Allemagne en 1935-1936, l'intellectuel suisse Denis de Rougemont remarqua que tout se passait comme si la société allemande n'avait pas vécu de changement de régime<sup>26</sup>. Contrairement à d'autres régimes autoritaires du XX<sup>e</sup> siècle, l'instauration du III<sup>e</sup> Reich ne s'accompagna pas d'un bouleversement majeur de la société; dans bien des cas, les gens conservaient le même emploi, gardaient des conditions de vie fort semblables et lisaient souvent les mêmes journaux que sous la période républicaine. Comme la vie semblait à peu près identique à celle menée sous le précédent régime, les Allemands n'eurent pas forcément conscience des changements opérés par les nationaux-socialistes. « On lisait tout cela dans les journaux. Avec ses yeux et ses oreilles, on ne voyait ni n'entendait pas grand chose de plus que ce qu'on avait vu et entendu les années précédentes », mentionna Haffner<sup>27</sup>. La réalité fut que l'ensemble des Allemands ne participa pas directement aux dates marquantes de 1933 et n'eut conscience de ces événements que par le biais des médias. Pour le reste, la vie se poursuivait comme avant.

Dans le domaine politique, plusieurs aspects de l'État allemand ne furent pas modifiés par le nouveau régime. La révolution nationale-socialiste fut beaucoup plus modérée et moins ambitieuse que ce qui fut promis et annoncé par Hitler et les dirigeants nazis dans la période précédant leur arrivée au pouvoir. Par exemple, l'essentiel de la jurisprudence du droit civil allemand fut préservé tout au long du régime nazi<sup>28</sup>. Les premiers mois du régime nazi furent également marqués par une certaine continuité dans le domaine économique. Hitler poursuivit une politique économique similaire à celle prônée par ses prédécesseurs<sup>29</sup>. Il y eut également continuité en ce qui concernait les fonctionnaires de l'État puisque la très grande majorité de ceux-ci conservèrent leur emploi malgré le changement de gouvernement et de régime. L'exemple qui illustre le

---

<sup>25</sup> Klaus Hildebrand, *op. cit.*, p.6.

<sup>26</sup> Denis de Rougemont, *op. cit.*, p.299.

<sup>27</sup> Sebastian Haffner, *Histoire d'un Allemand...*, p.166.

<sup>28</sup> Horst Möller, « Structures de pouvoir... », pp.36-37.

<sup>29</sup> Bernard Poloni, « Les premières mesures économiques des nationaux-socialistes ou la révolution insidieuse » dans Françoise Knopper *et al.* (dir), *Le national-socialisme : une révolution?*, Toulouse, Presses Universitaires du Mirail, pp.83-84.

mieux cette réalité fut le cas du ministère des Affaires étrangères où il fallut attendre 1936 pour assister à un changement notable de personnel<sup>30</sup>. La conservation du personnel diplomatique illustre bien la réalité suivante : en dépit des apparences et des mythes de la révolution nationale-socialiste, il y eut beaucoup moins de changements que ce qui était initialement prévu.

---

<sup>30</sup> Jacques Bariéty, « La politique extérieure... », p.323.

## Chapitre XV. La respectabilité du nouveau régime

### *La modération*

Au cours des premières semaines et des premiers mois d'existence du régime nazi, les dirigeants nationaux-socialistes agirent de façon particulièrement prudente afin d'éviter de déclencher un mouvement d'opposition de masse. Hitler et ses acolytes étaient parfaitement au courant qu'ils devaient faire preuve de modération au début du régime. Hitler savait que son poste de chancelier tenait à peu de choses et qu'il pouvait être congédié à tout moment. C'est pour cette raison qu'il chercha à donner une bonne impression à Hindenburg. Dans une réunion privée au début février 1933, Hitler affirma qu'il était « important de gagner la confiance du vieux monsieur [sic] » et de ne rien faire pour l'indisposer<sup>1</sup>. En tant que chef du gouvernement du Reich, Hitler chercha lors des premiers mois du III<sup>e</sup> Reich à paraître conciliant avec ses collaborateurs conservateurs qui avaient la confiance du président. Lors des réunions du Conseil des ministres, Hitler se montrait ouvert et poli à l'égard des suggestions des ministres conservateurs. Les premières étapes de la mise en place de la dictature furent progressives à la fois pour éviter une mobilisation rapide des forces d'opposition mais aussi pour conserver le soutien des élites politiques traditionnelles, indispensables au maintien de Hitler au pouvoir.

L'un des événements où Hitler décida d'agir en fonction du soutien des élites politiques allemandes fut la crise avec la SA qui mena à la Nuit des longs couteaux en juin 1934. Issus en grand nombre de la gauche du parti, certains dirigeants SA estimaient que la révolution sociale promise par Hitler avant d'arriver au pouvoir, restait à accomplir. Devant cette revendication, les élites traditionnelles allemandes s'inquiétaient. D'une part, l'entourage de Hindenburg méprisait ces troupes paramilitaires qui se conduisaient en véritables brutes et qui terrorisaient les villes allemandes. L'armée, de son côté, se méfiait de cette masse d'hommes armés qui compta jusqu'à trois millions d'hommes au début de l'année 1934 et la considérait comme une rivale. Croyant que les

---

<sup>1</sup> Baldur von Schirach, *J'ai cru en Hitler*, Paris, Plon, 1968, p.129.

chefs de la SA risquaient à terme de tenter un putsch dans le but de le renverser, Hitler choisit finalement de frapper contre son propre camp<sup>2</sup>. Cette décision entraîna l'arrestation et l'assassinat de plusieurs chefs de la SA, dont son dirigeant, Ernst Röhm. Malgré le bain de sang que fut la Nuit des Longs couteaux, Hitler fut chaudement salué pour son action par Hindenburg mais aussi par les principaux responsables de la Reichswehr<sup>3</sup>. Alors que certains éléments de son organisation désiraient des politiques sociales plus révolutionnaires, Hitler décida de freiner la « révolution nationale-socialiste » et d'éliminer certains de ses anciens collaborateurs pour conserver le soutien des élites politiques allemandes.

Le discours que tenait le nouveau chancelier était également beaucoup plus modéré que ce l'on pourrait penser à priori. En étudiant l'histoire du III<sup>e</sup> Reich, les historiens ont parfois semblé avoir du mal à analyser un régime qui, en 1933, en dépit de ses atteintes aux libertés individuelles et de ses crimes répressifs, n'avait pas encore enclenché le processus de l'Holocauste et des crimes de guerre. Hitler, en 1933, ne parlait pas du génocide ou de la guerre à venir<sup>4</sup>. Au même titre que lors des campagnes électorales du début des années 1930, les débuts de Hitler à la tête de l'État furent relativement modérés pour quelqu'un que tous savaient antisémite et raciste. Lors des premiers mois du III<sup>e</sup> Reich, la propagande faisait mention de ce que le régime était en mesure d'accomplir comme la chute du taux de chômage ou le rétablissement économique. Comme l'indique l'historien Horst Möller, les Allemands qui votèrent pour le NSDAP au scrutin du 5 mars 1933 n'appuyèrent pas un régime qui promettait Auschwitz ou Treblinka mais plutôt un régime qui prédisait l'avènement de jours meilleurs<sup>5</sup>. Comme le chancelier tenait des propos beaucoup plus modérés que ce qu'il avait prononcé comme discours au début de sa carrière politique, beaucoup crurent qu'il avait mûri et qu'il était devenu un véritable homme d'État.

---

<sup>2</sup> Voir Jean Philippon, *La nuit des longs couteaux : histoire d'une intoxic*, Paris, Armand Colin, 1992, p.395.

<sup>3</sup> François-Georges Dreyfus, *Le III<sup>e</sup> Reich...*, pp.159-160 et Jacques Benoist-Méchin, *op. cit.*, tome 1, p.745.

<sup>4</sup> William Sheridan Allen, « The Nazi Rise... », p.12.

<sup>5</sup> Horst Möller, « Structures de pouvoir... », p.30.

La modération affichée par les dirigeants nationaux-socialistes lors des premiers moments du III<sup>e</sup> Reich se vit également dans leur lutte contre les Juifs. Farouchement antisémite, la politique hitlérienne demeura toutefois prudente au début du régime<sup>6</sup>. À l'arrivée des nazis au pouvoir, les priorités de Hitler et de ses sbires n'étaient pas axées sur leur antisémitisme mais plutôt sur leur volonté de résoudre le problème du chômage et d'anéantir la gauche allemande, en particulier les communistes<sup>7</sup>. Les quelques initiatives prises par le régime à l'égard des Juifs allemands en 1933 se soldèrent à chaque fois par des demi-échecs. Le 1<sup>er</sup> avril 1933, les autorités nazies organisèrent un boycott des boutiques appartenant à des commerçants juifs. Si le boycott retint l'attention tant au niveau national qu'international, il se déroula, comme le mentionna André François-Poncet, sans incident majeur<sup>8</sup>. Avec le recul, on peut toutefois s'apercevoir que l'ensemble des citoyens allemands se tint à l'écart et n'hésita pas à retourner faire ses emplettes dans les commerces juifs dès le lendemain matin. Comme le fit remarquer Sebastian Haffner, les nazis se rendirent peut-être compte qu'ils étaient allés trop loin pour la majorité silencieuse des Allemands et évitèrent ce genre d'action antisémite pendant quelque temps<sup>9</sup>. Quoi qu'il en soit, les mesures prises par le régime à l'encontre des Juifs lors de la mise au pas de l'Allemagne n'avaient rien à voir avec des politiques beaucoup plus drastiques comme les lois de Nuremberg ou la Solution finale.

Si Hitler se voulait plus posé et plus prudent dans ses discours, il s'attarda également à paraître comme un véritable apôtre de la paix. Si dans ses écrits et allocutions antérieurs, il ne cachait rien de son esprit belliqueux et guerrier, Hitler en tant que nouveau chef du gouvernement allemand, était conscient qu'il devait paraître le plus respectable possible<sup>10</sup>. Pour se faire, il se montra attaché au principe de la paix. Il ne devint pas populaire en promettant la guerre mais plutôt en garantissant la paix. Le 17 mai 1933, Hitler convoqua le Reichstag pour prononcer une véritable profession de foi en faveur de la paix. Dans ce discours, il ne parla pas des communistes ou des Juifs, ne s'en

<sup>6</sup> François-Georges Dreyfus, *L'Allemagne contemporaine...*, p.144.

<sup>7</sup> Robert Gellately, *op.cit.*, pp.42-43 et Richard Bessel, *op. cit.*, p.105.

<sup>8</sup> France. Paris. *Documents diplomatiques français, 1932-1939*. Commission de publication des documents relatifs aux origines de la guerre de 1939-1945, série 1, tome 3 (17 mars-15 juillet 1933), document 90, p.157.

<sup>9</sup> Sebastian Haffner, *Histoire d'un Allemand...*, pp.211-212.

<sup>10</sup> Adolf Hitler, *L'expansion du...*, p.140.

prit pas outre mesure au « diktat » de Versailles mais tendit plutôt la main aux puissances occidentales pour en venir à un règlement juste pour toutes les nations<sup>11</sup>. Dans ses mémoires, André François-Poncet souligna qu'au début du régime, il n'y eut sûrement pas un mot que Hitler prononça plus souvent que le mot « paix »<sup>12</sup>. S'il n'y a aucun doute que les intentions pacifistes affichées par le nouveau chancelier n'étaient qu'un masque, Hitler conserva cependant longtemps la même tactique. Hjalmar Schacht mentionna que lors des Jeux Olympiques de Berlin de 1936, Hitler se montra ouvert, paisible et très amical à l'égard de toutes les délégations étrangères<sup>13</sup>. L'image de Hitler n'était pas celle d'un chef de guerre comme après 1939. Cette volonté feinte de vouloir préserver la paix donna l'impression au peuple allemand que le nouveau régime visait à redonner au pays une prospérité perdue plutôt que de se lancer dans une politique de va-t-en-guerre qui ferait ressortir les souffrances de la Première Guerre mondiale.

### *Les réalisations et les grands travaux*

Quand Hitler arriva au pouvoir, la population allemande fut saisie par le prodigieux spectacle de remue-ménage et de bouleversement qui contrastait avec l'apparente inertie et l'impression de pessimisme affichés par les derniers gouvernements de Weimar<sup>14</sup>. Peu de temps après leur installation à la Chancellerie, Hitler et ses collaborateurs s'empressèrent de lancer l'Allemagne dans la réalisation de plusieurs grands projets. L'énergie de Hitler à tout mettre en chantier et son enthousiasme envers les capacités de son régime lui donnaient une image positive et proactive. Les gens sentaient qu'en 1933, un « nouveau leadership » était dans l'air<sup>15</sup>. Les Allemands accueillaient ce dynamisme avec entrain après avoir vécu des années où l'État allemand avait été synonyme de difficultés économiques, de crises et de scandales. Il n'est donc pas difficile de comprendre pourquoi de nombreux citoyens allemands se rallièrent au III<sup>e</sup> Reich en constatant les réalisations entreprises et accomplies par le régime<sup>16</sup>.

---

<sup>11</sup> Jacques Bariéty, « La politique extérieure... », p.325 et Heinrich Winkler, *op. cit.*, pp.484-485.

<sup>12</sup> André François-Poncet, *Souvenirs d'une ambassade...*, p.140.

<sup>13</sup> Hjalmar Schacht, *op. cit.*, tome 1, p.85.

<sup>14</sup> André François-Poncet, *Souvenirs d'une ambassade...*, p.90.

<sup>15</sup> Ian Kershaw, *The Hitler Myth...*, p.46 à 50.

<sup>16</sup> Peter Reichel, *La fascination du...*, p.96.



Dans plusieurs cas, Hitler et les principaux dirigeants du III<sup>e</sup> Reich profitèrent des projets imaginés et élaborés par les gouvernements précédents. En bonne partie, la politique nationale-socialiste se caractérisa par son attitude à accélérer la mise en œuvre de projets ou d'idées qui existaient déjà<sup>17</sup>. Dans la lutte contre le chômage par exemple, on se contenta pendant des mois de poursuivre un programme de travaux publics décrété sous le gouvernement Schleicher avant de lancer après de nombreuses hésitations le programme Reinhardt qui concernait la construction des célèbres autoroutes. Contrairement à l'image véhiculée par la propagande, Hitler se tenait en retrait dans certains dossiers. En matière d'économie par exemple, il ne comprenait pas grand chose mais eut assez de jugement pour ne pas s'en mêler et laisser cet aspect vital de son gouvernement aux soins d'experts tel que Hjalmar Schacht<sup>18</sup>. Le mérite des nazis n'est donc pas tant d'être à l'origine des projets des premiers mois du III<sup>e</sup> Reich que d'avoir eu la détermination et le flair de les mettre en pratique.

Le projet qui marqua le plus les débuts de Hitler au pouvoir fut la construction des célèbres *Autobahns* ou autoroutes. Encore une fois, les nationaux-socialistes n'eurent qu'à sortir les plans du tiroir et à les présenter à une population impressionnée par les aspects à la fois moderne et ambitieux du projet. Hitler suscita l'enthousiasme de la majeure partie de la population en prédisant un brillant avenir à l'industrie automobile et en promettant l'accessibilité de cette technologie aux masses<sup>19</sup>. Au-delà de l'aspect pratique et stratégique des autoroutes allemandes, le régime en tira une publicité aussi remarquable que percutante. La propagande de Goebbels s'acharna à vanter les mérites de cet ambitieux projet au cinéma, à la radio, dans les journaux ainsi que dans les articles scientifiques d'ingénierie. Cette publicité fut extrêmement importante puisque pendant longtemps en Allemagne comme à l'étranger, on perçut les autoroutes du Reich comme l'œuvre de la volonté du Führer<sup>20</sup>.

---

<sup>17</sup> Bernard Poloni, « Les premières mesures... », p.92.

<sup>18</sup> Hjalmar Schacht, *op. cit.*, p.83.

<sup>19</sup> Ian Kershaw, *Hitler...*, pp.638-639.

<sup>20</sup> Bernard Poloni, « Les grands travaux : entre mythe et réalité » dans Gilbert Krebs et Gérard Schneilin (dir), *État et société...*, p.243.

Ce dynamisme fut bien accueilli par les fonctionnaires de l'État. Depuis le début de la crise économique de la fin des années 1920, beaucoup de projets avaient été suspendus, faute d'argent. Mais avec le redressement économique de l'Allemagne et avec la volonté de Hitler d'accomplir de grandes réalisations, les fonctionnaires du Reich purent à nouveau obtenir les moyens nécessaires à leurs projets comme la construction de routes, de digues ou encore d'hôpitaux. Pour eux, peu leur importait de composer avec l'idéologie nationale-socialiste, du moment que « leur activité d'administrateurs contribuait directement à servir les progrès de l'économie et à satisfaire la population »<sup>21</sup>.

### *Les succès des débuts du régime nazi*

Ce qui apporta le plus de respectabilité à Hitler aux yeux des Allemands fut la suite remarquable de succès que son gouvernement obtint lors de la période 1933. Plus que la modération de son discours ou la volonté de mettre sur pied de grands projets, la capacité – ou la perception - du régime nazi à remplir ses promesses permit à Hitler de pouvoir compter sur le ralliement d'une large proportion de la population allemande. Les succès obtenus par le nouveau régime accordaient à ses dirigeants un soutien que ni la répression et ni l'intimidation n'auraient pu favoriser. Les réussites du régime naissant faisaient naturellement taire les réticences et enlevaient des arguments à bon nombre d'opposants potentiels<sup>22</sup>. Comme beaucoup sous-estimaient Hitler et considéraient que son gouvernement ne survivrait que quelques mois tout au plus, les succès remportés par les nazis firent en sorte que le fascisme allemand ne pouvait plus être considéré comme « une manifestation sans lendemain »<sup>23</sup>.

Mais Hitler et ses acolytes ne furent pas toujours responsables des succès qu'ils s'attribuèrent. Au niveau économique par exemple, les nazis profitèrent grandement du contexte favorable ainsi que des mesures entreprises par les gouvernements précédents.

---

<sup>21</sup> Hjalmar Schacht, *op. cit.*, p.57.

<sup>22</sup> Paul Simelon, *op. cit.*, p.91.

<sup>23</sup> France. Paris. *Documents diplomatiques français, 1932-1939*. Commission de publication des documents relatifs aux origines de la guerre de 1939-1945, série 1, tome 3 (17 mars-15 juillet 1933), document 32, p.63

Quatre ou cinq mois avant l'avènement de Hitler, la crise économique avait passé son apogée et lorsque les nazis arrivèrent au pouvoir, le redressement était déjà en cours<sup>24</sup>. La situation économique mondiale en général et celle de l'Allemagne en particulier s'améliorèrent, sans que les nazis y fussent pour quelque chose. Deuxièmement, le gouvernement dirigé par Hitler ne prit pas de mesures concrètes concernant l'économie avant plusieurs mois. Au début du III<sup>e</sup> Reich, Hitler se contenta pour l'essentiel de poursuivre ou de lancer des programmes décidés par ses prédécesseurs<sup>25</sup>. Les nazis s'attribuèrent cependant tout le mérite de la fameuse reprise économique allemande.

Pour bon nombre d'Allemands la transition de la République au III<sup>e</sup> Reich signifia un retour de l'ordre dans leur patrie. L'avènement des nazis au pouvoir précéda une période moins chaotique que les dernières années de la République. Le consensus politique remplaça les divisions incessantes, la violence entre les factions paramilitaires disparut et céda le pas à un sentiment de sécurité devant les « fauteurs de trouble » et le chômage fut substitué par la création de millions d'emplois. Pour une large proportion d'Allemands, ces changements constituaient une sorte de retour à la normale, après des années de crise<sup>26</sup>. Les industriels, comme tant d'autres, profitèrent de ce retour à une paix sociale. Avant 1933, leur activité de production était continuellement perturbée par les grèves, les menaces et les difficultés économiques de toutes sortes. Selon le témoignage de Denis de Rougemont, beaucoup déploraient la perte d'une certaine liberté après 1933, mais au moins, leurs entreprises pouvaient fonctionner sans les soucis de la période républicaine<sup>27</sup>.

Le régime nazi parvint également à marquer quelques points sur la scène internationale. Dans un premier temps, la signature du Concordat donna de la respectabilité à Hitler puisque le régime que beaucoup considéraient barbare parvint à

---

<sup>24</sup> Volker Hentschel, *op. cit.*, p.247.

<sup>25</sup> Bernard Poloni, « Les premières mesures... », p.84.

<sup>26</sup> Robert Gellately, *op. cit.*, p.335.

<sup>27</sup> Denis de Rougemont, *op. cit.*, p.295.

s'entendre avec le Saint-Siège<sup>28</sup>. Hitler réussit également à flatter l'orgueil nationaliste des Allemands en menant une politique extérieure révisionniste et active. Dès son arrivée au pouvoir, il s'attarda tel que promis à rendre caduc l'« infâme » traité de Versailles. En Allemagne, personne ne pouvait s'opposer à cette volonté. Hitler fut applaudi même par ceux qui ne le suivaient pas pour son intransigeance à l'égard des conditions de paix de 1919<sup>29</sup>. Sa façon d'agir sur le plan extérieur qui consistait en la politique du fait accompli plut également à une certaine proportion de la population. En claquant la porte de la Conférence sur le désarmement et de la SDN en 1933, Hitler donnait l'impression que l'Allemagne pouvait désormais mener sa propre politique sans demander l'avis de personne<sup>30</sup>. La « renaissance de l'Allemagne » était sur toutes les lèvres en 1933. Les journalistes autant que les gens dans la rue parlaient avec fierté du « sauvetage de l'Allemagne » et de « l'Allemagne libre »<sup>31</sup>.

---

<sup>28</sup> Joseph Rovin, « Le catholicisme allemand au temps de Hitler » dans Gilbert Krebs et Gérard Schneilin (dir), *État et société...*, p.111 et voir Louis Dupeux, « Les catholiques allemands et le « Troisième Reich », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, tome 29, no. 1 (janvier-mars 1997), pp.42-43.

<sup>29</sup> Gerd Krumeich, *op. cit.*, p.180.

<sup>30</sup> Charles Bloch, *op. cit.*, p.113 et Peter Reichel, *La fascination du...*, p.141.

<sup>31</sup> Sebastian Haffner, *Histoire d'un Allemand...*, p.179.

## Conclusion

Le III<sup>e</sup> Reich est un phénomène unique en soi ne serait-ce qu'en raison de ses innombrables crimes et de ses conséquences tragiques. Pendant douze longues années, le régime nazi a été synonyme de dictature, d'autoritarisme et de tyrannie. Pourtant, en dépit des atteintes aux libertés individuelles, des actes répressifs des organisations nazies et des sacrifices insensés exigés par Hitler dans le cadre de la Deuxième Guerre mondiale, le régime put compter sur un soutien presque sans faille de la part de la population allemande durant l'intégralité de son existence. Comme le suggère Robert Gellately, le consensus populaire envers Hitler et son régime ne fut, pour ainsi dire, jamais contesté jusqu'à l'effondrement de l'Allemagne nazie<sup>1</sup>. Comment cette réalité a-t-elle été possible? Comment Hitler et ses sbires ont-ils pu, aussi facilement et aussi aisément, mettre en place une dictature dans le pays de Goethe et Schiller?

Plusieurs facteurs entrent en ligne de compte pour tenter d'apporter une réponse à cette problématique. Durant les années 1920 et le début des années 1930, l'Allemagne fut le théâtre d'une multitude d'événements marquants qui déterminèrent l'atmosphère dans laquelle vécurent les Allemands de l'époque. Pour comprendre le contexte de l'époque, il faut se rappeler que les « Allemands ordinaires » avaient dut endurer une multitude de difficultés qui les a poussés à tolérer, voire à accepter, le nazisme dès 1933. Comme le souligna Sebastian Haffner, ces événements préparèrent les Allemands à s'embarquer pour « n'importe quelle aventure abracadabrante »<sup>2</sup>. Si cette réalité n'inclut pas tous les Allemands, ils n'en demeurent pas moins qu'elle concerne une proportion importante de la population puisqu'il n'y eut guère de résistance significative à l'instauration de la dictature hitlérienne.

Plusieurs facteurs extérieurs ont favorisé l'installation du nazisme à la tête de l'État allemand. Les clauses draconiennes du traité de Versailles et la multitude de tensions entourant les partitions territoriales détériorèrent les relations diplomatiques

---

<sup>1</sup> Robert Gellately, *op. cit.*, p.15.

<sup>2</sup> Sebastian Haffner, *Histoire d'un...*, pp.84-85.

entre l'Allemagne et les pays occidentaux, spécialement la France, durant l'entre-deux-guerres. Les conditions draconiennes de la paix causèrent bien des remous à l'intérieur des frontières du Reich. Non seulement elles favorisaient chez les Allemands l'impression que la paix était injuste mais elles suscitaient une exacerbation du nationalisme. Assistant impuissants à la mise sous tutelle de leur pays, les nationalistes allemands insistèrent pour que le gouvernement du Reich se montre beaucoup plus revendicateur dans le cadre de la révision des conditions de paix.

Les mésententes entre les pays vainqueurs de la Grande Guerre aidèrent également la cause des nationalistes allemands. Plutôt que de collaborer et d'être cohérents dans le cadre de la révision des conditions de la paix, les Alliés donnèrent l'opportunité à l'Allemagne de profiter de leurs dissensions pour se débarrasser des clauses les plus encombrantes du traité de Versailles. Cette situation fut perçue comme un signe de faiblesse par la droite radicale qui se mit à exiger toujours davantage dans les négociations diplomatiques avec les gouvernements alliés. Cette surenchère nationaliste se refléta chez une partie de l'opinion publique qui était continuellement insatisfaite des succès diplomatiques des chanceliers allemands. Dans ce jeu de la défense de la patrie allemande, personne ne pouvait se montrer aussi convaincant que les nationaux-socialistes. À cause des humiliations nationales subies par l'Allemagne, comme les amputations territoriales ou l'occupation de la Ruhr, une proportion non négligeable d'Allemands tendit une oreille attentive aux exigences nationalistes exprimées par les nazies.

Le traumatisme lié à la défaite et les conditions de paix drastiques imposées à l'Allemagne entraînèrent une exacerbation du nationalisme. La fameuse légende du « coup de poignard dans le dos » fut montée de toutes pièces pour accuser les républicains et les marxistes d'avoir causé la défaite allemande. Ce récit prétendait que la Révolution allemande avait empêché l'armée impériale de poursuivre le combat et d'obtenir la victoire finale. Avec une telle rhétorique, la droite radicale considérait que tout ce qui découlait de près ou de loin de la défaite représentait une trahison envers la patrie allemande. Ainsi, les politiciens de la République de Weimar qui cherchèrent à

négocié cordialement une révision des clauses de la paix furent systématiquement attaqués par l'extrême droite qui prônait pour sa part, des méthodes beaucoup plus énergiques.

En plus de ces facteurs extérieurs, de multiples facteurs intérieurs sont en cause pour expliquer la mise en place de la dictature hitlérienne. Dans un premier temps, le régime républicain fut constamment attaqué par les extrémistes, tant à gauche qu'à droite, et ce, dès sa fondation en 1919. Selon les politiciens radicaux, la République de Weimar était « non allemande » puisqu'elle découlait de la défaite. Même si la démocratie allemande n'était pas condamnée à l'avance, il faut souligner qu'une bonne partie de la population y était farouchement opposée. En plus, beaucoup de ces antirépublicains étaient des serviteurs de l'État, comme des magistrats, des fonctionnaires ou encore des militaires.

La haine populaire contre le bolchevisme aida également la cause des nazis. Une bonne partie de la population allemande avait une aversion pour les « rouges » et craignait que survienne une révolution bolchevique comme en Russie. Cette peur eut un impact considérable sur la consolidation de la dictature nazie au moment de l'incendie du Reichstag. Les Allemands se mirent donc à la recherche d'un rempart pour s'opposer efficacement à cette menace de l'extrême gauche. Les nazis représentaient la solution toute désignée. Ceux-ci s'opposaient tant idéologiquement que physiquement à leurs adversaires politiques notamment en n'hésitant pas à se bagarrer en pleine rue contre des militants communistes.

Le contexte économique et politique catastrophique dans lequel l'Allemagne se retrouvait embourbée dès la fin des années 1920 condamna la République. La crise économique mondiale qui toucha sévèrement l'Allemagne et ce, avant même le terrible krach boursier de 1929, annula le fabuleux redressement financier du milieu des années 1920. La crise fit des millions de chômeurs et des dizaines de millions d'Allemands connurent la faim et la misère. En plus, devant cette crise, le gouvernement du Reich sembla incapable de réagir. Certaines mesures prises par les politiciens comme Brüning

se révélèrent un désastre et empirèrent la situation. L'ensemble des Allemands vécut très mal cette crise et chercha des solutions radicales à ses problèmes.

En outre, la crise économique entraîna une crise politique quasi insoluble. À compter du début des années 1930, aucun gouvernement allemand ne put compter sur une majorité parlementaire. Pour une large proportion de la population allemande, la République n'était déjà pas populaire. La crise politique et l'inertie de la démocratie allemande ne firent que confirmer leurs préjugés. Pour pouvoir gouverner, les derniers chanceliers de Weimar durent diriger le pays en s'appuyant systématiquement sur des décrets-lois. Ils mirent également en place un régime autoritaire qui s'appuyait de moins en moins sur les institutions démocratiques. Avant même que Hitler ne s'approche du pouvoir, l'Allemagne devenait peu à peu un régime autoritaire, avant de verser dans la dictature.

Le processus qui permit aux nazis d'être appelés au pouvoir indiqua bien cette tangente. Les discussions se firent en catimini sans que le grand public en soit informé. De toute façon, lorsqu'elle apprit la nomination de Hitler au poste de chancelier, la majeure partie de la population allemande se dit que le nouveau chancelier allait probablement gouverner quelques mois tout au plus. Beaucoup de gens sous-estimèrent également Hitler en pensant que les conservateurs allaient l'encadrer et le congédier dès qu'il ne ferait plus leur affaire.

Dans leur lutte pour parvenir au pouvoir, les nazis dévoilèrent également certains de leurs charmes. Ils représentaient le mouvement politique le plus rassembleur du pays. Beaucoup d'Allemands y virent un signe de regroupement, ce qui contrastait avec les querelles et les désordres propres à la période républicaine. Les nazis surent également mettre sur pied une publicité électorale efficace dans laquelle, Adolf Hitler et ses talents exceptionnels d'orateur, furent le principal argument de vente.

Une des raisons évidentes du manque d'opposition face au nazisme est évidemment la violence utilisée par les nazis. Ceux-ci utilisèrent les organisations



policières du pays et paramilitaires du parti pour venir à bout de leurs adversaires politiques. Quiconque prenait la parole contre le nouveau régime risquait de se voir arrêter sur-le-champ et emmener dans l'une des prisons du régime. Par contre, cette violence n'était pas forcément vue d'un mauvais œil. La majorité des Allemands, ceux qui assistèrent silencieusement à l'avènement de la dictature nazie, ne furent nullement inquiétés par la vague de répression qui s'abattit sur le pays. Bien au contraire, bon nombre d'Allemands étaient satisfaits de voir enfin l'État prendre des mesures énergiques pour lutter contre certains « fauteurs de trouble » comme les communistes.

Il semble cependant que le régime n'eut guère besoin de la répression et de l'intimidation pour rallier les citoyens allemands à sa cause. L'essentiel de la population paraît s'être soumise de bon gré aux nouveaux maîtres du Reich. Pour rallier le plus grand nombre d'Allemands possible à sa cause, le régime accorda plusieurs avantages aux masses, comme des fêtes ou des opportunités de vacances. Hitler et ses collaborateurs mirent aussi sur pied un réseau de propagande efficace qui contrôlait efficacement l'information. Cette propagande aida grandement le régime à se montrer sous un jour favorable aux yeux de la population.

Le régime rencontra peu de résistance à ses débuts, entre autres parce que les possibles mouvements d'opposition s'effondrèrent rapidement. La gauche allemande qui représentait une menace potentielle pour les nazis se révéla finalement impuissante à cause de la querelle opposant le SPD au KPD. Il n'y eut pas non plus de solidarité entre les divers mouvements sociaux et politiques. Ainsi, un Allemand qui eut été tenté de résister d'une façon ou d'une autre aurait trouvé bien peu de ressources pour l'appuyer dans son dessein.

Le régime nazi sut également se doter d'une légitimité et d'une aura de légalité. En désignant le régime républicain comme une anomalie dans l'histoire allemande et en se montrant respectueux des traditions allemandes, les dirigeants nationaux-socialistes cherchèrent à obtenir une légitimité pour consolider leur pouvoir. Ils tâchèrent également de faire paraître leur régime comme le plus légal possible. Ils utilisèrent tous les prétextes

et tous les mensonges à leur disposition pour faire en sorte que les Allemands croient que le III<sup>e</sup> Reich respectaient les lois allemandes et ne constituait pas une rupture avec l'État de droit.

Finalement, les nationaux-socialistes, en général, et Hitler, en particulier, surent se faire passer pour respectables lors des débuts du III<sup>e</sup> Reich. En affichant une modération surprenante, Hitler fit taire plusieurs de ses détracteurs. Il parut ainsi avoir mûri et être devenu un véritable chef d'État. Il se montra conciliant avec les élites traditionnelles du pays ainsi qu'avec les délégations étrangères. Son régime sut également se montrer sous un jour favorable en obtenant certains succès comme la réalisation de grands travaux, par exemple. Le NSDAP montrait ainsi qu'il était plus qu'un rassemblement d'agitateurs radicaux.

Si la mise au pas (*Gleichschaltung*) du Reich fut si rapide et si aisée à accomplir, c'est en bonne partie parce qu'elle est attribuable au soutien, ou du moins, à la tolérance de l'ensemble de la population à l'égard du nouveau régime. Les nombreuses crises et difficultés qui marquèrent l'Allemagne weimarienne firent en sorte qu'il existait, en 1933, une atmosphère qui a poussé les Allemands non pas à accepter mais plutôt à ne pas rejeter Hitler. Ayant vécu les affres de la dépression économique et les désillusions d'un régime démocratique de moins en moins parlementaire, les Allemands de l'époque ne furent pas choqués de voir arriver Hitler au pouvoir le 30 janvier 1933. Ils y virent au contraire une lueur d'espoir puisque le régime républicain qui avait fait tant de promesses n'avait en bout de ligne pas pu les tenir<sup>3</sup>. Cette réalité ajoutée au fait que la résistance présentait de sérieuses difficultés, on peut aisément comprendre pourquoi l'avènement des nazis à la tête de l'Allemagne n'entraîna pas d'opposition marquée. En outre, le Hitler de 1933 n'est pas celui de 1945. À l'époque, il ne porte pas encore la responsabilité de la Seconde Guerre mondiale ou de l'holocauste. Bien au contraire, les Allemands de l'époque sont dirigés par un Hitler beaucoup plus modéré que ce que l'on pourrait croire à priori et qui réussit à obtenir certains succès importants. Les « Allemands ordinaires » de

---

<sup>3</sup> Sebastian Haffner, *De Bismarck à...*, p.139.

1933-1934 ont donc de solides raisons de ne pas repousser le nouveau régime qui, contrairement à la République, avait jusque-là tenu ses promesses.

## Bibliographie

### Ouvrages généraux

- Berstein, Serge et Milza, Pierre. *L'Allemagne de 1870 à nos jours*. Paris, Armand Colin, 1999, 304 pages.
- Bogdan, Henry. *Histoire de l'Allemagne de la Germanie à nos jours*. Perrin, 2003, 473 pages.
- Castellan, Georges. *L'Allemagne de Weimar 1918-1933*. Paris, Armand Colin, 1972, 443 pages.
- Dreyfus, François-Georges. *L'Allemagne contemporaine 1815-1990*. Paris, Presses Universitaires de France, 1991, 551 pages.
- Duroselle, Jean-Baptiste. *Histoire diplomatique de 1919 à nos jours*. Paris, Dalloz, 1990, 1010 pages.
- Flonneau, Jean-Marie. *Le Reich allemand. De Bismarck à Hitler 1848-1945*. Paris, Armand Colin, 2003, 318 pages.
- Fulbrook, Mary. *The Divided Nation : A History of Germany 1918-1990*. Oxford University Press, 1992, 405 pages.
- Marx, Roland. *La Grande-Bretagne et le monde au XX<sup>e</sup> siècle*. Masson, 1986, 243 pages.
- Milza, Pierre. *De Versailles à Berlin 1919-1945*. Paris, Éditions Tallandier, 2001, 323 pages.
- Wahl, Alfred. *L'Allemagne de 1918 à 1945*. Paris, Armand Colin, 1999, 189 pages.
- Winkler, Heinrich. *Histoire de l'Allemagne XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle*. Fayard, 2005, 1152 pages.

### Monographies

- Allen, William Sheridan. *The Nazi Seizure of Power : The Experience of a Single German Town 1930-1935*. New York, New Viewpoints, 1973, 345 pages.
- Angel, Pierre. *Hitler et les Allemands*. Paris, Éditions sociales, 1982, 400 pages.
- Ayçoberry, Pierre. *La question nazie : essai sur les interprétations du national-socialisme (1922-1975)*. Éditions du Seuil, 1979, 314 pages.

- Ayçoberry, Pierre *et al.* *L'Allemagne de Hitler 1933-1945*. Paris, Éditions du Seuil, 1991, 427 pages.
- Ayçoberry, Pierre. *La société allemande sous le III<sup>e</sup> Reich*. Paris, Éditions du Seuil, 1998, 434 pages.
- Badia, Gilbert. *Feu au Reichstag : l'acte de naissance du régime nazi*. Paris, Éditions sociales, 1983, 332 pages.
- Badia, Gilbert. *Ces Allemands qui ont affronté Hitler*. Paris, Les Éditions de l'Atelier, 2000, 254 pages.
- Baechler, Christian. *Gustave Stresemann (1878-1929) : De l'impérialisme à la sécurité collective*. Presses Universitaires de Strasbourg, 1996, 926 pages.
- Bendersky, Joseph W. *A History of Nazi Germany*. Chicago, Burnham Publishers Inc., 2000, 244 pages.
- Benoist-Méchin, Jacques. *Histoire de l'armée allemande*. Robert Laffont, 1984, 2 volumes.
- Benz, Wolfgang. *Geschichte des Dritten Reiches*. Munich, Bundeszentrale für politische Bildung, 2000, 288 pages.
- Bessel, Richard. *Political Violence and the Rise of Nazism : The Storm Troopers in Eastern Germany 1925-1934*. Yale University Press, 1984, 215 pages.
- Binion, Rudolph. *Hitler et l'Allemagne, l'envers de l'Histoire*. Point hors ligne, 1994, 302 pages.
- Bloch, Charles. *Le III<sup>e</sup> Reich et le monde*. Paris, Imprimerie nationale, 1986, 545 pages.
- Bourdel, Philippe. *Nous avons fait Adolf Hitler*. Paris, Éditions Ramsay, 1983, 331 pages.
- Bracher, Karl Dietrich. *La Dictature allemande*. Éditions Privat, 1986, 681 pages.
- Bracher, Karl Dietrich. *Turning Points in Modern Times : Essays on German and European History*. Harvard University Press, 1995, 338 pages.
- Broszat, Martin. *L'État hitlérien*. Fayard, 1985, 625 pages.
- Burleigh, Michael. *The Third Reich : A New History*. New York, Hill and Wang, 2000, 965 pages.
- Dreyfus, François-Georges. *Le III<sup>e</sup> Reich*. Éditions de Fallois, 1998, 351 pages.

- Dreyfus, François-Georges. *L'engrenage 1919-1939*. Paris, Éditions de Fallois, 2002, 393 pages.
- Dupeux, Louis, dir. *La révolution conservatrice allemande sous la République de Weimar*. Paris, Éditions Kimé, 1992, 437 pages.
- Dupeux, Louis. *Aspects du fondamentalisme national en Allemagne de 1890 à 1945*. Strasbourg, Presses Universitaires de Strasbourg, 2001, 309 pages.
- Evans, Richard J. *The Coming of the Third Reich*. New York, The Penguin Press, 2004, 622 pages.
- Feral, Thierry. *Anatomie d'un crépuscule*. Éditions Tarmeve, 1990, 445 pages.
- Feral, Thierry. *Le national-socialisme*. Paris, Ellipses, 1999, 143 pages.
- Fest, Joachim. *Hitler*. Gallimard, 1973, 2 tomes.
- Fischer, Klaus P. *Nazi Germany : A New History*. New York, Continuum, 1997, 734 pages.
- Frei, Norbert. *L'État hitlérien et la société allemande 1933-1945*. Paris, Éditions du Seuil, 1994, 369 pages.
- Gay, Peter. *Le suicide d'une république : Weimar 1918-1933*. Calmann-Lévy, 1933, 268 pages.
- Gellately, Robert. *Avec Hitler, les Allemands et leur Führer*. Flammarion, 2003, 448 pages.
- Goldhagen, Daniel Jonah. *Les bourreaux volontaires de Hitler : les Allemands ordinaires et l'Holocauste*. Éditions du Seuil, 1997, 798 pages.
- Goriely, Georges. *1933, Hitler prend le pouvoir*. Éditions Complexe, 1999, 203 pages.
- Grosser, Alfred, dir. *Dix leçons sur le nazisme*. Fayard, 1976, 250 pages.
- Grosser, Alfred. *Hitler et la naissance d'une dictature*. Paris, Armand Colin, 1985, 216 pages.
- Hildebrand, Klaus. *The Third Reich*. Londres, George Allen & Unwin, 1984, 184 pages.
- Hoffmann, Peter. *German Resistance to Hitler*. Harvard University Press, 1988, 169 pages.

Hoffmann, Peter. *The History of the German Resistance 1933-1945*. McGill-Queen's University Press, 1996, 853 pages.

Husson, Édouard. *Comprendre Hitler et la Shoah : les historiens de la République fédérale d'Allemagne et l'identité allemande depuis 1949*. Paris, Presses Universitaires de France, 2000, 306 pages.

Jäckel, Eberhard. *Hitler idéologue*. Calmann-Lévy, 1973, 174 pages.

Jardin, Pierre. *Aux racines du mal : 1918, le déni de la défaite*. Paris, Éditions Tallandier, 2005, 639 pages.

Johnson, Eric A. *La terreur nazie : la Gestapo, les Juifs et les Allemands « ordinaires »*. Paris, Albin Michel, 2001, 581 pages.

Kater, Michael H. *The Nazi Party : A Social Profile of Members and Leaders 1919-1945*. Cambridge, Harvard University Press, 1983, 415 pages.

Kershaw, Ian. *The Hitler Myth : Image and Reality in the Third Reich*. Oxford, Clarendon Press, 1987, 297 pages.

Kershaw, Ian. *Qu'est-ce que le nazisme? Problèmes et perspectives d'explications*. Paris, Gallimard, 1992, 414 pages.

Kershaw, Ian. *Hitler. Essai sur le charisme en politique*. Gallimard, 1995, 413 pages.

Kershaw, Ian. *Hitler*. Flammarion, 1998, 2 tomes.

Koehn, Barbara. *La résistance allemande contre Hitler 1933-1945*. Paris, Presses Universitaires de France, 2003, 400 pages.

Knopper, Françoise et al, dir. *Le National-socialisme : une révolution?*. Toulouse, Presses Universitaires du Mirail, 1997, 264 pages.

Knopper, Françoise et Ruiz, Alain, dir. *Les résistants au III<sup>e</sup> Reich en Allemagne et en exil*. Toulouse, Presses Universitaires du Mirail, 1998, 265 pages.

Krebs, Gilbert et Schneilin, Gérard, dir. *Weimar ou de la démocratie en Allemagne*. Publications de l'Institut d'Allemand, 1994, 381 pages.

Krebs, Gilbert et Schneilin, Gérard, dir. *État et société en Allemagne sous le III<sup>e</sup> Reich*. Publications de l'Institut d'Allemand, 1997, 299 pages.

Krockow, Christian von. *Les Allemands du XX<sup>e</sup> siècle (1890-1990). Histoire d'une identité*. Hachette, 1990, 425 pages.

Lachaise, Francis. *Histoire des idées politiques en Allemagne XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles*. Paris, Ellipses, 2004, 223 pages.

La Gorce, Paul-Marie de. *La Prise du pouvoir par Hitler 1928-1933*. Librairie Plon, 1983, 392 pages.

Lauryssens, Stan. *L'homme qui a inventé le Troisième Reich : l'incroyable destin d'Arthur Moeller van Bruck*. Michel Lafont, 2000, 216 pages.

Leitz, Christian, dir. *The Third Reich*. Blackwell Publishers, 1999, 307 pages.

Lengereau, Marc. *Les frontières allemandes (1919-1989). Frontières d'Allemagne et en Allemagne : aspects territoriaux de la question allemande*. Berne, Éditions Peter Lang, 1990, 248 pages.

Léon, Enrique et Scot, Jean-Paul. *Le nazisme des origines à 1945*. Paris, Armand Colin, 1997, 281 pages.

Lepage, Jean-Denis. *Hitler Jugend : la jeunesse hitlérienne 1922-1945*. Paris, Grancher, 2004, 234 pages.

Létourneau, Paul. *Walther Rathenau 1867-1922*. Strasbourg, Presses Universitaires de Strasbourg, 1995, 271 pages.

Levisse-Touzé, Christine et Martens, Stefan. *Des Allemands contre le nazisme : Oppositions et résistances 1933-1945. Actes du colloque franco-allemand organisé à Paris du 27 au 29 mai 1996*. Paris, Albin Michel, 1997, 382 pages.

Maier, Charles S. et al. *The Rise of the Nazi Regime : Historical Reassessments*. Westview Press, 1986, 152 pages.

Merlio, Gilbert. *Les résistances allemandes à Hitler*. Paris, Éditions Tallandier, 2001, 323 pages.

Mitchell, Otis C. *Hitler's Nazi State*. New York, Peter Lang, 1988, 271 pages.

Möller, Horst. *La République de Weimar*. Paris, Tallandier, 2005, 367 pages.

Mommsen, Hans. *From Weimar to Auschwitz*. Princeton University Press, 1991, 367 pages.

Mommsen, Hans. *The Rise and Fall of Weimar Democracy*. The University of North Carolina Press, 1996, 604 pages.

Mommsen, Hans. *Le national-socialisme et la société allemande*. Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 1997, 414 pages.



Mommsen, Hans, dir. *The Third Reich between Vision and Reality : New Perspectives on German History 1918-1945*. Berg, 2001, 127 pages.

Nicholls, A.J. *Weimar and the Rise of Hitler*. St. Martins Press, 2000, 229 pages.

Nicholls, Anthony et Erich Matthias, dir. *German Democracy and the Triumph of Hitler*. Londres, George Allen & Unwin, 1971, 271 pages.

Nicosia, Francis R. et Stokes, Lawrence D., dir. *Germans against Nazism : Nonconformity, Opposition and Resistance in the Third Reich*. New York, St, Martin's Press, 1990, 435 pages.

Noakes, J. et Pridham, G. *Nazism 1919-1945*. University of Exeter Press, 1998, 4 tomes.

Nolte, Ernst. *La Guerre civile européenne 1917-1945*. Paris, Éditions des Syrtes, 2000, 665 pages.

Nolte, Ernst. *Les Fondements historiques du national-socialisme*. Éditions du Rocher, 2002, 175 pages.

Peukert, Detlev J. K. *La république de Weimar*. Paris, Aubier, 1995, 301 pages.

Philippon, Jean. *La nuit des longs couteaux : histoire d'une intoxication*. Paris, Armand Colin, 1992, 436 pages.

Reichel, Peter. *La fascination du nazisme*. Éditions Odile Jacob, 1993, 397 pages.

Reichel, Peter. *L'Allemagne et sa mémoire*. Paris, Éditions Odile Jacob, 1998, 353 pages.

Renoux, Philippe. *La montée de Hitler : hasards, complaisances, complicités*. Éditions Charles Hérissey, 2004, 239 pages.

Richard, Lionel. *La vie quotidienne sous la République de Weimar (1919-1933)*. Hachette, 1983, 322 pages.

Richard, Lionel. *Nazisme et barbarie*. Éditions Complexe, 2006, 304 pages.

Schoenbaum, David. *La Révolution brune : la société allemande sous le III<sup>e</sup> Reich (1933-1939)*. Gallimard, 2000, 420 pages.

Shirer, William L. *Le Troisième Reich : des origines à la chute*. New York, Stock, 1960, 2 tomes.

Simelon, Paul. *Hitler : comprendre une exception historique*. L'Harmattan, 2004, 156 pages.

Sofsky, Wolfgang. *L'organisation de la terreur : les camps de concentration*. Calmann-Lévy, 1995, 436 pages.

Stachura, Peter D, dir. *The Nazi Machtergreifung*. Londres, George Allen & Unwin, 1983, 191 pages.

Stern, Fritz. *Politique et désespoir : les ressentiments contre la modernité dans l'Allemagne préhitlérienne*. Paris, Armand Colin, 1990, 359 pages.

Stern, J. P. *Hitler, le Führer et le peuple*. Paris, Flammarion, 1985, 308 pages.

Turner Jr., Henry Ashby. *German Big Business and the Rise of Hitler*. Oxford University Press, 1985, 504 pages.

Turner Jr., Henry Ashby. *Hitler janvier 1933 : les trente jours qui ébranlèrent le monde*. Calmann-Lévy, 1997, 301 pages.

Wahl, Alfred. *Cultures et mentalités en Allemagne 1918-1960*. Paris, Sedes, 1988, 257 pages.

Wahl, Alfred. *Les forces politiques en Allemagne XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle*. Paris, Armand Colin, 1999, 368 pages.

Zeman, Z.A.B. *Nazi Propaganda*. Oxford University Press, 1973, 260 pages.

### Périodiques

Ayçoberry, Pierre. « Sur Hitler : avatars récents du genre biographique ». *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 47, no 2 (avril-juin 2000), pp.308-322.

Bariéty, Jacques. « La conférence de la paix de 1919 et la nation allemande ». *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, tome 28, no 1 (janvier-mars 1996), pp.87-111.

Dreyfus, François-Georges. « Heidegger en son temps ». *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, tome 29, no. 1 (janvier-mars 1997), pp.73-82.

Dupeux, Louis. « Les catholiques allemands et le « Troisième Reich ». *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, tome 29, no. 1 (janvier-mars 1997), pp.33-57.

Fabréguet, Michel. « Oppositions, dissensions et résistances sous le régime national-socialiste (1933-1945). *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, tome 29, no. 1 (janvier-mars 1997), p.19-31.

Fabréguet, Michel. « L'historiographie britannique et l'Allemagne nationale-socialiste ». *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, 32, no 2 (juillet-septembre 2000), pp.483-502.

Juneau, Jean-François et Cyr, Frédéric. « Les Occidentaux et le révisionnisme allemand dans l'historiographie ». *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, 38, no 2 (avril-juin 2006), pp.263-275.

Krumeich, Gerd. « La République de Weimar et le poids de la grande guerre ». *Histoire, économie et société*, no2 (2004), pp. 173-180.

Kumar, Radha. « The troubled History of Partition ». *Foreign Affairs*, volume 76, no 1 (janvier-février 1997), pp.22-34.

Lemay, Benoît. « Le révisionnisme agressif de Brüning sur fond de crise ». *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, tome 38, no. 2 (janvier-février 2006), pp.223-245.

Létourneau, Paul. « « La main au collet » et le révisionnisme allemand durant la période Rathenau : l'occasion ratée? ». *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, tome 38, no. 2 (janvier-février 2006) pp.185-196.

Merlio, Gilbert. « Politique et religion : l'idée du Troisième Reich ». *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, tome 32, no. 2 (avril-juin 2000), pp.279-288.

Schlie, Ulrich. « Today's view of the Third Reich and the Second World War in German Historiographical Discourse ». *The Historical Journal*, 43, no 2 (2000), po.543-564.

Shirmann, Sylvain. « Aspects de la crise allemande (1929-1932) ». *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, tome 30, no. 1 (janvier-mars 1998), pp.63-73.

Solchany, Jean. « Les historiens face à la violence nazie ». *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, volume 47, no. 2 (avril-juin 2000), pp.227-232.

Solchany, Jean. « Le premier âge de la « maîtrise du passé » : le nazisme dans les consciences allemandes de 1945 à la fin des années cinquante ». *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, 32, no 2 (juillet-septembre 2000), pp.379-400.

Soutou, Georges-Henri. « Les Occidentaux et l'Allemagne durant l'entre-deux-guerres ». *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, tome 38, no 2 (janvier-février 2006), pp.165-184.

Thanassekos, Yannis. « Les responsabilités historiques à l'aube de 1933 ». *Revue de l'Institut de Sociologie*, no. 3-4 (1995), pp.199-222.

## Sources

- , *Livre brun sur l'incendie du Reichstag et la terreur hitlérienne*. Paris, Éditions Tristan Mage, 1992, 2 tomes.
- Bainville, Jacques. *Les conséquences politiques de la paix*. Paris, Fayard, 1920, 251 pages.
- Bainville, Jacques. *Les dictateurs*. Paris, Éditions Denoël et Steele, 1935, 300 pages.
- Bainville, Jacques. *L'Allemagne*. Paris, Librairie Plon, 1939, 2 tomes.
- Brüning, Heinrich. *Mémoires (1918-1934)*. Gallimard, 1974, 501 pages.
- Capitânt, René. *Face au nazisme : écrits 1933-1938*. Strasbourg, Presses Universitaires de Strasbourg, 2004, 282 pages.
- François-Poncet, André. *Souvenirs d'une ambassade à Berlin (septembre 1931-octobre 1938)*. Paris, Flammarion, 1946, 356 pages.
- François-Poncet, André. *De Versailles à Potsdam : la France et le problème allemand contemporain 1919-1945*. Paris, Flammarion, 1948, 305 pages.
- Gisevius, Hand Bernd. *Jusqu'à la lie*. Paris, Calmann-Lévy, ?, 2 tomes.
- Göring, Hermann. *Renaissance de l'Allemagne*. Paris, Fernand Sorlot, 1939, 139 pages.
- Haffner, Sebastian. *Un certain Adolf Hitler*. Paris, Bernard Grasset, 1979, 277 pages.
- Haffner, Sebastian. *De Bismarck à Hitler : une histoire du Reich allemand*. Paris, Éditions de la Découverte, 1991, 194 pages.
- Haffner, Sebastian. *Allemagne, 1918 : Une révolution trahie*. Éditions Complexe, 2001, 214 pages.
- Haffner, Sebastian. *Histoire d'un Allemand : souvenirs 1914-1933*. Actes sud, 2002, 435 pages.
- Hanfstaengl, Ernst. *Hitler : les années obscures*. Paris, Éditions de Trévise, 1967, 349 pages.
- Hitler, Adolf. *Mon Combat*. Paris, Nouvelles Éditions Latines, 1924, 686 pages.
- Hitler, Adolf. *L'expansion du III<sup>e</sup> Reich*. Paris, Plon, 1962, 253 pages.
- Hofer, Walther. *Le national-socialisme par les textes*. Plon, 1959, 449 pages.

Keynes, John Maynard. *The Economic Consequences of the Peace*. Londres, Macmillian and co., 1920, 279 pages.

Noth, Ernst Erich. *La tragédie de la jeunesse allemande*. Paris, Éditions Bernard Grasset, 1934, 255 pages.

Noth, Ernst Erich. *Mémoires d'un Allemand*. Paris, Julliard, 1970, 506 pages.

Papen, Franz von. *Memoirs*. Londres, Andre Deutsch, 1952, 630 pages.

Rauschnig, Hermann. *Trompés par Hitler*. New York, Brentano's, 1942, 255 pages.

Roth, Joseph. *Une heure avant la fin du monde*. Liana Levi, 2003, 151 pages.

Rougement, Denis de. *Journal d'une époque (1926-1946)*. Gallimard, 1968, 596 pages.

Schacht, Hjalmar. *Mémoires d'un magicien*. Paris, Amiot-Dumont, 1954, 2 tomes.

Schirach, Baldur von. *J'ai cru en Hitler*. Paris, Plon, 1968, 261 pages.

Thyssen, Fritz. *I paid Hitler*. Kennikat Press, 1972, 281 pages.

Zweig, Stefan. *Le monde d'hier : Souvenirs d'un Européen*. Paris, Belfond, 1987, 503 pages.

## Annexes

### 1. Les gouvernements du Reich de 1919 à 1933<sup>1</sup>

Février 1919-juin 1919	Cabinet Scheidemann (SPD)	Coalition de Weimar (SPD, DVP, Zentrum)
Juin 1919-mars 1920	Cabinet Bauer (SPD)	Coalition de Weimar
Mars 1920-juin 1920	1 <sup>er</sup> cabinet Müller (SPD)	Coalition de Weimar
Juin 1920-mai 1921	Cabinet Fehrenbach (Zentrum)	Coalition bourgeoise (DDP, Zentrum, Populistes, DVP)
Mai 1921-novembre 1922	Cabinet Wirth (Zentrum)	Coalition de Weimar
Novembre 1922-août 1923	Cabinet Cuno	Coalition bourgeoise
Août 1923-novembre 1923	Cabinet Stresemann (DVP)	Grande coalition (SPD, DDP, Zentrum, DVP)
Novembre 1923-mai 1924	1 <sup>er</sup> cabinet Marx (Zentrum)	Coalition bourgeoise
Juin 1924-décembre 1924	2 <sup>e</sup> cabinet Marx (Zentrum)	Coalition bourgeoise
Janvier 1925-novembre 1925	1 <sup>er</sup> cabinet Luther	Coalition de droite (Zentrum, DVP, DNVP)
Janvier 1926-mai 1926	2 <sup>e</sup> cabinet Luther	Coalition bourgeoise
Mai 1926-janvier 1927	3 <sup>e</sup> cabinet Marx (Zentrum)	Coalition bourgeoise
Janvier 1927-mai 1928	4 <sup>e</sup> cabinet Marx (Zentrum)	Coalition de droite
Mai 1928-mars 1930	2 <sup>e</sup> cabinet Müller (SPD)	Grande coalition
Mars 1930-octobre 1931	1 <sup>er</sup> cabinet Brüning (Zentrum)	Cabinet présidentiel
Octobre 1931-mai 1932	2 <sup>e</sup> cabinet Brüning (Zentrum)	Cabinet présidentiel
Mai 1932-Novembre 1932	Cabinet von Papen	Cabinet présidentiel
Décembre 1932-janvier 1933	Cabinet von Schleicher	Cabinet présidentiel

### 2. Chanceliers du Reich allemand (1919-1945)

#### Chanceliers de la République de Weimar (1919-1933)

Philipp Scheidemann (1919)  
Gustav Bauer (1919-1920)  
Hermann Müller (1920)  
Konstantin Fehrenbach (1920-1921)  
Karl Joseph Wirth (1921-1922)  
Wilhelm Cuno (1922-1923)  
Gustav Stresemann (1923)  
Wilhelm Marx (1923-1925)

<sup>1</sup> Serge Berstein et Pierre Milza, *L'Allemagne de 1870 à nos jours*, Paris, Armand Colin, 1999, p.108.

Hans Luther (1925-1926)  
 Wilhelm Marx (1926-1928)  
 Hermann Müller (1928-1930)  
 Heinrich Brüning (1930-1932)  
 Franz von Papen (1932)  
 Kurt von Schleicher (1932-1933)

Chanceliers du III<sup>e</sup> Reich (1933-1945)

Adolf Hitler (1933-1945)  
 Joseph Gobbels (1945)  
 Lutz Schwerin von Krosigk (1945)

**3. Résultats électoraux du NSDAP de 1924 à 1933<sup>2</sup>**

Élections législatives	Nombre de voix	Pourcentage des voix	Nombre de sièges au Reichstag
4 mai 1924	1 918 000	6,6 %	32
7 décembre 1924	903 000	3 %	14
10 mai 1928	810 000	2,6 %	12
14 septembre 1930	6 838 000	18,3 %	107
31 juillet 1932	13 800 000	37,3 %	230
6 novembre 1932	11 700 000	33,1 %	196
5 mars 1932	17 277 000	43,9 %	288

**4. Nombre de membres du NSDAP (estimation)<sup>3</sup>**

Année	Nombre de membres
Fin 1919 (DAP)	190
Fin 1920	2 000
Fin 1922	20 000
Novembre 1923	55 300
Fin 1925	27 000
Fin 1926	55 000
Fin 1927	74 000
Fin 1928	100 000
Fin 1929	178 000
Mars 1930	210 000
Fin 1930	350 000
Fin 1932	850 000
Mars 1933	2 500 000

<sup>2</sup> Henry Bogdan, *Histoire de l'Allemagne de la Germanie à nos jours*, Perrin, 2003, p.462.

<sup>3</sup> Enrique Léon et Jean-Paul Scot, *Le nazisme des origines à 1945*, Paris, Armand Colin, 1997, p.85.

Fin 1939	5 000 000
Mai 1945	9 000 000